

M. Chirac, l'Europe et le désarmement

Un « coup de pouce » médiatique bienvenu pour l'Union de l'Europe occidentale, et un rappel de quelques grands principes qui méritent examen, mais avec quelles suites concrètes ? On pourrait sans doute résumer ainsi la réaction de bon nombre des parlementaires de l'UEO après le discours que M. Chirac venait de prononcer devant eux à Paris le mardi 2 décembre.

C'était la première fois depuis fort longtemps — le précédent remontait à Georges Pompidou en 1962 — qu'un premier ministre français se rendait devant l'assemblée parlementaire de l'Union. Après tant de tentatives, toutes plus ou moins vaines, de relance de l'UEO, et les rumeurs insistantes qui laissent entendre, après le changement de gouvernement de mars dernier, que le nouveau titulaire de Matignon ne portait pas celle-ci dans son cœur, le geste de M. Chirac a été apprécié. D'autant plus que l'Union de l'Europe occidentale souffre, pratiquement depuis sa fondation en 1954, d'une crise d'identité. Et aussi de la désaffection manifeste de bon nombre de gouvernements, peu enclins à prendre très au sérieux ce qui voulait être, à l'origine, le « pilier européen de l'OTAN », après l'échec du projet de Communauté européenne de défense.

La « charte des principes de la sécurité de l'Europe occidentale », proposée par M. Chirac, s'articule en fait autour de deux grandes idées : celle-ci ne rendent certes pas un son très nouveau, en particulier en France, où l'on conçoit qu'elles aient reçu sans trop de peine l'aval de l'Elysée.

La première est que la dissuasion nucléaire reste le seul moyen de garantir la paix en Europe : « valise qui vaite », elle a préservé le continent de tout vrai conflit depuis la deuxième guerre mondiale, en dehors des soubresauts internes ou camp soviétique. Autrement dit, sorti de la logique de la dissuasion, en particulier par le recours à un système de protection spatiale (d'une réalisation en demeure aléatoire) est dangereux. A cette dissuasion, la France et la Grande-Bretagne, toutes deux membres fondateurs de l'UEO, apportent une contribution proprement européenne, qui pourrait servir au renforcement politique du continent.

En second lieu, tout ce qui conduirait au découplage euro-américain en matière de défense est redoutable, qu'il s'agisse d'un repli de Washington derrière son futur bouclier spatial, ou d'un accord américano-soviétique autour de la fameuse « option zéro », qui finirait, après le démantèlement éventuel des euro-missiles de l'OTAN et du pacte de Varsovie, par laisser les Européens de l'Ouest face aux forces conventionnelles de l'Est, très largement supérieures aux leurs.

Manifestement, M. Chirac a ainsi exprimé la crainte de bon nombre d'Européens après le sommet de Reykjavik, où MM. Reagan et Gorbatchev ont été si près, semble-t-il, de s'entendre sur un tel démantèlement. De passage à Paris, le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, s'est employé à rassurer le premier ministre en écartant toute menace de découplage transatlantique.

Mais le paradoxe demeure : après avoir tant redouté les effets, pour leur propre continent, de la course aux armements engagée de longue date entre les Deux Grands, les Européens semblent aujourd'hui avoir peur du désarmement... Ou, pour être plus exact, des effets d'une conception fausement équilibrée du désarmement.

(Lire nos informations page 2.)

Le débat sur la réforme de l'enseignement supérieur

Le gouvernement attend la manifestation des étudiants pour arrêter sa position

A Paris et en province, les étudiants préparent la manifestation qui doit se dérouler jeudi 4 décembre dans la capitale, de la Bastille aux Invalides. Mardi soir, leur coordination nationale a adressé un message au gouvernement où ils maintiennent le principe de la grève générale jusqu'au retrait du projet de loi de M. Devaquet. Le ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur est invité à venir s'expliquer lui-même sur le podium qui sera installé sur

l'esplanade des Invalides. De son côté, le gouvernement attend de juger l'ampleur de la manifestation de jeudi pour arrêter définitivement sa position.

Mardi, au conseil des ministres, M. Mitterrand a déclaré à propos de la réforme hospitalière de M^{me} Barzach et notamment du rétablissement du secteur privé dans les hôpitaux : « Rien n'est plus important à mes yeux que l'égalité devant la maladie dans la mesure, évidemment, où nous pouvons agir. »



Pages 6 à 8

- Le gouvernement est vieux dans sa tête, un point de vue de LIONEL JOSPIN.
- Alain Deraquet, l'homme charnière, par DANIEL SCHNEIDERMAN.
- Attendre et voir, par PATRICK JARREAU et THIERRY BRÉHER.
- Un député dans la guéule du loup à l'université de Saint-Maur, par GÉRARD COURTOIS.

L'acceptation d'une enquête sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran

Un répit pour le président Reagan...

L'acceptation par M. Reagan, mardi 2 décembre, de la désignation d'un procureur spécial pour enquêter dans l'affaire des ventes d'armes à l'Iran a été accueillie avec soulagement à Wall Street, où l'indice Dow Jones (les trente valeurs les plus importantes cotées à la Bourse) a atteint un sommet historique. Par cette démarche, le président américain s'est sans doute donné un répit, estime-t-on à Washington, avant la convocation du nouveau Congrès début janvier.

WASHINGTON
de notre correspondant

An premier coup d'œil, il ne manque désormais plus aucun des éléments du Watergate. On avait déjà le demi-dévoilement d'un scandale secouant la Maison Blanche. On aura maintenant — après l'accord donné par M. Reagan, mardi 2 décembre — à la fois la nomination d'un procureur spécial et la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire. Le dévoilement de cet « Irangate » pourrait ainsi paraître inscrit dans son préambule : une démission présidentielle.

Ce parallèle-là est, pourtant, trompeur. S'il est à peu près clair que M. Reagan ne se remettra pas politiquement de cette affaire, il a pour lui deux atouts qui différencient profondément sa situation de celle de M. Nixon en 1974. M. Reagan, d'abord, ne déchaîne de réelle haine dans pratiquement aucun courant de l'opinion américaine. Même par ses adversaires les plus convaincus, il n'est que rarement pris à partie personnellement, et on ne l'imagine pas montré, comme l'était M. Nixon, sur des affiches avec ce texte : « Achetez-vous une voiture d'occasion à cet homme-là ? »

Pour M. Nixon, la réponse était « plutôt pas » ou « pas du tout ». Pour M. Reagan, ce serait « tout à fait » ou « plutôt oui », car, même lorsqu'il déçoit gravement, il reste estimé. Il est, de ce point de vue, frappant que le même sondage qui vient d'enregistrer une chute de 21 points sur un mois (de 67 % à 46 %) dans le taux d'approbation de sa conduite du pays indique également que 59 % le considèrent toujours « plus honnête et intègre que la plupart des acteurs de la vie publique ».

De fait, second atout, ce n'est pas d'une implication directe ou indirecte dans un délit de droit commun que M. Reagan doit se défendre aujourd'hui. Bien qu'un institut de recherche politique connu pour son opposition à la politique centraméricaine de la Maison Blanche ait été victime, le week-end dernier, d'une étrange visite de ses locaux washingtoniens, le président américain n'est actuellement accusé par personne d'avoir pu trépasser dans un cambriolage. Ce dont il est soupçonné — et par 53 % de ses concitoyens contre seulement 23 % — est d'avoir eu depuis le début que les bénéfices des ventes secrètes (et très impopulaires) d'armes à l'Iran étaient redistribués à la guérilla antisandiniste.

Cela signifie que, pour plus de la moitié du pays, il persiste, depuis au moins une semaine, dans un mensonge flagrant après avoir laissé voter, ou voté lui-même, de nombreuses lois. Ce ne serait pourtant que des délits à motivations politiques qui pourraient lui être reprochés.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

Une loi de trop

par ANDRÉ FONTAINE

KENNEDY, Johnson, Nixon, Carter, et maintenant Reagan : à chaque fois des débuts prometteurs et le drame au bout du chemin. Décidément la roche tarpéienne est proche de la Maison Blanche. Au pinacle de sa popularité, il y a un mois, après Reykjavik, « Ron » se trouve aujourd'hui, au jugement de l'éditorialiste William Pfaff du Los Angeles Times, « mortellement blessé (...) ». « Le public et la presse ont une fois de plus été trahis », écrit-il, « le sacrifice rituel de leur leader. »

Jacques Chirac, en comparaison d'une telle infortune, doit se trouver singulièrement mieux loti. L'adoption de la nouvelle loi électorale enlève à l'Elysée l'épée de Damoclès de la dissolution. François Mitterrand ne peut désormais en appeler au suffrage universel, avant le terme prévu du printemps 1988, qu'en démissionnant, ce qui signifie, s'il se représente, qu'il le fasse en simple citoyen, sans les évidentes commodités de la fonction suprême. Sans pouvoir prétendre à ce rôle de réconciliateur, de constructeur de l'œuvre de de Gaulle auquel,

selon certains de ses amis, il lui arrive de songer.

A moins que... à moins que bien sûr, le premier ministre, à l'instar du président des Etats-Unis, ne saute sur quelque mine qu'il aurait posée par inadvertance sous ses pieds. L'interview au Washington Times, un moment, a paru le menacer. Mais il s'est bien tiré, somme toute, de l'imbroglio et e même pu se permettre, dimanche à « Questions à domicile », de laisser percer la vérité.

Nous ne négocions certes pas avec les terroristes, a-t-il affirmé, mais nous exerçons des « pressions » sur les Etats qui sont en mesure de faire pression sur eux. Mieux : nous n'hésitons pas à donner satisfaction aux Etats en question lorsque leurs exigences ne sont pas déshonorantes : encore un petit effort et l'on reconnaîtra officiellement qu'il y a un lien de cause à effet entre la libération de quatre otages et, pour les deux premiers, l'expulsion de France des moudjahidines du peuple, pour les deux autres, le versement à l'Iran d'un chèque de 350 millions de dollars au titre du contentieux Eurodif.

(Lire la suite page 8.)

Nouvelle-Calédonie : la France en accusation à l'ONU

L'Assemblée générale a voté une résolution affirmant le droit du territoire à l'indépendance. Mais ce texte hostile à la France a recueilli moins de voix que prévu.

PAGE 2

Accord commercial franco-norvégien

La contrepartie des achats du gaz de Troll.

PAGE 24

Service national en entreprise

Sept cents volontaires pour promouvoir la technique française à l'étranger.

PAGE 26

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Paris perd ses cinémas

Les salles parisiennes ferment à un rythme accéléré. Mais, simultanément, le goût du cinéma-spectacle renaît.

Découvertes archéologiques en Jordanie

Ressurgis du septième millénaire avant notre ère, et exposés à Paris, des vestiges inestimables trouvés dans la région-carrefour des plateaux de Transjordanie.

Pages 13 à 15

Le sommaire complet se trouve page 28

L'avenir de la population française

Encourager le troisième enfant ? Non, le premier

Depuis des décennies, chacun répète qu'il faut encourager la naissance du troisième enfant pour enrayer la chute de la natalité. Une étude révèle en effet que la baisse la plus inquiétante est celle des premières naissances.

Depuis plusieurs années, les politiques familiales s'annoncent de plus en plus comme « démographiques » et, lors, du débat sur le projet de loi « famille », les parlementaires se sont gorgés de ce terme, qui pare le discours de rigueur scientifique. Mot nouveau pour une préoccupation en fait ancienne. Déjà le système d'allocations familiales mis en place après la deuxième guerre mondiale avait clairement une visée nataliste, comme on disait plus

simplement à l'époque : non seulement il voulait compenser les charges entraînées par la présence d'enfants au foyer, mais aussi encourager les Français à en avoir davantage pour assurer le dynamisme de la nation, éviter l'assommoir des années 30. Un temps délaissé, ce dernier objectif a repris de la vigueur depuis 1980, le souci ayant, avec M. Mitterrand, gagné la gauche après la droite.

La préoccupation s'est polarisée sur le troisième enfant, à partir d'une réalité indéniable, la chute impressionnante des familles de trois enfants et plus : M. Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), estimait en 1980 que la baisse de la descendance totale (la « descendance

finale », disent les démographes) des femmes au cours des quinze années précédentes était due à 90 % à la chute du nombre d'enfants de rang 3 et plus. En dix ans seulement, de 1969 à 1978, le nombre d'enfants légitimes de rang 3 a chuté de près de 70 %, tombant de 246 900 à 76 300 (1).

Du coup, dans la progression redoutée de « l'hiver démographique » — selon les termes de la « plate-forme » électorale de la coalition RPR-UDF — le troisième enfant est devenu l'horizon que tous les hommes politiques, les associations familiales, les journalistes, scrutent avec inquiétude.

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 25.)

(1) Colloque national sur la démographie française, INED, juin 1980.

FRED, UN DEMI-SIÈCLE DE LÉGENDE 1936-1986

Un style années 30, la technique d'aujourd'hui, l'éclat de l'or ou de l'acier. Fred a créé pour son 50^e anniversaire une montre unique. En série limitée.



50 ans de passion, 50 ans de création.

FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

La Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien, Espace « Galeries Lafayette », Paris • Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croixette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Etranger

Devant l'assemblée de l'UEO

M. Chirac a présenté une « charte des principes de la sécurité de l'Europe occidentale »

Répondant à M. Chirac, qui — tout en définissant la « charte des principes de la sécurité de l'Europe occidentale » — s'était inquiété, dans un discours prononcé mardi 2 décembre devant les parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale, d'un éventuel décalage stratégique entre les deux rives de l'Atlantique, M. Caspar Weinberger, ministre américain de la défense, a affirmé, au cours d'un entretien le même jour avec le premier ministre, qu'il n'a jamais été question de découpler la défense de l'Europe et celle des Etats-Unis. Indiquant dans l'entourage de M. Chirac, M. Weinberger, qui commençait une visite de quarante-huit heures à Paris, a, par ailleurs, manifesté au premier ministre sa « grande admiration pour la courageuse décision d'accroître le budget français de la défense » de 6,85 % en 1987 et évoqué « en termes assez généraux » la crise actuelle à Washington autour des ventes d'armes américaines à l'Iran, ajoutant qu'il ne s'agit pas d'une source. Le ministre américain a également rencontré son homologue français, M. Giraud, ainsi que M. Raymond, ministre des affaires étrangères.

A Genève, les négociateurs soviétiques et américains sur les armements nucléaires et spatiaux ont ouvert mardi une session spéciale d'une semaine destinée à préparer le terrain pour la reprise des conversations formelles le 15 janvier prochain. Il devait y être question de la récente décision américaine de s'affranchir des limites du traité SALT 2, une décision que des sources proches de M. Weinberger ont présentée mardi à Paris comme « symbolique » et destinée à montrer que « les Etats-Unis n'adhèrent pas à des traités que les Soviétiques violent ».

Le problème des essais nucléaires pourrait être également abordé. Au cours d'une conférence de presse à Moscou, mardi, M. Vorontsov, premier vice-ministre des affaires étrangères, a affirmé qu'une nouvelle prolongation du moratoire soviétique, qui expire à la fin de l'année, « équivaudrait à mettre en danger l'URSS » et que la décision finale de Moscou dépendra « de la conduite de la partie américaine d'ici au 1^{er} janvier ». — (AFP, Reuters).

« Le sommet de Reykjavik a suscité des inquiétudes dans nos pays »

Voici les principaux extraits du discours prononcé mardi 2 décembre à Paris par M. Jacques Chirac devant l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale.

« Les remous qui ont précédé l'implantation en Europe de nouveaux missiles américains, les débats qui, non sans une certaine confusion, ont entouré l'initiative de défense stratégique américaine et, tout récemment, les derniers développements du dialogue américano-soviétique apportent un triple enseignement.

« Les Européens ont besoin d'une institution qui leur soit propre, capable d'éclairer l'opinion, de lui faire comprendre l'importance des enjeux et de lui permettre ainsi d'apporter en connaissance de cause son soutien aux décisions nécessaires pour garantir notre sécurité. Cette institution existe : c'est l'UEO, seule organisation européenne à laquelle un traité donne compétence dans le domaine de la sécurité. (...)

« Deuxième enseignement : la construction européenne, très avancée dans le domaine de l'économie, est balbutiante dans le domaine de la sécurité, où l'Europe occidentale tend trop souvent à apparaître comme l'enjeu de forces qui la dépassent. Un tel état de fait est inacceptable pour tous ceux qui entendent œuvrer à l'affirmation de l'identité européenne.

« Dernier enseignement : les espoirs mais aussi, et peut-être davantage encore, les inquiétudes, suscitées dans nos pays par le sommet de Reykjavik ont conduit à prendre plus clairement conscience des exigences de leur propre sécurité. Cette conviction de notre communauté de destin devrait donner une impulsion nouvelle à notre coopération à tous les niveaux : dans les relations bilatérales, entre membres

de l'UEO et au sein de l'Alliance atlantique (...).

« Si l'on ne peut que se féliciter de l'intention déclarée des Soviétiques de démanteler la plupart de leurs SS-20, il convient d'éviter que le rapatriement éventuel des missiles américains n'entraîne un affaiblissement du lien entre l'Europe et les Etats-Unis. (...) Il importe que l'accord auquel pourrions parvenir les Etats-Unis et l'Union soviétique comporte toutes les garanties souhaitables sur le plan de la vérification et des missiles de plus courte portée capables d'atteindre la majeure partie de l'Europe occidentale, notamment à partir du territoire des alliés de l'Union soviétique, faute de quoi il pourrait contribuer lui-même à la naissance de nouveaux déséquilibres. La France enregistre avec satisfaction les apaisements obtenus récemment du président des Etats-Unis par le premier ministre du Royaume-Uni sur ce point important comme sur d'autres. L'option zéro ne peut en effet être considérée comme une fin en soi, mais doit s'intégrer dans une réflexion globale qui tienne compte des divers facteurs déterminant la sécurité de l'Europe occidentale.

Un souffle politique

« Sur des sujets aussi décisifs pour notre avenir, l'UEO doit jouer un rôle accru. Certes, l'Organisation peut se prévaloir d'un acquis indéniable. (...) Mais il est temps, me semble-t-il, que nous nous accordions pour donner à cette activité le souffle politique qui lui fait encore défaut. Pourquoi donc ne pas se consacrer aux yeux de tous en dressant ce que j'appellerai la charte des principes de la sécurité de l'Europe occidentale ? L'unanimité existe en effet sur les principes

Dans une résolution adoptée avec moins de voix que prévu

L'Assemblée générale des Nations unies affirme « le droit de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance »

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, mardi 2 décembre, une résolution demandant la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des « territoires non autonomes ». C'est-à-dire ayant vocation à devenir indépendants (le Monde du 3 décembre). Ce texte affirme « le droit inaliénable du peuple de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance » et demande au gouvernement français de « coopérer avec le comité de décolonisation à la mise en œuvre de la résolution ».

Le texte a été adopté par 89 voix contre 24. Trente-quatre pays se sont abstenus, et onze n'ont pas participé au vote, ce qui fait dire au gouvernement français que 44 % des pays membres de l'ONU n'ont pas soutenu la résolution. Il est de fait que le résultat n'est pas un échec cuisant pour la France ni une victoire pour les indépendantistes néo-calédoniens. Etant donnée la composition politique de l'Assemblée générale et la nature idéologique de l'enjeu, il était possible de prévoir un vote plus franc en faveur de la résolution. La Grande-Bretagne n'avait-elle pas été tenue en échec, il y a quelques jours, par cent seize pays dans l'affaire des îles Malouines ?

Vingt-deux pays africains, en grande majorité francophones, n'ont pas soutenu la résolution : onze ont voté contre le texte, sept se sont abstenus et quatre n'ont pas participé au vote. Dans le monde arabe, seuls quatre gouvernements ont voté

pour : l'Algérie, la Syrie, la Libye et le Yémen du Sud. Et certains parlent déjà d'un « cadeau afro-arabe à la France ». C'est l'empressement des Conaques à mettre la charrue devant les bœufs qui nous déplaît », déclarait un ambassadeur africain qui pense que la France a « une expérience suffisante des référendums pour qu'on lui fasse confiance ».

Si l'Asie a suivi ses témoins — la Chine, l'Inde et les pays de l'ASEAN — l'Amérique latine n'a pas emboîté le pas massivement à l'Argentine, dont l'abstention n'a entraîné que six autres votes similaires. En revanche, la sourde opposition des Caraïbes à la motion a étonné, autant qu'elle a dû plaire à la France.

Le camp occidental divisé

Le camp occidental, bien que sensible aux arguments de la France, n'a pas unanimement choisi entre deux alliés, la France et l'Australie. Seul le Japon, plus gros client du nickel calédonien, a voté pour la résolution.

« C'est une grande victoire pour le peuple canaque », nous a cependant déclaré M. Jean-Marie Tjibou, présent aux Nations unies depuis deux semaines. Manifestant à plusieurs reprises le « dépit » que lui inspirait le vote des Etats africains, qui « ont déjà oublié qu'ils ont eux-mêmes été sous la botte du colonialisme français », le

chef des indépendantistes, qui exige que seuls les Canaques soient admis à s'exprimer lors du référendum, a estimé que la France ne pourra plus refuser de discuter des modalités de ce référendum. « Étant donné qu'elle adhère à la charte de l'ONU », « Le plus urgent, maintenant, est de se réunir afin de fixer les règles de la consultation comme le mode de mai », a-t-il ajouté, précisant qu'il n'avait pas l'intention de se rendre à Paris.

Pressé d'aller « sabler le champagne entre amis » à la maison des Fidji, l'avocat américain Robert Van Lierop, qui représente le Yamato à l'ONU, renchérissait : « C'est le plus grand jour pour la démocratie française ».

Ce n'était évidemment pas le point de vue du représentant français, M. Claude de Kemmolaria, dont l'action personnelle a sans doute beaucoup aidé à éviter le pire : « C'est un échec pour les indépendantistes ». « Une tentative pour modifier le déroulement du référendum vient d'avoir lieu ici. Elle a échoué. Le référendum aura lieu sans l'influence des Nations unies », a-t-il affirmé.

Les milieux diplomatiques ouaisiens se montrent plus circonspects : « Même si le fait d'être « traité » devant l'ONU ne peut faire vaciller un gouvernement, la résolution est un avertissement pour l'avenir », estiment certains ambassadeurs. Mais plusieurs d'entre eux soulignent ce qu'ils considèrent comme un « tassement » des idées tiers-mondistes : « Il y a quinze ans, nous aurions vécu un orage, et la France aurait été clouée au pilori... »

CHARLES LESCAUT.

M. Pasqua : « Nous n'en tiendrons pas compte »

Par l'intermédiaire, successivement, du ministre des DOM-TOM et du ministre de l'Intérieur, le gouvernement a fait savoir, mardi soir 2 décembre, qu'il ne modifiera rien à sa politique en Nouvelle-Calédonie malgré le vote de l'Assemblée générale de l'ONU qui a réinscrit ce territoire français du Pacifique sud sur la liste des pays à « décoloniser ». « Ça ne changera rien à la détermination du gouvernement à exercer les règles démocratiques en Nouvelle-Calédonie et elle le fera. Parmi les parrains de cette résolution, il y a des pays, comme l'Afghanistan, la Libye et le Chili,

qui ne sont pas aptes à donner des leçons de démocratie à la France ».

« Nous ne tiendrons pas compte de la résolution », a affirmé M. Charles Pasqua, qui était l'invité de France-Inter. « Nous n'avons aucune leçon à recevoir de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ni sur le plan de la démocratie ni sur le plan de la civilisation. » « Il est clair, a ajouté le ministre de l'Intérieur, que les problèmes d'indépendance des indigènes australiens et néo-zélandais ont été réglés, il y a déjà très longtemps, à leur manière, par les Australiens et les Néo-Zélandais. Quant à l'ONU, elle ferait mieux de s'occuper des problèmes qui se posent réellement

dans le monde là où les droits de l'homme sont bafoués ».

Pour le porte-parole du mouvement anti-indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, M. Jacques Laffont, député RPR, « les quatre-vingt-neuf pays qui ont voté pour l'inscription représentent quelques centaines de millions d'individus, alors que ceux qui ont voté contre, se sont abstenus ou ne sont pas venus représenter des centaines de millions d'habitants. La majorité de l'opinion publique internationale refuse de se mêler des affaires de la France ». « C'est un échec fantasmé, pour le FLNKS, estime le président du RPRC. Lorsque le référendum aura lieu, personne ne pourra prétendre que la Nouvelle-Calédonie ne s'est pas prononcée ».

Devant les assises de l'Aisne

Un ancien gendarme affirme qu'Eloi Machoro a été tué sur ordre

Un ancien gendarme en poste en Nouvelle-Calédonie, comparaisant, mardi 2 décembre, à Laon, pour un hold-up devant les assises de l'Aisne, a laissé entendre au cours de l'audience, que la mort d'Eloi Machoro et de Daniel Nomaro, dirigeants du FLNKS, tombés en janvier 1985 sous les balles des gendarmes, avait été préméditée.

« La gendarmerie devait tuer trois hommes, deux ont été tués », a d'abord lancé Lahouari Bouhout, trente-deux ans, en faisant allusion à cette opération de gendarmerie. Invité par le procureur à répéter ces paroles, Bouhout a déclaré : « La gendarmerie devait tuer trois hommes. On nous a demandé de tenir secret et de dire que c'était un accident ». Le président de la cour, M. Valentin, a alors décidé une suspension de séance, estimant les propos de l'accusé sans rapport avec la chose jugée, et « l'affaire Machoro » n'a plus été évoquée ensuite.

Incité à donner sa démission

Lahouari Bouhout était, en fait, invité par le tribunal à s'expliquer sur les circonstances de son départ de la gendarmerie. Il avait 466, e-on appris à l'audience, incité à donner sa démission pour avoir pris des photos du cadavre d'Eloi Machoro et les avoir vendues à l'hebdomadaire Paris-Match. Ces faits, non démentis par l'intéressé, ont été

confirmés par le témoignage du capitaine Deprieux, sous les ordres duquel l'accusé se trouvait en Nouvelle-Calédonie.

De retour dans l'Aisne, Bouhout n'avait pas trouvé de travail. Il avait commis un hold-up dans la localité de Flavigny-le-Martin, le 29 mai 1985, avec un complice, Karim Benhammed. Le procès des deux hommes devait se poursuivre mercredi.

Ordre de « neutraliser »

Le « chef de guerre » du FLNKS, Eloi Machoro, et son compagnon Marcel Nomaro avaient été mortellement atteints à la poitrine, le 12 janvier 1985 par des tireurs d'élite du GIGN. C'était pendant le siège, par quelques trois cents gendarmes, d'une ferme située près de Foc, occupée par une quarantaine de militants armés.

La mort des deux dirigeants indépendantistes avait donné lieu à controverse. Les indépendantistes avaient parié d'« assassins ». Le général Deiber, qui commandait alors les forces de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie, avait répondu que les gendarmes avaient seulement reçu l'ordre de « neutraliser » Eloi Machoro. Selon la version officielle, les tireurs, placés à 130 mètres, avaient visé les deux hommes aux épaules, car leurs jambes étaient dissimulées par un talus.

IB 1735
BLANCPAIN



Après deux cent cinquante ans il n'y a toujours pas de montre Blancpain à quartz

GÉRÉSOLÉ
WEMPE

16, rue Royale 75008 PARIS

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Woutet.
Rédacteur en chef :
Daniel Verne.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLCITE

3, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 705-9711) is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde
s/o Speedprint, 45-46 30 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/o Speedprint, U.S.A.,
P.O. Box 45-46 30 th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter
tous les autres journaux ou périodiques
d'abonnement.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Amériques

L'acceptation par M. Reagan d'une enquête sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran

Un répit pour le président...

(Suite de la première page.)
Or devant l'opinion et devant l'histoire, ces défilés-là se plaident — surtout s'il se confirme que l'occasion aurait fait le larron. A en croire de toutes premières conclusions d'enquêtes parlementaires, dont le *Washington Post* faisait état mercredi matin, la Maison Blanche n'aurait, en effet, jamais envisagé initialement, lorsque M. Reagan a signé, en janvier dernier, le décret secret autorisant un approvisionnement en armes de l'Iran, que ces ventes, qui n'étaient pas directement négociées, dégraderaient un bénéfice.

L'aide à la résistance afghane

Ce serait donc, après coup, qu'il aurait été décidé de verser l'argent sur un compte bancaire suisse déjà utilisé par la CIA pour gérer un fonds d'aide secrète (mais autorisée, celle-ci, par le Congrès) à la résistance afghane. Ce fonds aurait été constitué d'un versement américain de 250 millions de dollars, auxquels l'Arabie saoudite (que de nombreuses indications concordantes disent engagée de longue date dans un soutien aux « contras » du Nicaragua) avait ajouté une somme équivalente.

A partir de ce compte, les profits des ventes iraniennes — 10 millions à 30 millions de dollars — auraient été redistribués non seulement aux anti-sandinistes, mais aussi à la guérilla anticommuniste d'Angola, qui est également chère au cœur de M. Reagan.

Cette version pourrait tenir la route car, pour autant qu'on le sache, les premières livraisons d'armes américaines à l'Iran faites par Israël avec l'approbation de Washington avaient été réalisées par l'intermédiaire de marchands d'armes, israélien et saoudien, qui pratiquaient les prix du marché — en puisant dans les arsenaux israéliens. Ensuite, ces marchands ne tenaient évidemment pas à ce que les prix soient cassés par les livraisons désormais directement faites à partir des stocks du Pentagone à la suite de contestations iraniennes sur les pièces livrées. Ils auraient donc appliqué les tarifs habituels, pré-

levé de solides commissions et reversé les bénéfices restants. Que cette chronologie, favorable à la Maison Blanche, puisse impliquer qu'il n'y aurait pas eu préméditation, soit ou non exacte, il est en tout cas sûr que toute cette affaire n'est que l'aboutissement logique et peu surprenant d'une politique connue et sans cesse défendue par M. Reagan et son équipe d'aide à tous les « combattants de la liberté » de par le monde.

On aurait donc parfaitement pu imaginer que le président américain, dès qu'il est apparu que tout allait petit à petit sortir, s'adressait à son pays pour dire qu'après tout le Congrès s'était, cet été, finalement rallié à son point de vue en votant pour cette année fiscale 70 millions de dollars d'aide militaire pour les « contras » : que la loi avait été tournée mais uniquement parce qu'un de ses collaborateurs, le lieutenant-colonel North, était allé trop loin — et sans l'en avertir — dans la recherche d'aides privées pour les anti-sandinistes auxquelles il avait publiquement donné sa bénédiction. Bref, que les textes avaient été bafoués, mais pas l'intérêt national ni la morale.

Difficile à venir

Cette tentative est évidente dans l'interview que M. Reagan a accordée, mercredi dernier, à *Time*, et dans laquelle il qualifie de « héros national » le lieutenant-colonel par qui le scandale est arrivé. D'excellentes raisons retiennent pourtant M. Reagan de jouer la carte de la vérité. La première, qu'il se souvienne de la première fois qu'il a été élu président, c'est qu'il a été élu à la présidence, son équipe a fermé les yeux sur les livraisons d'armes israéliennes à l'Iran alors que l'Amérique sortait à peine de l'humiliation des otages de Téhéran, qui avait entraîné la défaite de M. Carter et permis la victoire de l'aile droite des républicains.

L'avenue demeure difficile, car l'Iran suscite toujours aux Etats-Unis des réactions de rejet viscéral. M. Reagan est surtout prisonnier là de ses propres péchés, car lorsqu'on fait profession de gouverner par le simplisme et de faire de quelques slogans martiaux son image de marque, on se retrouve aisément, à l'heure de dire la vérité sur les rapports de force internationaux, pris dans d'intenses contradictions.

Deuxième difficulté, la vérité obligerait à dire qu'il y a bel et bien eu tentative de négociations avec des preneurs d'otages — et par tous les moyens imaginables puisque la Maison Blanche (par M. North encore) a même demandé à l'un des hommes les plus riches et les plus conservateurs d'Amérique, M. Ross Perot, de verser deux millions de dollars de rançon en faveur des otages (voir encadré).

Troisième difficulté, le président dont il serait malgré tout difficile d'admettre qu'il aurait personnellement et consciemment ignoré la loi, devrait déclarer publiquement qu'il ne sait pas tout ce qui se passe à la Maison Blanche. Ce serait décevoir pour un homme déjà réputé pour au fait des dossiers.

Moyennant quoi, tout en agissant quand même beaucoup plus vite, M. Reagan tombe dans les mêmes erreurs que M. Nixon : ne concéder que ce qu'il ne peut évidemment plus refuser et s'enfermer dans les contradictions. Le procureur spécial ? L'état-major du FBI lui-même réclame qu'il en soit nommé un, car l'enquête ne pouvait rester dirigée par l'atmosphère générale, anti-personnel du président, et qui avait, de surcroît, aidé à rédiger le décret secret de janvier dernier.

La commission d'enquête parlementaire ? Mieux valait lui donner la feu vert car elle aurait de cette manière été constituée et alla présentera moins de risques qu'une bonne dizaine de commissions et sous-commissions des deux Chambres se lançant dans

une compétition frénétique pour des révélations donnant aussitôt lieu à autant de « fuites » à la presse. Avantage supplémentaire : une commission spéciale et bipartite devrait avoir un président acceptable pour les deux partis.

Le temps que le procureur spécial soit choisi et que la commission ad hoc commence à travailler, on sera déjà en janvier. M. Reagan aura gagné un peu de temps qu'il pourra mettre à profit pour essayer de reprendre l'initiative politique. On annonce déjà que le projet de budget 1988 sera présenté dès les premiers jours de janvier, soit avec presque un mois d'avance. Cela pourrait — un tout petit peu — détourner l'attention et il est hautement probable qu'il aura été, d'ici là, procédé à un grand remaniement qui pourrait amener aux leviers de commande des personnalités a priori aussi fortes et indiscutées que M. Frank Carlucci, le nouveau conseiller pour les affaires de sécurité nationale dont M. Reagan a annoncé la nomination, mardi midi, dans sa déclaration télévisée de quatre minutes à peine.

On peut maintenant envisager que, bon soldat et sincère idéaliste, le lieutenant-colonel North prenne tout sur lui en se passant aux yeux qu'après s'être fait accorder l'impunité et que rien ne vienne directement impliquer M. Reagan. Même dans cette hypothèse — la meilleure pour lui et peut-être aussi pour l'Amérique — il n'est néanmoins plus qu'un président de transition car, un tout état de cause, la campagne électorale commencée dans douze mois.

Cela ne lui laisse qu'un an pour reprendre l'initiative, ce qui est peu pour un président à court d'idées vraiment neuves, confronté à un Congrès hostile, obligé de faire face à de dures réalités économiques et de plus en plus largement perçu pour ce qu'il est : un homme de plus de charme que de capacités.

BERNARD GUETTA.

Les responsables israéliens protestent à nouveau de leur innocence

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Comme s'ils semblaient craindre de ne pas avoir été suffisamment entendus et compris à Washington — en particulier au Congrès — les dirigeants israéliens sont de nouveau « montés au créneau » mardi 2 décembre. Quelques heures avant que M. Reagan n'annonce la nomination d'un procureur spécial chargé de faire la lumière sur l'affaire des livraisons d'armes américaines à l'Iran, MM. Shamir, Péro et Rabin ont réaffirmé haut et clair leur message à l'Amérique : Israël n'a rien à voir avec l'opération dont ont bénéficié les « contras » (la guérilla antisandiniste au Nicaragua).

La « troïka » ministérielle, qui fut seule dans le secret du marchandage américano-iranien, a réaffirmé sa bonne foi avec d'autant plus de force qu'elle n'avait pu qu'être touchée et irritée par l'interview téléphonique accordée par M. Reagan au magazine *Time*. Le président y mettait en cause à deux reprises, à propos des transferts bancaires au profit des « contras », « un autre pays », formule faussement vague, dont il était difficile, à Jérusalem comme à Washington, de ne pas induire qu'elle désignait l'Etat juif.

« La stricte vérité »

Voilà pourquoi le premier ministre — qui n'allait pas, bien sûr, argumenter publiquement avec M. Reagan — avait dès lundi, par l'entremise de son ambassadeur à Washington, fait transmettre à M. Shultz, le secrétaire d'Etat américain, un nouveau et catégorique démenti, puisque les précédents ne paraissent pas avoir été pris en compte. Non seulement, y disait en substance M. Shamir, nous n'avons pris aucune part au financement de la rébellion antisandiniste, mais nous ignorons tout d'une telle transaction.

Dans une interview à la radio nationale, M. Shamir a affirmé, mardi, qu'Israël « n'avait jamais

porté assistance aux « contras » et que l'entretien de M. Reagan avec *Time* n'obligeait en rien Jérusalem à modifier le communiqué officiel publié il y a une semaine, pour la simple raison que ce texte « disait la stricte vérité ». Après avoir souligné que son gouvernement n'avait aucune raison « d'ouvrir une enquête », M. Shamir s'est dit prêt à « se soumettre à toute demande d'investigation américaine ». « Nous espérons, a-t-il conclu, que les autorités américaines arriveront à la même conclusion que nous ».

Pour sa part, le ministre des affaires étrangères, M. Péro, a déclaré qu'Israël s'était contenté de « canaliser » des livraisons d'armes vers Téhéran « à la demande et pour le compte des Etats-Unis ». « Les déclarations de M. Meese [attorney général], a-t-il poursuivi, sont littéralement stupéfiantes. Toute tentative d'implication d'Israël à propos des « contras » est une pure calomnie. D'ailleurs, toute cette affaire a été démesurément gonflée. Si de l'argent est parvenu aux rebelles du Nicaragua, ce fut à notre insu ».

Sur la sellette au Parlement, M. Rabin, ministre de la défense, a souligné, lui, qu'Israël n'avait fourni aux « contras » « ni argent, ni armes, ni savoir-faire » et n'avait autorisé personne à le faire. Une affirmation contestée par plusieurs députés de gauche. M. Chalka Grossmann, député du MAPAM, a assuré qu'elle avait eu connaissance d'une aide israélienne aux antisandinistes lors d'un voyage effectué au Nicaragua en 1984. La Knesset a, cependant, retiré de l'ordre du jour deux motions du MAPAM et de la Liste progressiste pour la paix, qui demandaient l'ouverture d'un débat sur le commerce militaire israélien dans le tiers-monde.

De son côté, M. Thomas Fichering, l'ambassadeur américain en Israël, a remarqué « qu'il existait des différences mais pas nécessairement des contradictions entre les versions israélienne et américaine ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

M. Franck Carlucci, nouveau conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité nationale

Un homme d'expérience et de savoir-faire

M. Reagan a-t-il eu enfin la main heureuse ? A première vue, le cinquième homme à occuper depuis son arrivée à la Maison Blanche, en 1981, le poste décidément redoutable de conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité nationale paraît sensiblement mieux armé que ses prédécesseurs pour assumer ces fonctions. Précédé d'une flatteuse réputation de diplomate, M. Frank Carlucci a aussi d'autres cordes à son arc, notamment dans le domaine de la défense et du renseignement. Une expérience qui lui sera utile pour remettre de l'ordre dans le fonctionnement du Conseil national de sécurité.

A en juger par sa carrière, M. Carlucci paraît voué aux missions de sauvetage. C'est que cet homme mince et au visage net, diplômé de Harvard et de Princeton, passe pour un décideur énergique. Il faudra toutefois attendre sa nomination, à la fin de 1987, comme ambassadeur au Portugal de la « révolution des œillets » pour que ce diplomate de carrière, entré au département d'Etat en 1956, subisse les feux de la rampe.

« Récupérer » le Portugal

Jusque-là, son itinéraire, de Johannesburg à Rio-de-Janeiro en passant par le Congo belge et la Tanzanie, s'est déroulé sans trop d'histoires. Si l'on veut bien oublier, cependant, son expulsion de Zanzibar, où il est déclaré *persona non grato* — une affaire qu'il n'aime pas beaucoup évoquer — et le fait qu'il se trouvait à l'ambassade américaine de Léopoldville (devenue aujourd'hui Kinshasa) comme deuxième secrétaire — « un poste modeste », dit-il — à l'époque où Lumumba est chassé du pouvoir et assassiné (1960-1961). Observateur de terrain, il reçoit un mauvais coup de couteau lors d'une échauffourée dans la capitale congolaise.

Aussi bien, lorsqu'il est nommé à Lisbonne, pour prendre la succession d'un ambassadeur remercié par M. Kissinger en raison de ses rapports jugés trop « rassurants » sur l'évolution du pays, ne s'écoule-

t-il pas trois mois avant qu'apparaissent dans la presse des insinuations — aussitôt démenties, évidemment — sur son appartenance à la CIA. Chargé de « récupérer » pour l'Occident un Portugal soupçonné de dérive communiste, M. Carlucci n'a pu tout bien réussir dans sa tâche.

Lorsque, en mars 1975, le général Spínola et quelques officiers se risquent à une tentative de coup d'Etat contre le nouveau régime, les éléments les plus radicaux du pouvoir croient, bien sûr, voir derrière l'opération la main de l'ambassadeur américain. Le général Otelo de Carvalho commet même l'imprudence de lui conseiller de demander son « roppel ». M. Carlucci reconnaît bien volontiers, à l'époque, qu'il est « l'étranger le plus controversé du Portugal ».

Avec le temps, toutefois, cet homme plus fin que ne le laisserait croire sa réputation, et dont le portugais adouci par l'accent brésilien est excellent, se convainc qu'il ne servirait à rien pour les Etats-Unis de chercher à déstabiliser la jeune démocratie lusitanienne. Est-ce cette conversion à des vues raisonnables qui lui vaudra de rester en poste pendant un an sous la présidence de M. Carter ?

Celui-ci lui manifeste en tout cas sa confiance en le nommant, à la fin de 1977, directeur adjoint de la CIA. Là aussi, il doit s'employer à mettre au pas quelques « cow-boys » un peu trop amateurs de « série noire ». Trois ans plus tard, M. Reagan fera une première fois appel à lui comme secrétaire adjoint à la défense, auprès de M. Weinberger, dont il est un ami proche. Un poste qu'il n'a occupé que pendant deux ans, avant de se retirer dans les affaires. Il dirigeait une société de conseil, le Centre international d'analyse et de prospective. Homme de continuité et de savoir-faire, M. Carlucci entreprend sans doute aujourd'hui, à la tête du Conseil national de sécurité, la plus périlleuse des actions de nettoyage qui lui aient jamais été confiées.

MANUEL LUCBERT.

Un procureur spécial aux pouvoirs diminués depuis l'affaire du Watergate

Les pouvoirs d'un procureur spécial du type de celui accepté, mardi 2 décembre, par le président Reagan ont été définis en 1978 par la loi dite « éthique dans le gouvernement ». Cette loi a apporté de nombreuses restrictions aux compétences dont avaient joui, pendant l'affaire du Watergate, les procureurs Archibald Cox et Leon Jaworski.

Un amendement, voté en 1982, dans le cadre d'un compromis entre M. Reagan et le Congrès, a élargi en revanche les prérogatives du ministre de la justice dans la conduite de cette procédure. A cette occasion, le titre de « procureur spécial » a d'ailleurs été changé en celui de « conseil indépendant ».

Le procureur, dont M. Reagan a approuvé la désignation, va devoir déterminer si des lois fédérales ont été violées dans l'affaire des transferts aux rebelles nicaraguayens de fonds provenant des ventes secrètes d'armes à l'Iran par les Etats-Unis. Trois lois, au moins, pourraient avoir été enfreintes : la loi sur le contrôle des exportations — qui interdit la vente de biens à tout pays qui soutient le terrorisme international, — la loi sur le contrôle des exportations d'armements, et la loi sur la sécurité nationale, qui dispose que le Congrès doit être informé de toute opération secrète impliquant la CIA.

Les procureurs qui avaient enquêté sur l'affaire du Watergate avaient été nommés à la suite d'un accord entre l'attorney général de l'époque, M. Elliot Richardson, et la

commission judiciaire du Sénat. Dans l'histoire récente, ils sont les seuls à avoir eu le pouvoir d'inculper des officiels coupables d'agissements délictueux. Aux termes de la loi de 1978, modifiée par l'amendement de 1982, le « conseil indépendant » est nommé par trois juges fédéraux qui établissent les règles que celui-ci doit respecter. Le ministre de la justice, d'autre part, a plus d'autonomie pour apprécier si des allégations de violations de lois fédérales sont « suffisantes pour justifier » la base d'une enquête préliminaire.

Depuis 1978, six procureurs spéciaux ont été désignés dans un certain nombre d'affaires, notamment celle de trafic d'influence dans laquelle M. Michael Deaver, ancien secrétaire général adjoint de la Maison Blanche, a été mis sur la sellette. Ces six enquêtes ont été menées dans le plus grand secret, le tribunal des trois juges n'a organisé aucune audience publique et nulle inculpation, à ce jour, n'a été prononcée.

M. L.

Les mésaventures du milliardaire texan Ross Perot

Le milliardaire texan Ross Perot défiait décidément la chronique aux Etats-Unis. Ecarté lundi de son poste de directeur du géant de l'automobile General Motors, M. Perot a, confirmé, mardi 2 décembre, qu'il avait bien accepté de mettre une importante somme d'argent à la disposition du gouvernement américain afin de faciliter la libération d'otages détenus au Liban.

Dans une interview à la chaîne de télévision ABC, le milliardaire a déclaré avoir déboursé 2 millions de dollars à la demande du lieutenant-colonel North, membre du Conseil national de sécurité, qui a été limogé la semaine dernière en raison de son rôle dans l'affaire du financement des « contras » antisandinistes par les fonds provenant des ventes d'armes américaines à l'Iran.

Des porte-parole de la Maison Blanche et du département d'Etat ont démenti avoir eu connaissance de cette affaire. Selon le *Washington Post*, M. Ross Perot, considéré par la magazine *Forbes* comme la troisième Amérique la plus riche (sa fortune est évaluée à quelque 2,5 milliards de dollars), aurait été pré par le colonel North d'envoyer un homme de confiance à Chypre à la fin du mois du mai dernier avec la somme indiquée. L'argent devait être échangé en mer contre cinq otages américains, une opération digne d'un roman d'aventures. Le troc, finalement, n'eut pas lieu.

M. Perot, qui n'avait pas hésité en 1979 à financer un commando pour libérer deux de ses employés détenus en Iran, paraît plutôt mécontent du sort réservé par M. Reagan au lieutenant-colonel North. « Il a eu sans doute recours à des moyens non habituels », a-t-il dit. Mais regardez à qui il avait affaire. Ce ne sont pas des boy-scouts. Avec ces gens-là, c'est tel quel pour ça. » (AFP, UPI.)

BANDES DESSINÉES ET CROYANCES DU SIÈCLE

PAR JEAN-BRUNO RENARD

En mettant en évidence les thèmes majeurs de la bande dessinée, Jean-Bruno Renard nous tend le miroir de notre actualité, un miroir en action.

Collection « La Politique éditée » dirigée par Lucien Sfez. 240 pages - 98 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

0741201520

Europe

ESPAGNE : la démission du président de l'Alliance populaire

M. Manuel Fraga a tiré la leçon d'échecs électoraux répétés

MADRID de notre correspondant

La profonde crise que traversait depuis des mois la droite espagnole s'est soldée, le mardi 2 décembre, par le départ de son principal dirigeant. M. Manuel Fraga, président de l'Alliance populaire depuis sa fondation en 1976 et chef de l'opposition conservatrice, a remis sa démission à la direction de son parti. Celle-ci a été adoptée dans la soirée, une motion demandant au président sortant de revenir sur sa décision, mais M. Fraga a fait savoir qu'elle était absolument irrévocable.

M. Fraga a ainsi tiré les leçons des mauvais résultats électoraux successifs de sa formation, le dernier en date ayant été enregistré lors des élections basques du 30 novembre, qui ont vu l'Alliance populaire pas-

ser de sept à deux sièges au parlement régional. Des voix de plus en plus nombreuses se faisaient entendre au sein de la droite espagnole pour affirmer que M. Fraga présentait une image trop conservatrice pour attirer des voix décisives, dans l'électorat centriste, d'avantage séduit par la modération socialiste.

La crise durait en fait depuis le début de 1986. La première erreur de M. Fraga fut sans doute de préconiser en mars dernier, contre l'avis d'un secteur de son parti, l'abstention lors du référendum sur le maintien dans l'OTAN (auquel l'Alliance populaire était pourtant favorable), ce qui permit aux socialistes de s'attribuer le mérite exclusif de la victoire du « oui ».

Les événements allaient se précipiter à la suite des élections législatives de juin dernier, où l'Alliance n'obtenait que 26 % des suffrages.

M. Fraga, qui avait jusqu'alors dirigé son parti d'une main de fer, dut alors faire face à un mouvement de fronde sans précédent. Ce fut d'abord le Parti démocrate populaire (démocrate-chrétien) qui décida en juillet de rompre sa coalition avec l'Alliance populaire en affirmant qu'un changement de direction s'imposait d'urgence à la tête de la droite espagnole.

Au sein même de l'Alliance, certains proposaient à M. Fraga de se présenter en 1987 comme candidat du parti à la mairie de Madrid, une manière élégante de l'écartier en douceur de la scène politique nationale. L'intéressé réagissait en désignant en septembre les principaux promoteurs de l'opération, parmi lesquels le secrétaire général du parti lui-même, M. Jorge Vaz-trynge.

Une lutte féroce entre « barons »

Ce fut sa dernière contre-attaque. Car, parallèlement à la contestation de la droite politique, M. Fraga devait faire face à celle plus insidieuse et plus redoutable de la droite économique. Un secteur croissant du patronat et des banques considérait, en effet, que son maintien à la tête de l'opposition conservatrice ne pouvait qu'assurer la permanence des socialistes au gouvernement.

A l'approche des élections municipales de juin prochain, l'Alliance populaire s'efforçait sans doute de présenter une image plus modérée et de reprendre langue avec les secteurs politiques centristes réticents face à M. Fraga. A qui incombait la tâche ? A court terme, une lutte féroce pour la succession semblait devoir s'ouvrir entre les principaux « barons » de l'Alliance populaire, entamée d'ailleurs bien avant la démission de M. Fraga. La crise de la droite espagnole est loin d'être terminée !

THÉRIY MALINAK.



Il était toujours plus à être le numéro un, à gagner tous les concours. M. Manuel Fraga aura pourtant raté le dernier de ses examens, celui que l'on passe devant les électeurs pour accéder à la présidence du gouvernement. Un poste auquel il aura en vain longtemps rêvé.

Ce n'était certainement pas les capacités intellectuelles qui lui manquaient. Professeur d'université, diplomate, écrivain, juriste, il a su tout à la fois, au dire de ses adversaires, d'une intelligence plus encyclopédique que subtile. La volonté non plus ne lui faisait pas défaut : ce stakhanoviste de la politique, dont les horaires matinaux contrastaient avec ceux de ses compatriotes, donnait encore, à soixante-quatre ans, toutes les mesures physiques lors de campagnes électorales marathonniennes où son style populiste faisait merveille.

Qu'est-ce donc qui aura manqué à M. Fraga pour séduire les électeurs, et notamment ceux du centre ? Serait-ce son passé franquiste qui a heurté une majorité d'entre eux ? Sans doute, quoiqu'il n'explique pas tout : bien des hommes politiques

Du franquisme à la droite démocratique

espagnols à la biographie plus chargée que la sienne ne s'en sont pas trouvés handicapés pour autant. Ne serait-ce pas plutôt ce caractère tranchant et intransigent, ce style cassant, ces jugements à l'emporte-pièce, qui ne rappelaient que trop aux Espagnols un passé d'autocratie qu'ils voulaient oublier.

C'est, il est vrai, à l'époque de Franco que M. Fraga a entamé sa carrière. Au sein du ministère de l'Éducation d'abord, puis du Movimiento, le parti politique unique de la dictature. Toujours bouillonnant d'activités, il est parlementaire et membre du Conseil d'État, il enseigne la droit et la politique à l'université, il travaille auprès de la représentation de l'UNESCO avant d'être nommé en 1962, à quarante ans, ministre de l'information et du tourisme, un poste qu'il conservera durant sept ans. C'est lui qui fait promulguer, en 1966, une loi sur la presse qui supprime la censure préalable... ce qui ne l'empêche pas de multiplier les saisies de journaux !

Décevant, déjà...

Il est ensuite nommé ambassadeur à Londres en 1973. Là, au contact des médias, il découvre cette droite démocratique européenne qui fait encore cruellement défaut à l'Espagne. C'est une révélation : à multiples alors les contacts avec les hommes politiques représentants le « franquisme libéral » et lorsqu'il rentre en Espagne, en novembre 1975, à la mort de Franco, beaucoup nient sur lui pour diriger la délicate transition vers la démocratie.

Mais, nommé ministre de l'intérieur, il déçoit : alors que les partis politiques commencent déjà à bénéficier de la tolérance des autorités, M. Fraga, lui, emprisonne leurs dirigeants et interdit leurs réunions, tandis que les manifestations ouvrières sont durement réprimées.

En juin 1976, c'est M. Adolfo Suárez qui le roi charge de prendre les rênes du gouvernement. Déçu, M. Fraga fonde l'Alliance populaire avec quelques autres anciens collaborateurs de Franco qui ont compris, comme lui, qu'il s'agit de prendre en marche le train du changement. Sans doute est-ce là d'ailleurs l'un de ses principaux mérites : celui d'avoir convaincu un large secteur de la droite espagnole de ne pas s'accrocher inutilement au passé et d'accepter sans réserve les règles du nouveau jeu démocratique.

Lors des deux premières élections, en 1977 et en 1979, l'Alliance populaire n'obtient qu'un piètre résultat. Alors que ses principaux collaborateurs décrochent l'un après l'autre, M. Fraga, lui, persiste. Il lui faudra attendre les législatives de 1982 pour voir ses efforts récompensés : profitant de l'effondrement de l'Union du centre démocratique, l'Alliance populaire multiplie par onze le nombre de ses sièges au Parlement. Elle reste encore toutefois à distance respectable des socialistes.

Quatre ans plus tard, elle le reste toujours. Sans doute est-ce d'ailleurs là tout le paradoxe de la carrière politique de M. Fraga : sans lui, l'Alliance populaire ne serait jamais devenue la deuxième force politique du pays. Mais avec lui elle semblait condamnée à le rester.

Th. M.

URSS

L'éventail des salaires va être élargi

MOSCOU de notre correspondant

Le rythme des « réformes » s'accroît en URSS. La loi sur le « travail individuel » adoptée le 19 novembre par le Soviet suprême rétablit partiellement à compter du 1^{er} mai 1987 l'initiative économique privée dans le commerce, l'artisanat et les services. L'échec est encore plus proche car ce qui concerne les salaires puisque une nouvelle grille de rémunérations des ouvriers, ingénieurs et cadres doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Il s'agit pour l'essentiel d'abandonner la politique de nivellement pratiquée sous Brejnev et d'en revenir à l'éventail nettement plus ouvert qui avait cours du temps de Staline.

M. Vladimir Tchitcherbakov, le chef du département des salaires au comité d'État au travail et aux questions sociales, a, pour la première fois, esquissé vendredi 28 novembre, dans une interview à Tass, un tableau d'ensemble de la réforme. Une idéologie s'en dégage : il est grand temps, pour accroître une productivité chancelante, de restaurer une véritable hiérarchie des salaires industriels.

Cela se fera par le biais d'augmentations (qui elles-mêmes, mais l'intéressé ne le dit pas, seront largement annulées par les hausses des prix prévues pour l'an prochain). L'enveloppe globale d'accroissement de 20 à 25 % pour les ouvriers, 30 à 35 % pour les ingénieurs et 40 à 45 % pour ceux parmi ces derniers qui travaillent dans les bureaux d'études. A l'intérieur de ces grandes masses, l'augmentation elle-même sera très inégale. « Les salaires des ouvriers hautement qualifiés augmenteront beaucoup plus vite que ceux des OS », a indiqué M. Tchitcherbakov.

Le système actuel aboutit à des résultats absurdes. Les ouvriers sont souvent mieux payés que les ingénieurs. Ils le sont d'ailleurs toujours davantage que les enseignants et les

médecins au nom du principe marxiste selon lequel seule la production matérielle et non la prestation de services crée de la plus-value.

Le système de rémunération pratiqué dans notre pays depuis le milieu des années 50 ne correspond plus au niveau de développement atteint par l'URSS. Ces dernières années on a, en outre, majoré à plusieurs reprises les salaires des ouvriers les moins bien payés. Cette mesure a été justifiée du point de vue social. Mais en même temps elle a sensiblement nivelé les différences de rémunérations entre les OS et les ouvriers hautement qualifiés. L'ouvrier n'avait ainsi plus aucune raison de se perfectionner », a expliqué M. Tchitcherbakov.

Brejnev est implicitement le grand accusé. Plusieurs articles parus dans les revues d'économie ont dénoncé ces derniers mois l'« égalitarisme » et le « nivellement » pratiqués sous son règne. Il y a toujours une citation de Lénine disponible pour affirmer que le socialisme ne consiste pas à donner le même salaire à tout le monde. On peut d'ailleurs en trouver autant chez celui-ci comme chez Marx pour proclamer exactement le contraire, ce dont ne s'étaient pas privés pendant des lustres d'autres théoriciens de service dans les innombrables brochures destinées à l'éducation des étrangers.

Le salaire moyen officiel est actuellement d'environ 200 roubles (2 100 F) par mois. Mais un enseignant en début de carrière ou une infirmière n'en gagne que 85 ou 90, alors qu'un ouvrier qui accepte de servir pour plusieurs années sur un chantier dans le Grand Nord ou en Sibérie peut recevoir jusqu'à 600 roubles, autant qu'un général ou un académicien. Ces derniers disposent cependant, ce qui change tout, de voitures avec chauffeur et ont accès aux magasins spéciaux. Dans l'ensemble, les privilèges attachés à la fonction comptent autant, sinon plus, que les salaires nominaux.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ROUMANIE

Le grand rabbin Moses Rosen s'inquiète d'un réveil de l'antisémitisme

Bucarest (AFP). — Une série d'actes à caractère antisémite viennent de se produire en Roumanie, où ont été publiés deux articles hostiles aux juifs et où une synagogue a été incendiée.

Selon la version officielle, l'incendie de la synagogue de Bahut en Moldavie, dans la nuit du 30 au 31 octobre, était un acte à la fois délibéré et accidentel, mais de sources israéliennes et juives à Bucarest, on estime que cet acte avait un caractère antisémite.

Quatre jeunes gens, selon les autorités, se sont introduits dans la synagogue pour voler et ont mis le feu en renversant accidentellement des chandeliers. Le chef spirituel de la communauté juive roumaine, le grand rabbin de Bucarest Moses Rosen, a cependant déclaré, dans un entretien avec l'AFP, qu'il avait entré dans la synagogue pour « des doutes » sur cette explication.

Le rabbin Rosen estime, d'autre part, que la publication d'articles

antisémites, depuis l'été dernier dans deux journaux, crée un climat « qui favorise ce genre d'actes ».

A la « une » du journal des Jeunes communistes, un poème de quatre strophes signé d'un inconnu ne mentionne pas le mot « juif », mais il évoque ceux « qui étaient pauvres, qui sont venus chez nous » : « Nous les avons égarés et perdus à des crocs et nous le regrettons ». Il s'agit d'une allusion au fait que le chantre de la synagogue de Bucarest et deux de ses compagnons ont été égarés en 1941, puis perdus à des crocs de boucher.

En outre, dans l'annuaire du journal *Sapientia* (Sagesse), le journaliste Mihail Perin polonaise sur le pogrom qui a eu lieu en juin 1941 à Iassi, capitale de la Moldavie. Il estime notamment que le massacre a fait environ 500 morts, alors que le nombre de victimes varie entre 4 000 et 12 000 personnes, selon les sources.

Asie

VIETNAM : les réformes économiques

Hanoi autorise l'existence de petites entreprises familiales

BANGKOK correspondance

Hanoi vient d'autoriser l'existence de petites entreprises familiales « sous la supervision de l'Etat ». Cette décision, prise le 26 novembre et rendue publique lundi 1^{er} décembre par le *Nhan Dan*, quotidien du PC, entraîne plutôt un état de fait.

Depuis longtemps, les cadres et autres membres d'entreprises ou de communes d'Etat — seuls bénéficiaires de la présente mesure — avaient pris l'habitude de se livrer à de multiples occupations plus ou moins clandestines pour améliorer des salaires dérisoires. Quant aux paysans, grâce au système des « contrats » en vigueur depuis quelques années, ils disposaient de certains avantages. De plus, la collectivisation des terres est moins étendue que ne le prétendent les statistiques officielles.

Mais, alors que toute forme d'entreprise privée était jusqu'à il y a peu, dénoncée au nom de l'orthodoxie marxiste-léniniste, la décision du gouvernement, à deux semaines de l'ouverture du sixième congrès du Parti communiste, d'autoriser les « économies familiales » reflète sans doute un désir de « regarder la réalité en face » ainsi que l'a recom-

mandé, le 16 octobre, le secrétaire du parti, M. Truong Chinh.

Désormais, les entreprises familiales artisanales pourront bénéficier d'emprunts à taux de faveur, tandis que les paysans des coopératives agricoles auront le droit de cultiver de petites terres dont ils seront les propriétaires. Libre à eux, ensuite, de vendre ces surplus de récolte à l'Etat, au marché « libre », ou de les conserver pour leur propre consommation.

Pallier au déficit alimentaire

Le Vietnam espère augmenter ainsi sa production et pallier en partie sa grave déficit alimentaire qui demeure le souci majeur d'un pays dont la population, malgré les efforts du gouvernement, croît à un taux annuel de 2,8 %. La récolte de riz et autres grains pourrait cette année ne pas dépasser les 18 millions de tonnes, alors que l'objectif fixé était de 20 millions de tonnes. En 1985, Hanoi avait annoncé une récolte de 18,2 millions de tonnes. Mais ce chiffre, selon plusieurs experts, englobait probablement les importations de riz.

JACQUES BEKAERT.

M^{me} Gorbatchev et les créations d'Yves Saint Laurent

MOSCOU de notre correspondant

M^{me} Reïssa Gorbatchev a visité pendant une heure et demie, le mardi 2 décembre, en compagnie du couturier français l'exposition consacrée aux créations d'Yves Saint Laurent depuis vingt-huit ans. Ouverte au public à Moscou jusqu'au 12 janvier dans la nouvelle galerie Tretyakov, cette exposition, qui comporte plus de deux cents pièces, sera présentée du 3 février au 15 mars au musée de l'Hermitage à Leningrad.

L'épouse du numéro un soviétique avançait au milieu d'une incroyable cohue, protégée par des gardes du corps dont l'attitude offrait un singulier contraste avec les modèles exposés. Très à l'aise et dirigeant les opérations comme un général sur un champ de bataille, M^{me} Gorbatchev était flanquée de M^{me} Chevardnadze, l'épouse du ministre des affaires étrangères.

Yves Saint Laurent, à la différence de Pierre Cardin à qui il a un an, a été réservé sur d'éventuelles perspectives commerciales. Un peu agacé, le couturier a seulement fait remarquer que

« la Russie était assez grande pour M. Cardin et pour moi ».

Les objectifs des deux maisons sont en réalité très dissimilaires. Cardin a signé un contrat avec les Soviétiques pour l'ouverture de boutiques, la livraison de modèles et une activité de « conseils » en matière de confection. Saint Laurent se situe à un autre niveau, celui de la haute couture.

Le ministère soviétique de la culture a pris tous les frais de l'exposition à sa charge. En échange, la maison Saint Laurent organisera en novembre 1987 à Paris, au pavillon de Marsen, dans le nouveau Musée des arts de la mode, une exposition des costumes russes traditionnels, de Pierre le Grand à 1914, venus de l'opération couture environ 5 millions de francs », a indiqué M. Pierre Bergé, président du groupe Saint Laurent.

Différence de style encore. Pierre Cardin avait offert, il y a un an, un tailleur à M^{me} Gorbatchev. Yves Saint Laurent ne « donne » pas de vêtements, il « crée » une robe si en lui lui demanda. M^{me} Gorbatchev ne porta pas de Saint-Laurent, mais elle a demandé au couturier de revenir.

D. Dh.

Le Cambodge derrière les barreaux

Norodom Sihanouk

Prisonnier des Khmers Rouges

Hachette

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

HEC-ESCP 2^e Année

ENTRÉTIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION

ENSEIGNEMENTS COMPLETS : NOV. à MAI ou JANVIER à MAI

PRÉPARATION INTENSIVE EN AOUT

SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS

TOULOUSE : 83 av. d'Italie 31013-PARIS : 14 av. Léon-Henry 75016-PARIS

Tél. : 43.85.59.35+ Tél. : 42.24.10.72+

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Assassinat du «médecin du peuple»

Le docteur Fabian Ribeiro et son épouse ont été tués, mardi 2 décembre, à Mamelodi, cité noire proche de Pretoria. Celui qu'on surnommait le «médecin du peuple», parce qu'il soignait les victimes de la violence politique, et qui était connu pour son engagement anti-apartheid, a été assassiné devant son domicile, par deux inconnus masqués. Des voisins ont cependant déclaré avoir reconnu deux Blancs, alors que, selon le Bureau gouvernemental d'information, les assassins étaient Noirs. Le docteur Ribeiro avait été détenu à plusieurs reprises dans le passé. Arrêté le 12 juin dernier, il était demeuré emprisonné durant plusieurs mois. L'an dernier, sa maison avait été dévastée par un incendie. Il avait alors affirmé que cet attentat était l'œuvre d'agents du gouvernement.

D'autre part, le père du co-pérorant français, Pierre-André Albertini, détenu par la police du Bantoustan du Ciskei depuis le 23 octobre, a décidé d'appeler à l'opinion publique pour obtenir la libération de son fils. Assistent à l'université de Fort

Hare (Ciskei), âgé de vingt-huit ans, Pierre-André Albertini — qui n'est pas inculpé — est accusé par la police d'avoir aidé des membres de l'ANC ou de l'UDF (organisation anti-apartheid). L'ambassade de France à Pretoria a vivement protesté auprès du ministre sud-africain des affaires étrangères. Elle ne peut négocier directement avec les autorités du Ciskei, puisque la France, comme l'ensemble de la communauté internationale, ne reconnaît pas l'indépendance du Ciskei.

Un sondage effectué en Afrique du Sud par une société privée, la Research Surveys, auprès de 598 personnes, montre que 75 % des Noirs des grandes villes sud-africaines préfèrent que la fin de l'apartheid provienne de pourparlers avec les autorités plutôt que par la violence, et privilégient un gouvernement exclusivement noir.

D'autre part, la police a arrêté mercredi douze Blancs accusés d'avoir participé à une campagne contre la conscription. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

LIBAN : la guerre des camps palestiniens

Bombardements sporadiques à Beyrouth

Les combats se sont poursuivis, mardi 2 décembre, à Beyrouth, entre miliciens chiites du mouvement Amal et Palestiniens, mais avec une intensité moindre que lors des jours précédents. Pour la septième journée consécutive, les troupes d'Amal ont bombardé par intermittence le «dernier carré» du camp de Chatila, maintenant réduit à un périmètre de 200 mètres de côté. Selon un responsable des comités populaires du camp, vingt-quatre Palestiniens ont été tués depuis mardi dans ce camp.

Le camp de Bourj-Barajneh, encerclé dans la banlieue sud, chiite, de Beyrouth, a lui aussi été bombardé, mardi, par l'artillerie lourde d'Amal durant une demi-heure.

Dans le même temps, le mot d'ordre de grève lancé par la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL) a été respecté dans les deux secteurs de la capitale (chrétien et musulman). La Confédération avait appelé à la grève pour exiger du gouvernement qu'il promette des mesures propres à enrayer la crise économique que connaît le pays, et, notamment, la chute de la livre libanaise.

Dans le Sud, dans la «zone de sécurité» établie par Israël, des miliciens chiites pro-iraniens — hezbollahs — appartenant au mouvement Résistance islamique ont attaqué, mardi matin, des membres de l'Armée du Liban-sud (ALS, milice soutenue par Israël), au nord-ouest d'Hassbaya : cinq soldats de l'ALS ont été tués, vingt-trois autres blessés et quinze faits prisonniers, selon des sources concordantes.

De retour de cette opération, les hezbollahs de Résistance islamique, qui paraissent dans une localité proche, celle de Machgara, ont eu un accrochage avec des miliciens pro-syriens du Parti social national syrien (une formation libanaise laïque soutenue par Damas) : deux hezbollahs ont été tués et six autres blessés. — (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Portrait d'un franc-tireur

La question est d'actualité. Comment devient-on un de ces franc-tireurs professionnels dont les milices louent les services pour mettre en joue tout ce qui bouge dans le «camp adverse» (qui peut varier) ? Journaliste à l'AFP puis à l'agence Gamma, Patrick Meneay a voulu savoir.

Pour ce faire, il a «confessé» durant soixante-douze heures Marwan, vingt-six ans, dit dix de guerre et de batailles diverses à Beyrouth. Au départ, Marwan est un adolescent «comme les autres», plus préoccupé de football que de politique, indifférent à la guerre civile libanaise, fils attentionné d'une mère adonnée. Puis, insensiblement, vient le basculement et, d'abord, le sentiment d'appartenance à une des communautés libanaises, simplement parce que les «autres», un jour, s'en prennent à son quartier, Chiyah.

«On ne choisit pas, on est forcé», explique Marwan. Je ne voulais pas de la guerre, mais je ne voulais pas non plus être marginalisé. C'est-à-dire ne pas prendre, à son tour, comme les amis du quartier, une «kalash» et faire le milicien que la ligne de démarcation. Un stage chez les Palestiniens, l'entraînement des combats et Marwan s'installe avec plaisir dans la guerre : «Plus la guerre avançait, plus nous aimions ce mode de vie, plus les gens s'en accommodaient, y trouvaient leur compte (...) jusqu'à en redouter la paix.»

C'est cette évolution que Marwan raconte, sans vouloir se justifier, en essayant d'expliquer.

AL. Fr.

* Patrick Meneay, *Même les tueurs ont une mère*, La Table ronde, 248 p., 90 F.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

Condamnations à mort et grève de la faim

Trois membres du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), Jorge Palma Donoso, Hugo Marchant et Carlos Araneda, ont été condamnés à mort. Les trois hommes étaient accusés d'avoir participé à un attentat qui avait coûté la vie au gouverneur de Santiago, le général Carlo Urzua, et à deux de ses gardes du corps, le 30 août 1983. Avant d'être exécutés, la sentence doit encore être confirmée par la Cour suprême.

Un nombre très important de détenus politiques ont, d'autre part, entamé une grève de la faim afin d'obtenir la suppression de la peine capitale et l'amélioration de leurs conditions de détention. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, la plupart des six cents prisonniers politiques suivent cette grève entamée mardi 2 décembre. — (AFP, AP.)

Inde

Tension persistante à New-Delhi

Des manifestants ont incendié des autobus et pillé des magasins appartenant à des sikhs, mardi 2 décembre, dans plusieurs quartiers de la capitale indienne, où l'armée a été placée en état d'alerte à la suite de deux massacres d'hindous par des extrémistes sikhs au Pendjab (le Monde du 3 décembre). Une grève générale a été largement suivie, mardi, à New-Delhi, et la police a annoncé l'arrestation d'une centaine de manifestants.

D'autre part, la Haute Cour de justice, plus haute instance du système judiciaire, a confirmé, ce mercredi, la sentence de peine de mort par pendaison à laquelle avaient été condamnés, en janvier, les trois sikhs accusés d'avoir assassiné Indira Gandhi. — (AFP, Reuters.)

Tunisie

Les fils de M. Mzali victimes de sévices selon l'avocat de l'ancien premier ministre

Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris le mardi 2 décembre, M. Jean-Pierre Lussan, avocat de l'ancien premier ministre Mohamed Mzali, a dénoncé les sévices exercés, selon lui, sur les fils de son client. Avant d'être condamnés à deux mois de prison avec sursis pour complicité avec leur père, qui avait «franchi illégalement» la frontière tunisienne, M. Rafik et Hachem Mzali ont été, selon l'avocat, «soumis au supplice de la balance» : ils ont été torturés et les victimes ont été jetées par les fenêtres à une barre transversale, le tête pendant dans la vide, tandis que les policiers donnaient des coups de bâtons sur les pieds des victimes.

M. Lussan s'est élevé contre la condamnation d'un autre fils de son client, M. Mokhtar Mzali, à la lourde peine de dix ans de travaux forcés pour mauvaise gestion d'une société d'Etat (le Monde du 29 novembre). Il n'est pas possible de faire appel, mais les défenseurs étudient le dossier en vue d'un pourvoi en cassation.

L'ancien premier ministre séjourne en principe en Suisse et a rencontré les journalistes en France, pays pour lequel il a obtenu un visa. «On a fait comprendre à M. Mzali qu'il avait intérêt à se tenir tranquille s'il voulait rester dans son pays», a dit M. Lussan, interrogé sur les projets de son client. Les Suisses auraient été particulièrement clairs dans l'expression de ce désir. M. Mzali a des contacts dans plusieurs pays étrangers, notamment ceux du Golfe, mais il souhaiterait s'établir en France.

Tchad

Renforcement de l'armée libyenne dans le nord

Dans un entretien accordé à TF 1 et à l'AFP, le président tchadien, M. Hachemi Habré, a affirmé que l'armée libyenne se renforce au nord du pays, parallèlement à un rythme particulièrement accéléré. À Fada (Ennedi, nord-est du Tchad), Ougou et Qoudi-Doum (160 kilomètres au nord-est de Faya-Largeau), où elle «a pratiquement doublé ses effectifs en moins de deux mois». Ce renforcement de l'armée de Tripoli — que l'on confirme de sources militaires françaises — fait craindre au chef de l'Etat tchadien que le colonel Kadafi, qui fait face, selon lui, à des problèmes intérieurs, se lance dans une «hâte en avant». M. Habré souligne qu'il existe un «mécontentement profond des soldats et des citoyens» (libyens), bien que cette opposition, qui n'est pas organisée, «ne représente pas une force qui puisse constituer une menace réelle immédiate» pour le colonel Kadafi. Des défections de soldats et officiers libyens, stationnés dans le nord du Tchad, sont enregistrées presque chaque jour, a précisé M. Habré.

Le chef de l'Etat tchadien a, d'autre part, confirmé l'arrivée de l'aide supplémentaire demandée à la France, tout en soulignant que son armée manquait de moyens antichars et antiaériens modernes. Des démarches ont été entreprises auprès des Etats-Unis pour obtenir ces matériels. «Mais, a indiqué M. Habré, jusqu'à présent, les Américains hésitent. J'espère les convaincre.» — (AFP.)

● **ALGERIE** : précisions. — Dans l'article de notre correspondant à Alger consacré aux suites des émeutes de Constantine et publié dans nos éditions du 28 novembre, il était écrit que «trois professeurs, M. Mahmoud Betine, Jihane Bencheikh et Azka Ternine», venaient d'être arrêtés. En fait, les deux dernières personnes sont des femmes, professeurs comme leur collègue masculin.

● **AFGHANISTAN** : reprise des pourparlers avec le Pakistan. — Une nouvelle session de «négociations indirectes» entre le Pakistan et Kaboul sur un règlement de la question afghane aura lieu le 11 février 1987 à Genève, a annoncé M. Diego Cordova, médiateur de l'ONU chargé de la négociation, ce mercredi 3 décembre, à Islamabad, à l'issue d'une navette diplomatique de deux semaines dans la région. — (AFP.)

● **KENYA** : réforme de la Constitution. — Le Parlement kenyan a adopté, mardi 2 décembre, à l'unanimité, différentes modifications constitutionnelles, aux termes desquelles le poste de secrétaire principal du gouvernement, dont le titulaire dirige la fonction publique et dont les pouvoirs sont comparables à ceux d'un premier ministre, est supprimé. D'autre part, l'irrévocabilité du ministre de la justice et du commissaire aux comptes du gouvernement est également supprimée. Cette réforme, qui renforce de facto l'autorité du chef de l'Etat, le président Arap Moi, avait été sévèrement critiquée par les juristes et le clergé kenyan (le Monde du 24 septembre). — (Reuters.)

la chrysothèque
ZOLOTAS

«L'or et le Style»

motifs d'oreilles
tours de cou
tours de bras
anneaux

à Paris : 370 rue Saint-Honoré Tel. 42.60.98.63
à Athènes : 10 Panepistimiou Av. Tel. 3613 782

CREER

APPELEZ (1) 47.32.92.34

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHE !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum «3 Etoiles» (***), par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

DEVELOPPER

APPELEZ (1) 47.32.92.34

Sur Central Park South.

Investissez dans une adresse prestigieuse dans un immeuble résidentiel fabuleux.

Trump Parc. Une réalisation contemporaine de grande portée. Conçu et construit durant l'âge d'or de l'architecture new-yorkaise, Trump Parc, rappelle, dans chaque détail, une autre ère, désacralisée, adaptée à la vie actuelle. Aucun élément d'agencement, d'écologie et de confort moderne n'a été négligé.

L'emplacement remarquablement bien situé, ainsi que le son extraordinaire apporté aux mondaines détails, font de Trump Parc un placement immobilier particulièrement attrayant pour ceux du monde entier qui désirent posséder une résidence de choix.

A votre porte, le magnifique Parc. A droite et à gauche, l'ambiance dégage de Central Park South. Et dans l'immeuble même, de hauts plafonds d'époque de très belle qualité et des locaux résidentiels de distinction, meublés.

ment façonnés. Les services exceptionnels fournis par le personnel de Trump Parc — agréables à l'entrée, à l'entrée des appartements, à la blanchisserie, au nettoyage à sec, de même que le garage, le concierge et les portiers sur les lieux — tout cela rappelle les meilleures traditions de civilité du passé, rarement observées de nos jours.

Une rare occasion — unique même et peut-être la dernière — d'être propriétaire dans un immeuble résidentiel sur Central Park South. Pour tous renseignements complémentaires sur Trump Parc, un immeuble résidentiel extraordinaire en copropriété, veuillez téléphoner au numéro 212-247-7000 ou bien écrire à Trump Parc Sales Office, 100 Central Park South, New York, New York 10019. Dept. LM101. Tél. 427715.

Trump Parc
100 Central Park South

Le service d'entretien des appartements, de blanchisserie, de nettoyage à sec et de garage aux lieux, est disponible aux frais de l'intéressé. Les conditions complètes d'offre font partie d'un programme d'offre que l'on peut obtenir du répondant.

صكزا من الامل

هنا من أجل

Politique

L'attitude du gouvernement et de sa majorité face à l'agitation

Attendre et voir

C'est le Parlement qui vote les lois, ce n'est pas la rue », a déclaré M. Charles Pasqua, sur France-Inter, le mardi 2 décembre. La « rue » ne vote pas la loi, mais il arrive qu'elle fasse, ou la défasse. « Tout le monde attend jeudi », reconnaissait, avec la candeur qui a fait sa toute jeune réputation, le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, M. Alain Devaquet. D'une manifestation à l'autre : après celle du 27 novembre, M. Jacques Chirac avait fait sonner une demi-traité parce que « si on retire le projet, il n'y a plus de gouvernement », avait affirmé M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : avant celle de jeudi, il a donné l'ordre de s'embusquer.

Attendre et voir. Tout dépendra de la nature de la manifestation de jeudi. Oo le mouvement des lycéens et des étudiants réussit à démontrer sa force et sa capacité à cristalliser une résistance diffuse, comme les parents d'élèves, le 24 juin 1984, pour la défense de l'école privée, ou bien la récupération politique par la gauche et ses relais syndicaux l'emporte-t-elle ? Dans le premier cas, le gouvernement, sauf à prendre le risque d'une crise qui permettrait au président de la République d'en tirer profit ou se posait en arbitre, pourra difficilement éviter une reculade. Dans le second, il peut miser sur un retournement de l'opinion qui, toutes proportions gardées, rappellerait jadis 68.

L'attentisme lié à la manifestation de jeudi ne va pas sans risques. M. Pasqua, qui avait plaidé, la semaine dernière, pour le retrait du projet Devaquet, de crainte de ne pouvoir assurer l'ordre sans violence, a affirmé, mardi, que « le gouvernement ne retirera pas son texte » et utilisé sa verve pour critiquer l'Université, « frappée de sclérose » sous la « coupe de plomb » des syndicats et d'« un certain nombre de gens qui figurent parmi les plus conservateurs, même s'ils ont la carte de partis politiques de gauche ». Le sentiment du ministre de l'intérieur d'a, pourtant, pas changé. Il s'inquiète toujours des risques de « bavures », quand certains de ses amis, au contraire, sans déplaisir, les militants de gauche (accusés de vouloir profiter de la situation) faire les frais d'un maintien de l'ordre plus « musclé ».

Suspendue à la journée de jeudi, la stratégie gouvernementale est aussi tributaire des sentiments de

sa majorité. Responsables des partis et ministres peu ou prou concernés ont cessé de ressasser les données du problème tout au long de la journée de mardi. Le CDS, placé malgré lui en première ligne, puisque le ministre de l'éducation nationale, le président de la commission et le rapporteur en sont membres, — a, d'abord, voulu fixer sa position.

Se sont retrouvés, au début de la matinée, chez M. Monory, le ministre, toujours partisan d'aller jusqu'au bout de la procédure parlementaire, tout en cédant sur les trois principales revendications des étudiants : M. René Comanau, le rapporteur, dont les amendements, tendant à accroître la marge d'autonomie des universités, avaient alimenté la contestation ; M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires culturelles, soucieux de trouver une solution équilibrée.

L'amertume du premier ministre

La formule proposée par le CDS consiste en un vaste plan d'accompagnement qui offrirait aux lycéens de nouvelles possibilités de formation supérieure en dehors de celles proposées par l'Université, dont les capacités d'accueil devraient être accrues. Cette idée a été bien reçue, un peu plus tard, lors de la réunion, à l'hôtel Matignon, des principaux ministres, des dirigeants des partis et de ceux des groupes parlementaires de la majorité.

Toujours pressé, M. Chirac envisageait une « réécriture » sensible du projet, condensant le texte autour des réformes de structure. Il s'agit de la partie du projet renforçant le pouvoir des professeurs au détriment des mandats de confiance, qui avaient été privilégiés, eux, par la loi Savary. Ces dispositions, souhaitées par la majorité et contestées par une partie des enseignants, laissent, en revanche, les étudiants parfaitement indifférents.

Avec amertume, le premier ministre s'est étonné que les juristes d'un texte posant l'indépendance des universités soient restés sous terre depuis qu'il était apparu que la communauté universitaire n'était pas prête à l'accepter. De fait, ces héritiers de l'autonomie ne se sont guère manifestés,

l'après-midi, lorsque MM. Monory et Devaquet sont venus, devant les groupes RPR, puis UDF, de l'Assemblée nationale, expliquer leur position. Pour les députés RPR, il paraissait suffisant de voir rétablir le pouvoir des professeurs. A l'UDF, on a convenu qu'il fallait laisser l'autonomie continuer de progresser de façon pragmatique, avant de l'inscrire dans la loi. Dans l'immédiat, un plan d'accompagnement, y compris financier comme le souhaite M. Jean-Claude Gaudin, le président du groupe, devrait permettre de calmer les étudiants.

Ce nouveau dispositif, en tout cas, d'est au gouvernement qu'il appartient de le mettre au point. M. Borrot, certes, mais aussi M. Jacques Toubon, président de la commission des lois et secrétaire général du RPR, en sont d'accord. Combien de temps faudra-t-il aux ministres pour présenter un texte ?

Comme M. Chirac, le RPR voudrait clore l'affaire, à l'Assemblée nationale, avant Noël. Le calendrier des travaux de la fin de la session rend l'opération difficile. L'ordre du jour que le gouvernement a fait adopter, mardi soir, par la conférence des présidents, ne prévoit pas l'examen du projet de loi sur les universités avant le 16 décembre. Cet ordre du jour peut, certes, être modifié, mais la plupart des séances sont déjà consacrées à des projets impérieux : nouvelles procédures de licenciement, collectif budgétaire, projet de loi de finances pour 1987. Il n'y aurait de libre que le week-end des 13 et 14 décembre, plus quatre jours avant la fin de la session, le 20 décembre au soir.

C'est peu pour un projet sur lequel les oppositions ont déposé un millier d'amendements et sur lequel M. Pierre Messmer, président du groupe RPR, a répété, mardi, qu'il ne convenait pas d'utiliser le couperet de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Comme M. Devaquet, M. Messmer estime, en outre, qu'il y aurait « pas de dignité, vis-à-vis des étudiants, de débattre pendant les vacances d'hiver ». Rendez-vous en janvier ? Ou plus tard ?

Le gouvernement maintient son texte, c'est une affaire entendue, mais les difficultés sont telles, pour le faire discuter rapidement, que M. Chirac dispose déjà de tous les prétextes souhaitables pour justifier l'ajournement du débat.

THIERRY BRÉNIER
et PATRICK JARREAU.

Le « oui-si » des députés socialistes à la loi de programmation militaire

Les députés socialistes se sont prononcés à une très large majorité, le mardi 2 décembre, au cours d'une réunion de groupe à l'Assemblée nationale, pour le vote de la loi de programmation militaire 1987-1991, qui doit venir prochainement en discussion à l'Assemblée nationale. Le groupe socialiste avait choisi l'abstention lors du vote du budget 1987 de la défense (le Monde du 14 novembre).

Le président du groupe, M. Pierre Joxe, a toutefois précisé que ce vote positif serait émis si l'accord conclu entre le premier ministre et le président de la République n'était pas « déformé » par ces amendements de la majorité : « Il y a danger que [cet accord] soit remis en cause, en particulier en ce qui concerne la seconde composante nucléaire ».

M. Joxe a également expliqué que des amendements socialistes seront déposés afin que soient précisés certains aspects du financement des grands programmes prévus par la loi. Le groupe demandera également au gouvernement de clarifier sa position sur les armements chimiques.

D'autre part, au cours de cette réunion consacrée aux questions de défense, plusieurs députés ont souhaité que le Parti socialiste mette son pied, prochainement, un grand débat sur ces sujets.

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, a estimé que le groupe devrait tout particulièrement travailler dans la perspective du budget de 1988 de la défense. M. Jean-Pierre Chevènement se demande si le prochain congrès du PS à Lille ne devrait pas aborder le dossier.

Le Monde
PUBLICITE LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Alain Devaquet, l'homme charnière

On l'imagine terré dans son palais, comme Charles X pendant les Trois Glorieuses. Les faces le vouent aux gémonies, les lycéens le chahutent. L'imaginaire adolescent l'envoie, à longueur de banderoles et de slogans, « au piquet » ou « au baguet ». Vous n'y êtes pas. Alain Devaquet est ravi. Sans trop le montrer, évidemment. Cela ne ferait pas sérieux. Mais une phrase lui échappa parfois. « Il se sont chahutés, les lycéens. » Avec un bon sourire de chef scout victime d'une giclée de fluide glacé.

« Voilà l'ironie de la chose », répliqua-t-il. « Pendant des mois, je me suis battu pour que le projet soit raisonnable et j'apparais comme quelqu'un qui n'est pas raisonnable. » Singulière ironie en effet. Les syndicalistes du libéralisme le vomissent, et les voilà contrainsts par la rue, avec des slogans criards, de faire bloc derrière lui. Sans doute l'un des seuls dans la classe politique, il a une vision viscérale, presque génétiquement « de gauche » de l'Université ; et le voilà qui incarne la plus insupportable sélection, celle de l'argent.

« Si le mouvement s'arrête demain, prédit-il, les hommes politiques seraient ravis et se diraient : on passe à autre chose. Ce serait une erreur. Ce mouvement exprime une anxiété très aiguë. Les étudiants se rendent compte que, dans la vie, à droite ou à gauche, il n'est capable de maîtriser une société qui devient de plus en plus complexe. »

Singulier achèvement d'un parcours politique « hétérodoxe », comme l'admet Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. Un beau jour de 1977, un grand diable de prof de chimie se présente à la réception du RPR, dans le tour Maine-Montparnasse. « Vous voulez adhérer ? », lui demande le préposé à l'accueil, M. Antoine Isnard. Et comment ? Il a, très studieusement, ouvert les Mémoires du général de Gaulle. Il est plein de bonne volonté, voudrait être utile à quelque chose. Accessoirement, il a été révoqué de cours à Polytechnique.

Alain Devaquet entre en politique comme dans un grand amphithéâtre et fronde. « Je voulais mettre au service du monde politique ma connaissance de la recherche et de la technologie. » Orgueil et modestie inextricablement mêlés. Tout Devaquet, est déjà là.

Bien entendu, on lui déroule le tapis rouge. Il fait équipe quelque temps avec André Turcat, pilote de Cuncorda da son état et chargé de la science au sein du mouvement chiracien. Quelque temps plus tard, en ouvrant le Figaro, il apprend que le RPR a décidé de le présenter dans le onzième arrondissement, aux élections législatives de 1978. « J'étais le dix-septième. Je ne savais même pas où c'était. J'aurais préféré mon pays, les Vosges. » La circonstance est jugée perdue, acquiesce d'avance au socialiste Georges Sarre. Il le conquiert pourtant à l'arraché.

Jeune, brillant, victorieux. Et blanc-bec siéant manipulé. De la bonne terre glaise bien mûlée. Ça profila alléchant n'échappa pas à l'œil d'ogre de Marie-Françoise Géraud, alors sa femme. Elle s'installa auprès de Jacques Chirac. On convoque le prodige. On le félicite. « A propos, lui annonce tranquillement Jacques Chirac en se levant pour sortir, nous avons décidé de vous nommer secrétaire général du RPR. » Combien de temps de réflexion n'a-t-il eue ? « On, prenez votre temps, répond, rassurante, Marie-Françoise. »

En modifiant la loi de 1967 sur le statut des navires, le premier texte, définitivement adopté, permet de limiter la hausse des tarifs d'assurances qu'entraîne l'entrée en vigueur le 1^{er} décembre de la convention de Londres de 1976. La France utilise ainsi l'une des facilités prévues par la convention, qui limite la responsabilité des propriétaires de navires (notamment de bateaux de pêche) de moins de 300 tonnes. « Nous proposons de retenir pour les moins de 300 tonnes des montants égaux à la moitié de ceux prévus pour les navires de plus de 300 tonnes. » C'est la solution adoptée au Royaume-Uni, souligne M. Ambroise Guédel, secrétaire d'Etat à la mer. Ainsi donc, les armateurs français à la pêche ne seront pas défavorisés par rapport à leurs concurrents. »

Le deuxième texte concerne le code disciplinaire de la marine marchande. Il harmonise la législation française avec plusieurs conventions internationales que la France a ratifiées, et il introduit de nouveaux plafonds de responsabilité pour les transporteurs de passagers. Ce projet de loi fera l'objet d'une nouvelle lecture, l'Assemblée ayant adopté dans des termes différents ceux du Sénat.

France Géraud. Vous avez bien cinq minutes. » Voilà le nouveau secrétaire général, vêtu de sa seule chemise, propulsé au beau milieu d'un champ de mines. Les réunions d'état-major du RPR, à l'époque, tiennent davantage du combat de sauriens dans un marigot que du colloque scientifique. Jeunes chiraciens contre vieux barons, et tout le monde contre le tandem Juliet-Géraud. A mille pieds au-dessus du pugilat, le nouveau secrétaire général-soliveau ne voit même pas passer les balles. « Heureusement, dit-il aujourd'hui. Cela m'aurait terrifié. »

Pédagogue comme toujours, il parcourt laborieusement les fédérations. La greffe, on s'en serait douté, ne prend pas. « Je suis un homme de réflexion, d'écritures. Les rapports de force dans un état-major, cela ne m'intéresse pas. Mais alors pas du tout. » Il endure en silence pendant dix-huit



mois avant de demander à Jacques Chirac de le remplacer. « Je m'en suis sorti sans cicatrices, ce n'est déjà pas mal. »

Retour au bâtiment antédiluvien. Dans la vague rose de 1981, il a été élu député, mais s'installe en 1983 dans le fauteuil de maire de l'arrondissement. Et après le 16 mars 1986, tout naturellement, le voilà ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur. Commence alors sa seconde ascension du Golgotha. Chaque nomination, chaque mesure, chaque ligne du projet de loi est le résultat d'une bagarre de deux mois. Contre la gauche et les étudiants de l'UNEF ? Bien sûr que non. Contre l'autre front qui, depuis le 16 mars, assiedg le cabinet. Alain Devaquet et son cabinet.

Le fils du bouillanger

Aux adoléscentes qui le cospaunt, Alain Devaquet réserve toute sa compréhension : « Il convient de laisser les lycéens s'exprimer », lance-t-il à l'Assemblée nationale. Et toute sa colère fermée au « pousse-au-crime » de la droite et de l'extrême droite universitaires : « Pour certains, au RPR, je passe pour un homme de gauche. Mais pour l'UNI, par exemple, on est de gauche si l'on n'est pas à la droite de Georges Khan. » « Il est parfaitement ce qu'il veut, reconnaît Michel Pigeant, président des très droitières cercles universitaires. Malheureusement, ce n'est pas la même chose que nous. »

Ceux-là sont à l'effet juke dans les bureaux de Matignon, où Yves Durand, vice-président de l'UNI, occupe le poste de conseiller pour l'éducation du premier ministre. Pas forcément très nom-

breux, mais « capables de faire téléphoner trente personnes de suite au même interlocuteur ». Alain Devaquet, bien sûr, ne le dira pas, mais son entourage l'avoue pour lui : toutes les dispositions du projet de loi contestées par les étudiants lui ont été arrachées par ces « autres ». Alain de la modulation des droits d'inscription. Il juge officiellement le montant de 300 F « modeste et décent ». Mais, dans le secret des négociations, il fut le premier à s'opposer à cette atteinte au principe d'égalité. « La mission de l'Université, résume-t-il, est de prendre un maximum de gens et de leur porter tous aussi haut que leurs aptitudes le leur permettent. »

« Quand on parle du bac avec certains députés de droite, on est attenté par leur rituel de classe. Ils ne peuvent pas comprendre ce que le mot signifie pour une famille dont un enfant décroche le bac pour la première fois », soupire un de ses proches. La ministre, lui, n'oublie pas la file de bouillanger qu'il fut. Dans sa famille, on n'avait pas de cadeaux à Noël. « Ne faites pas d'ironie, lance-t-il au journaliste avec une soudaine brusquerie d'écorché. J'étais très heureux. » « Chez moi, quand on était doué, on devenait instituteur. Ce n'est qu'à l'école normale que j'ai entendu parler de l'ENA, de Normale sup, de Polytechnique. »

Il a vingt-six ans en mai 1968. Un grave accident de voiture qui lui laisse une carte d'invalidité partielle — lui évite de se demander s'il faut ou non grimper sur les barricades. « Je n'y serais pas allé. Je craignais les foules. » S'il adhère, quelques années plus tard, au mouvement chiracien, c'est pour son aspect rassembleur. Son côté social. Parce qu'il dépassait adhérent la droite traditionnelle ? Estime-t-il que le RPR d'aujourd'hui a maintenu cette tradition ? « Je refuse de répondre à cette question », réplique-t-il, toute courtoisie soudain évaporée. A gauche comme à droite, ce franco-maçon, sans doute plus actif qu'il ne veut bien le reconnaître, se refuse à tout anathème. « Même à la tribune de l'Assemblée, je ne croie pas nécessaire de commencer chaque phrase par une injure à l'opposition. »

Tout au long de son parcours cahoteux, Alain Devaquet s'est toujours senti soutenu « sans réserves » par Jacques Chirac, dont il est très proche. Y compris jusqu'au « recul » de la semaine dernière, « une mesure qui a sa logique d'équilibre et de réflexion ». Définitivement enmarée, la loi Devaquet ? Il n'en a aucune idée. « Vous savez, vous, ce qui va se passer jeudi ? », demande-t-il avec une franchise déroutante. Si l'on devait le sacrifier à la vindicte étudiante, en tout cas, il ne s'accrocherait pas. Et s'il part, ce sera avec la satisfaction du devoir accompli. « D'abord, j'aurai sauvé le CHRIS de l'INSERM du démantèlement. C'est déjà bien. » Et puis il caresse de la main l'épais dossier de lettres de félicitations reçues après avoir pris une position très « en flèche » sur l'affaire de la thèse de Nantes, qui tentait de nier la réalité des chambres à gaz. Et cela se passe de mots.

Il retourne alors à son cours de Jussieu, et à ses recherches de mécanique quantique, c'est-à-dire de mathématiques appliquées aux réactions chimiques. « Là encore, je ne suis pas vraiment intégré dans une discipline. Physique ou chimie, je suis un peu à la charnière. » La encore...
DANIEL SCHNEIDERMAN.

A l'Assemblée nationale

Adoption de trois textes concernant le secteur maritime

L'Assemblée nationale a adopté le mardi 2 décembre trois projets de loi concernant le secteur maritime. Ces trois textes, déjà adoptés par le Sénat (le Monde du 18 octobre), permettront l'application de plusieurs engagements internationaux ratifiés par la France, en matière de droit maritime.

En modifiant la loi de 1967 sur le statut des navires, le premier texte, définitivement adopté, permet de limiter la hausse des tarifs d'assurances qu'entraîne l'entrée en vigueur le 1^{er} décembre de la convention de Londres de 1976. La France utilise ainsi l'une des faci-

lités prévues par la convention, qui limite la responsabilité des propriétaires de navires (notamment de bateaux de pêche) de moins de 300 tonnes. « Nous proposons de retenir pour les moins de 300 tonnes des montants égaux à la moitié de ceux prévus pour les navires de plus de 300 tonnes. » C'est la solution adoptée au Royaume-Uni, souligne M. Ambroise Guédel, secrétaire d'Etat à la mer. Ainsi donc, les armateurs français à la pêche ne seront pas défavorisés par rapport à leurs concurrents. »

Le deuxième texte concerne le code disciplinaire de la marine marchande. Il harmonise la législation française avec plusieurs conventions internationales que la France a ratifiées, et il introduit de nouveaux plafonds de responsabilité pour les transporteurs de passagers. Ce projet de loi fera l'objet d'une nouvelle lecture, l'Assemblée ayant adopté dans des termes différents ceux du Sénat.

remes. La modification du code disciplinaire et pénal de la marine marchande de 1926 permettrait de poursuivre les marins français en cas d'infractions commises hors des eaux territoriales. Voté dans les mêmes termes que le Sénat, ce texte est définitivement adopté.

Le troisième projet de loi concerne les contrats d'affrètement et de transport. Il harmonise la législation française avec plusieurs conventions internationales que la France a ratifiées, et il introduit de nouveaux plafonds de responsabilité pour les transporteurs de passagers. Ce projet de loi fera l'objet d'une nouvelle lecture, l'Assemblée ayant adopté dans des termes différents ceux du Sénat.

Politique

dans les universités et dans les lycées

POINT DE VUE

Le gouvernement est vieux dans sa tête

par Lionel Jospin

Novembre aura été un mois-clé de notre vie politique, car il aura vu le gouvernement, au nom du libéralisme, heurté de front, sur trois points, la société, l'état et la République. Le gouvernement est vieux dans sa tête : il est vieux dans ses idées.

1) C'est pourquoi la réaction de la société est venue de la jeunesse. Dans la froide école de l'autoritarisme, soudainement et tranquillement, des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens ont défilé partout en France. Inquiets pour leur avenir, joyeux d'être si nombreux, ils ont pris le bus pour quelques heures et demandé au gouvernement de renoncer à son projet de loi sur les universités.

Pour le gouvernement, la surprise est totale et l'embarras visible. Il pensait faire passer, dans l'indifférence ou au prix d'une simple bataille parlementaire, le projet sélectif et inégalitaire dont il avait rêvé dans l'opposition. Voilà qu'il se réveille avec cet étonnant mouvement sur les bras.

Permettre, c'est pour lui courir le risque d'un conflit majeur avec la jeunesse. Abandonner le projet, c'est céder. Chercher la suite dans les habiletés de négociation, c'est méconnaître les vœux de la majorité sans ressource et les lycéens, qui n'ignorent rien des intentions initiales.

Car il n'y a ni « désinformation » ni « malentendu ». Les jeunes ont lu les textes. Ils connaissent, en matière de sélection, de droits d'entrée, de diplômes par université, la philosophie de la majorité et les idées des conseillers en éducation du gouvernement. Un exemple : quand il entendait M. Chirac à la télévision déclarer que « les diplômes nationaux sont le socle de notre enseignement supérieur », ils lui opposaient la plate-forme RPR-UDF : « Les établissements d'enseignement supérieur seront pleinement autonomes et délivreront leurs propres diplômes ». Comment voulez-vous donc qu'ils aient confiance ?

Le gouvernement peut chercher à gagner du temps, compter sur l'essoufflement du mouvement, voire sur des provocations. Ce serait une faute. Ces jeunes disent honnêtement leur inquiétude, leur refus et leur espérance. Ils méritent d'être traités avec loyauté. Car ils adressent à tout le pays, à la majorité comme à l'opposition, leur message : faites avec nous le pari de l'avenir, notre meilleure ressource dans la compétition mondiale.

Le gouvernement doit négocier avec eux mais aussi avec les autres personnels de l'université, et cela sans tarder. S'il y a malentendu, qu'il le prouve. S'il y a divergence, qu'il retire son projet car celui-ci ne sera pas accepté.

Quel est le fond du problème ? L'enseignement supérieur français est dual. Il comprend les grandes écoles, où la sélection est féroce à l'entrée, le contrôle interne très large, la finalité technologique. Mais il repose aussi sur les universités, où l'entrée est libre pour les titulaires du baccalauréat mais où un contrôle continu sévère garantit la qualité des diplômes. Le problème n'est pas d'aligner les universités sur les écoles et leur sélection rigide, il est de former davantage d'étudiants tout en préservant les niveaux d'excellence. Il n'est pas d'éliminer a priori mais de

favoriser le plus grand nombre de réussites ; il n'est pas de révéler les valeurs mais de tirer vers le haut, dans le respect des différences individuelles, l'ensemble du système éducatif.

2) Avec son projet de privatisation des prisons, le gouvernement se dresse contre l'état. Que propose-t-il en effet ? De faire entrer dans le circuit marchand, dans la sphère du profit, la privation de liberté, alors que le droit de punir incombe à l'état.

Mais jusqu'où ira cette logique ? Doit-il laisser jouer la loi du marché et la concurrence entre les prisons privées ? Y aura-t-il de bonnes et de moins bonnes prisons ? Sera-t-on mieux traité moyennant finances ? Dans ces prisons où le taux d'aggravation sera réduit au profit des machines, qui évitera la déshumanisation ? Qui portera jugement sur la conduite des détenus en vue des réductions de peine ? Sur quoi et sur qui porteront les économies destinées à assurer la rentabilité des établissements privés ?

On le voit au poids de ces questions : rien ne justifie que l'état se dédouille de sa fonction de punir. Si 25 000 places supplémentaires de prison sont nécessaires, que le gouvernement arbitre son budget en conséquence ! Ce sera plus clair et, en fait, moins cher, contrairement à ce que dit le gouvernement.

Et puis faut-il 70 000 places de prison, comme le réclame le ministre de la justice ? Le Japon, avec 110 millions d'habitants, n'en a que 60 000, occupées à 60 %. Veut-on talonner l'Afrique du Sud, leader au palmarès de l'emprisonnement ? Doit-on considérer comme fatale une augmentation si rapide de la population carcérale ? Les syndicats des personnels pénitentiaires estiment que 50 % des détenus n'ont pas leur place en prison. La moyenne des détenus reste en détention moins de cinq mois et 85 % d'entre eux ont à peine le niveau d'instruction du primaire, ce qui montre l'importance de la réinsertion sociale.

L'incarcération est à la justice ce que la chirurgie est à la médecine. Indispensable dans les cas graves, utile dans les cas courants si elle est complétée par la rééducation, elle est inutile et même souvent dangereuse dans les cas bénins.

Il n'est pas question d'étaler la responsabilité individuelle dans l'acte délinquant mais il est clair aussi qu'une approche exclusivement répressive de phénomènes de société très graves ne peut suffire. Il existe une autre politique. Elle s'appuie sur la réforme, bien sûr, mais aussi sur la recherche de la diversification des peines, sur la prévention et la réinsertion. C'est cette politique que nous mènerons demain, en améliorant les moyens budgétaires de la justice et en diversifiant ses formes d'intervention.

3) Le projet de réforme du code de la nationalité est un autre exemple d'une politique de gros bon sens qui devient folle, quand elle emprunte son inspiration à la pensée xénophobe de l'extrême droite.

Depuis le début du siècle, dans la tradition républicaine, l'intégration progressive des immigrés venant de Pologne ou du bassin méditerranéen a été faite grâce à l'accession automatique à la nationalité française de ceux qui sont nés en France et y résident.

Le projet du gouvernement rompt avec cette tradition en supprimant l'automatisme. Chaque année, dix-sept mille jeunes sont concernés. Il complique également l'acquisition de la nationalité française par le mariage : cela vise trente mille demandeurs par an.

Pourquoi préciser la vie de famille des couples mixtes ? Comment peut-on laisser un adolescent sans patrie jusqu'à l'âge de dix-huit ans ? Comment envisager de suspendre cette « nationalité naturelle » acquise en deux décennies sur notre terre ? La France, où sont nés ces jeunes, où ils ont grandi, où ils ont appris à lire, à écrire, à penser, est leur pays. Veut-on en faire des

jeunes à part, veut-on cultiver leur déracinement, rendre leur intégration plus difficile ? Comment peut-on concevoir qu'il faille un examen pour un jeune né chez nous afin d'être admis au sein de la communauté nationale ? Et que sera cet examen ? Celui de l'inquisition ou celui de l'ordre moral ?

Ce projet est odieux, et le comprend qu'il répugne particulièrement aux jeunes, qui n'admettent pas la discrimination. Depuis dix ou vingt ans, ils sont ensemble dans les maternelles, le primaire, le CET ou les lycées, l'université, les clubs sportifs ou les fêtes. Ils n'acceptent pas qu'on dresse entre eux, soudainement et stupidement, le barrage de la citoyenneté.

Il est de bon ton aujourd'hui de s'interroger souvent de façon abstraite, sur les problèmes d'identité politique, par exemple sur l'identité des socialistes. A propos de ces trois projets concrets, qui concernent l'université, les prisons ou la nationalité, on voit clairement ce qui sépare le libéralisme conservateur (qui croit qu'on peut préserver la vieillesse avec les idées du dix-neuvième) du socialisme démocratique. Je suis fier des valeurs que défendent les socialistes. Et j'espère que nous convaincront les Français qu'ils doivent rester les leurs.



Madame de Sévigné a écrit les 111 plus belles lettres de toute la littérature française. Une mine pour les historiens, un régal pour les amateurs d'anecdotes, un chef-d'œuvre pour les amoureux de la littérature.

Orpheline de père et de mère à dix ans, élevée à la dure mais avec soin par ses oncles Philippe de Coulanges et l'abbé du même nom, née à dix-huit ans, veuve à vingt-six ans, la joliette et pétillante Marquise de Sévigné refusa de se remarier et consacra sa vie à ses deux enfants avec une prédilection marquée pour sa fille François.

Une verve gaillarde
Le mariage de François de Sévigné avec le Comte de Gagnon et le départ du couple pour la Provence sera un déchirement. Cette séparation marque le début d'une correspondance sans précédent où la Marquise se livre entièrement, rapportant à sa fille les faits divers de la vie parisienne et ses propres aventures avec une verve gaillarde, un esprit et une pénétration de l'âme



NOUVEAU : En un seul volume
La vie parisienne sous le règne du Roi-Soleil à travers la plus spirituelle "commère" de tous les temps.



Les Lettres de Madame de Sévigné

humaine qui font de ces Lettres un des monuments de la littérature du XVII^e siècle.

Son charme lui ouvre toutes les portes
Son naturel, son humeur enjouée, son charme, sa culture et son nom lui ouvrent toutes les portes et tous les cœurs. Elle est notamment une des familières de l'Hôtel de Rambouillet où se côtoient les personnalités qui comptent dans les arts, les sciences et les lettres. Elle y rencontre Racine, Molière, Bossuet, La Rochefoucauld !

La vie sous le règne de Louis XIV nous apparaît fade et guindée s'il n'y avait ces lettres éblouissantes pour nous montrer l'esprit familier, souvent dissimulé ailleurs sous les fracs de la trop grande histoire.

Nos ouvrages sont conçus pour traverser les siècles
Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos livres sont présentés sans jaquette car ils doivent respirer et être pris en main pour pouvoir se palper. Aucun entre-tien n'est nécessaire.

JEAN de BONNOT : des livres comme autrefois.

Qu'est-ce qui fait que nos livres résistent au temps ? Dans nos livres il y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde » inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle noire. Un filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantit notre qualité.

Chez nous, le travail manuel des compagnons prime sur celui des machines. Nous utilisons toujours les anciens outils du retour : tranchet, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Une fois terminés et contrôlés, les livres doivent reposer plusieurs jours pour permettre à la colle de sécher lentement. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de bœuf.

Garantie à vie
Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'ameur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embouissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

Jeau de Bonnot

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "Les Lettres Choisies" de Madame de Sévigné, en un volume (14 x 21 cm), relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats. Veuillez trouver, ci-joint, mon règlement soit 150 F (+ 13,50 F de frais de port). Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénom
Adresse complète
Code postal Commune
Signature 1
Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

« La cuisine est délicieuse, et le service, ultra-raffiné. Colette Tan n'a pas tort. Son « chinois » est vraiment grand. »
LE GRAND CHIINOIS L'EXPRESS 21-25 sept. 85
8, Av. de New-York - Paris 16^e - Tél. 47.23.58.21 Fermé lundi

6721101520



Avant la manifestation de jeudi

Les étudiants font monter les enchères

Les étudiants en grève ont fait monter les enchères, mardi soir 2 décembre, à l'occasion de leur coordination nationale réunie à Jussieu. A la veille de la manifestation nationale qu'ils organisent jeudi à Paris, et pour laquelle ils attendent des centaines de milliers de participants, les quelque deux cents délégués des soixante-dix universités touchées par le mouvement de contestation ont, en effet, adressé un message clair et net à M. Chirac : la réécriture du texte est « une manœuvre du gouvernement pour diviser notre mouvement ».

La coordination a donc maintenu le principe de la grève générale « dans toutes les universités où c'est possible », jusqu'au retrait du projet de loi. Elle a d'autre part mandaté une délégation d'une dizaine d'étudiants de

Paris et de province pour aller, éventuellement, après la manifestation « écouter » les propositions du gouvernement ou de la commission des affaires culturelles. Mais il s'agit bien d'écouter pour porter ensuite le message aux différentes assemblées générales souveraines, et en aucun cas de négocier avec le gouvernement.

Enfin, la coordination nationale a exprimé le souhait que M. Alain Devaquet vienne lui-même expliquer jeudi, sur le podium qui sera installé sur l'esplanade des Invalides, la position et les décisions du gouvernement.

Cette motion directe et ferme polarise donc une nouvelle fois l'ensemble des énergies et des enjeux sur la manifestation du 4 décembre. Et après ?

« On jugera sur pièces », estiment les étudiants, qui admettent pourtant dans l'ensemble que le mouvement de grève ne pourra pas s'éterniser. A la veille de la manifestation, la tension a monté d'un cran dans certaines universités. Mardi, des heurts se sont produits à la Sorbonne entre quelques centaines d'étudiants en gestion et en histoire désireux de suivre les cours et les membres des piquets de grève chargés d'empêcher l'accès aux amphithéâtres. On a sorti bâtons de base-ball et bombes lacrymogènes.

D'autre part, une coordination étudiante pour la liberté des cours s'est constituée. Elle dénonce « les votes illégitimes en assemblée générale » et « le non-respect de la libre adhésion à une cause ».

Dauphine sauve la face

Dauphine a voté, mardi, contre le projet de loi Devaquet, à la majorité absolue. Un vote à bulletin secret, organisé par la présidence et les associations et syndicats d'étudiants, a mobilisé 46 % des cinq mille deux cent quatre-vingt étudiants. Deux questions étaient posées aux étudiants : « Êtes-vous favorable au projet de loi Devaquet ? » : 53,2 % ont répondu « défavorable ». « Êtes-vous pour ou contre la grève ? » : 60,8 % ont répondu « contre ».

Tout a commencé le matin par une réunion d'information de M^{me} Brigitte Bériz-Houin, administratrice provisoire de l'université. Devant un millier d'étudiants, elle a animé un véritable cours de droit comparé des lois Faure (1968), Savary (1984) et Devaquet (1986), pour conclure : « L'adoption du projet nous permettrait d'entrer dans la légalité. Dauphine en effet sélectionne ses étudiants après le bac, et le dit. Mais cela est illégal, comme on le reconnaît dans l'administration ».

En votant à la fois contre M. Devaquet et contre la grève, Dauphine a sauvé la face aux yeux des autres universités.

Ch. T.

A l'université de Saint-Maur

Un député dans la gueule du loup

C'était la première fois qu'un député de la majorité osait se lancer dans la gueule du loup : hier discuter sur le terrain avec les étudiants en grève. Cela a pourtant failli tourner court. Dès l'arrivée, mardi 2 décembre, à midi à l'université de Saint-Maur (Paris-12), de M. Eric Raoult, député RPR du Val-de-Marne, la doyenne de la faculté de droit, inquiète des risques d'incidents, a annulé cette rencontre. Saint-Maur n'était pourtant pas choisi au hasard : les grévistes ont du mal à mobiliser plus de 20 % des étudiants et l'UNI (Union nationale interuniversitaire, « antimarxiste ») qui avait invité M. Raoult, y est bien implantée.

Finalement, un meeting insolite a pu se tenir à l'extérieur de la fac, en plein air, et a été l'occasion d'un dialogue sans doute instructif pour le jeune député RPR.

« Je suis venu pour que vous me disiez les points précis sur lesquels vous voulez que ce texte soit modifié et clarifié. Je ne suis pas venu faire de la propagande. Je suis là pour écouter et engager la concertation ».

Il fallait nous consulter avant ! Maintenant la seule solution c'est que vous retirez ce texte et que l'on reprenne tout à zéro.

« Écoutez, essayons de mettre la politique de côté. Les députés de droite comme de gauche ont des enfants à l'université. Ils ne veulent pas faire un truc complètement réactionnaire. C'est vrai que ce texte n'est pas parfait, mais vous savez c'est le Sénat qui l'a examiné en premier et les sénateurs ont voté la loi. Maintenant on va travailler tout ça à l'Assemblée ».

En fin de compte le débat s'engage sur la sélection et l'article 31 du projet de loi. On peut le modifier, concède Eric Raoult. Mais les étudiants discutent pied à pied, vivés par sénes. On pourrait peut-être couper cet article en deux pour qu'il soit plus clair, suggère le député. Le problème n'est pas là, répliquent les grévistes : « vous posez un principe au premier séné et vous prévoyez quinze exceptions ensuite. C'est le principe même de l'inégalité et de la sélection à l'entrée que nous rejetons. La sélection, il en faut, mais à la fin des études, pas avant ».

M. Eric Raoult essaye de passer à une « bonne question » : la représentation des étudiants dans les conseils d'université. Les étudiants la ramènent sur le terrain des droits d'inscription. « Vous savez, réplique le jeune député RPR, un certain nombre de juristes dans notre groupe estiment que l'amendement sur la fourchette des droits d'inscription risque d'être jugé anti-constitutionnel. Il va falloir voir ça de près ».

« Il faut une loi pour remplacer la loi Savary qui n'est pas appliquée partout, plaide M. Eric Raoult. Mais nous tiendrons compte de ce qui s'est passé. Nous ne sommes ni des socialistes, ni des anarchistes ».

Ce dialogue préfigure-t-il celui qui pourrait s'installer au sein ou au lendemain de la manifestation de jeudi ? Peut-être. A une différence près : M. Raoult discutait avec une centaine d'étudiants. Le gouvernement risque de devoir le faire avec les représentants de centaines de milliers d'entre eux.

GÉRARD COURTOIS.

(Publicité)

NON AU SABOTAGE DE LA FORMATION DES MAÎTRES !

Monsieur le ministre, Monsieur le ministre de l'éducation nationale parle de son « souci d'offrir aux maîtres une formation professionnelle de qualité conforme aux exigences de leur tâche » (lettre aux instituteurs du 3 septembre 1986). Se mettrait-il en contradiction avec toutes ses déclarations.

L'école a besoin de formateurs. Les formateurs des Ecoles normales d'instituteurs assurent en premier lieu la formation initiale et continue des instituteurs. Sur la base de leurs compétences, ils interviennent dans les diverses formations de l'éducation nationale : professeurs du secondaire, inspecteurs...

Or il détruit les structures de formation. Les décisions récemment annoncées sont en complète contradiction avec les propos du ministre sur l'importance de la formation des enseignants.

Ser le plan national : Les recrutements d'élèves-instituteurs sont délibérément insuffisants. La moitié seulement des instituteurs partant à la retraite en 1988 pourra être remplacée par des personnels formés !

Environ quatre cents postes sont supprimés à la rentrée prochaine dans les Ecoles normales (20 % des postes actuels). Ils s'ajoutent aux deux cent dix postes de formateurs de FEGC déjà supprimés.

Et Seine-Saint-Denis, c'est encore pire... 42 % des postes de formateurs disparaissent dans ce département où le taux d'échec scolaire est particulièrement fort et où la majorité des instituteurs n'a pas bénéficié d'une formation initiale !

Pour s'opposer à ces choix, Pour que nos écoles s'ouvrent au monde et à la modernité, Grâce à des maîtres mieux formés,

NOUS MANIFESTERONS LE 5 DÉCEMBRE À 14 HEURES DEVANT LE MINISTÈRE.

(Communiqué payé par souscription auprès des formateurs et des usagers de l'Ecole normale de Seine-Saint-Denis ; envoyez vos contributions financières à Crimon ENM, 45, avenue Jean-Zay, 93190 Livry-Gargan.)

L'agitation dans les universités

Une loi de trop

(Suite de la première page.)

Les privatisations ne passionnent personne, sauf ceux qui espèrent en tirer profit. La réforme du code de la nationalité, qui contredit une vieille tradition française, risque de faire plus de mal que de bien. Mais ce mal comme ce bien seront en tout état de cause limités. Enfin tout le monde admet que le surcroissement des prisons appelle des solutions rapides, et Jacques Chirac comme Alain Chandon ont opportunément lâché du lest sur l'aspect le plus critiquable de leur projet, à savoir le gardiennage.

Reste, prenant le pas pour le moment sur la sécurité, le soulèvement rebondissant de la question de l'école. On avait pu le croire éteint, lorsque François Mitterrand avait eu la sagesse, en 1984, de retirer un projet Savary dont la portée était probablement moindre que les parents d'élèves du privé ne l'imaginaient. René Monory n'avait pas été jusqu'à donner, lors du retour de la droite au pouvoir en mars, un coup de chapeau, même sans attendre, à son prédécesseur Chevènement ?

La manie de légiférer

Quelque non-motivé : ne touchez pas à ce qui est tranquille.

Il est vrai que la manie de légiférer est une passion commune à tous les partis. Mais pourquoi la gouvernance s'est-elle cru obligée de consacrer par une loi ce qui, dans le double domaine de la sélection et de la différenciation des universités, était en train d'évoluer tout doucement dans les faits, de manière si évidente que l'on n'hésitait pas à publier des pelures des différents établissements ? Est-il vraiment nécessaire, lorsqu'on est ministre de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur, de vouloir étayer son nom à une réforme ? Les auteurs de tous ces beaux projets mesurent-ils l'effet que produisent chez les maîtres, comme chez les élèves, ces changements incessants ?

Comment ne pas souscrire à la boutade de Jacques Julliard, suggérant dans la *Nouvel*

Observateur, d'inscrire dans la Constitution un amendement prévoyant un délai de cinq ans entre l'adoption de toute loi sur l'enseignement et son application.

De toute façon, il aurait fallu consulter, largement, tous ceux qui à un titre ou à un autre, enseignants comme enseignés, sans oublier les parents d'élèves, voire les employeurs, avaient leur mot à dire. N'en déplaise à quelques nostalgiques, le temps du gouvernement par oukases est révolu. L'évolution des mentalités, la progrès considérable de l'instruction ne le permettant plus. Il aurait fallu, dans ce domaine-là comme dans d'autres, savoir communiquer, ce qui suppose non seulement qu'on s'exprime clairement, mais qu'on écoute. Bien sûr, cela demande beaucoup de patience. Mais vive la patience si elle permet d'éviter les affrontements.

« Dieu écrit droit par des lignes courbes », dit le proverbe portugais cher à Claudel. Chez Jacques Chirac, c'est un peu l'inverse : le langage musclé dissimule mal le vieux fonds radical. C'est pourquoi, face à l'effervescence scolaire et universitaire, il a choisi de temporiser. On va s'expliquer, réécrite le texte, prendre son temps, en un mot calmer le jeu et faire le minimum de concessions nécessaires pour que l'agitation, après la grande manifestation de jeudi, retombe avant de se perdre dans les neiges des vacances scolaires.

Ce calcul sera-t-il payant ? Peut-être, si l'on se place du seul point de vue de la politique à court terme. On n'a pas senti passer ces jours-ci le souffle des révolutions prochaines. Il n'y a eu rien de plus que de débordement, mais seulement une sorte de fête qui relève d'un rite de défoulement sans trace de mécanisme. Et déjà l'on note des signes d'assouplissement.

Quel que soit l'avenir de ce mouvement, on aurait tort, cependant, d'en sous-estimer la portée. Comme l'a très bien dit Philippe Alexandre au micro de RTL, il s'agit d'une « fusée éclairante » sur une jeunesse

qui a montré que, pour une bonne partie d'entre elle, elle ne se sentait pas en phase avec ceux qui nous gouvernent.

Cette jeunesse, en même temps, est raisonnable. Elle ne s'imaginerait pas, comme il y a dix-huit ans ses parents, qu'il « n'y a qu'à » pour tout changer. Elle sait que la vie, pour elle, a toutes les chances de n'être pas facile et que le spectre du chômage n'est pas près de disparaître de l'horizon. Mais le langage qu'on lui tient est surtout propre à éveiller sa méfiance, alors qu'elle est à l'âge où l'on voudrait pouvoir croire et se mobiliser au service d'un projet.

C'est bien là, hélas ! que le bât blesse. Ce qui marque le plus à nos sociétés, en fin de compte, c'est une ambition. Il n'est pas toujours facile d'en imaginer une. De Gaulle, lui-même, n'était pas trop convaincant le jour où il a voulu faire de « l'ordonne obligation du Plan » le mot d'ordre du moment. Et le temps est déjà loin où François Mitterrand, tout frais élu à la présidence, pouvait dire à Jacques Chaban-Delella : « Nous n'allons pas nous contenter, comme tu as essayé de le faire, de changer la société ; nous allons changer de société ». La preuve est faite que malgré quelques réformes nécessaires rien de fondamental n'a été changé dans ce domaine. Personne ne se fait d'illusion sur les chances d'y parvenir maintenant.

Ce qu'il faudrait, c'est regarder plus loin : sortir des frontières de notre hexagone, comprendre que, entre une Amérique soudain à nouveau fatiguée et une direction soviétique qui a repris du poil de la bête, l'Europe a les moyens de continuer d'écrire son histoire. La tout est de le vouloir, de mesurer l'effort et d'y adapter son action. En réalité, les chances de l'Europe, et donc des Européens, sont énormes. C'est là que peut et doit se faire, aujourd'hui, le grand rassemblement des ambitions et des énergies. Mais qui saura tenir, ce langage et se faire entendre ?

ANDRÉ FONTAINE.

Le budget de l'éducation au Sénat

La gauche se défend de chercher à récupérer la contestation

Ni banderoles ni slogans, pas l'ombre d'un cortège étudiant ou lycéen aux abords immédiats du Palais du Luxembourg où étaient examinés, le mardi 2 décembre, les crédits réservés à l'éducation dans le projet de loi de finances pour 1987. Il n'y en avait pas non plus la dernière semaine d'octobre, lorsque M. Alain Devaquet avait présenté son projet au Sénat. La tentation était grande de recommencer un débat à la lumière de ce qui se passe dans les universités, les lycées et la rue. Les sénateurs socialistes et communistes ont vainement tenté de relancer une discussion que les députés avaient déjà poursuivie. Le gouvernement, représenté par M^{me} Renée Monory et Alain Devaquet, a préféré se cantonner dans la défense du budget, critiqué par la gauche mais approuvé par la majorité.

Toutefois, dès le début de la séance, en réponse à M. Gérard Delfau (PS, Hérault), qui reprochait au gouvernement de « prendre le Parlement en otage comme instrument de démobilitation » et de « jouer » avec la jeunesse, et à M^{me} Lucie Lac (Val-de-Marne), président du groupe communiste, qui assurait que les étudiants n'ont pas besoin de loi « ségrégationniste » et que les communistes les soutiennent, M. Monory affirmait : « Si sympathiques que soient certains mouvements spontanés, l'attitude des parlementaires d'opposition est scandaleuse ».

Si les orateurs de la majorité n'ont pas manqué d'assurer le gouvernement de leur soutien, ceux de l'opposition ont parallèlement montré leur compréhension de la contestation que suscitent les projets éducatifs de la droite. Ainsi, M^{me} Luc a promis que les parlementaires communistes se trouveront « aux côtés » de tous ceux qui veulent « contraindre le gouvernement » à retirer son projet de réforme de l'enseignement supérieur « en respectant scrupuleusement l'indépendance politique des étudiants et lycéens et leur unité, qu'ils veulent sauvegarder pour gagner ».

Pour M. Delfau, « le décalage entre la conception élitiste et rétrograde de l'éducation (de la majorité) et les aspirations de la jeunesse devient presque insupportable ». Ainsi souhaite-t-il qu'un moins le gouvernement « cesse d'affronter la jeunesse » ou, comme le lui demandait M. Guy Pessier (PS, Français de l'étranger), qu'il renonce à « maintenir son cap ».

Un débat « totalement dépassé »

Quant à la sélection, le ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur estime que ce débat-là est « totalement dépassé », car si dans le passé, explique-t-il, le rôle de l'Université pouvait être de « fabriquer une

élite », aujourd'hui elle se doit de prendre « le maximum d'étudiants pour les mener le plus loin possible ».

Récupérer le mouvement lycéen et étudiant n'est pas dans les intentions des socialistes, se défend M. Jean-Pierre Bayle (Français de l'étranger), d'autant, observe-t-il, qu'il se développe tout seul contre le caractère rétrograde et sélectif de la politique de l'enseignement suivie depuis le 16 mars.

Si l'opposition tient le gouvernement pour responsable de l'actuelle agitation, la majorité qui soutient ce dernier considère qu'en fait le projet de réforme n'a été que le « déclencheur » dans l'« angouisse » de la jeunesse sur son avenir, juge M. Pessier.

L'affaire (Gauche dém., Alpes-Maritimes). Toutefois, M. Pierre Branaus (Un. cent., Jura) rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, ajoute que les manifestations actuelles traduisent « un mécontentement » d'abord « la politique n'est pas toujours adéquate » et qu'il « débordement » de l'enseignement supérieur, mais reconnaît qu'elles sont aussi « la traduction d'une inquiétude ». Reste que sa demande d'en savoir un peu plus sur les intentions gouvernementales de modifications du projet Devaquet ne sera pas satisfaite.

A. Ch.

Au nom du mari

Comme toutes les femmes mariées, les deux « rectrices » nommées au conseil des ministres du 26 novembre (*Le Monde* du 2 décembre) portent deux noms : un patronyme légal (leur nom de jeune fille) et celui de leur époux. Dans son empressément à diffuser la biographie des deux heureuses promues, le service d'information du ministère de l'éducation nationale n'a retenu que le premier et non leur nom de femme mariée sous lequel elles sont largement connues. Il aura donc fallu beaucoup de perspicacité à nos lecteurs pour découvrir les noms de M^{me} Denise Flouret, professeur de sciences économiques à l'université Paris-I, nouveau recteur de l'académie d'Orléans-Tours, et de M^{me} Nicole Ferrier, professeur de lettres à Paris-XII, nouveau recteur de l'académie de Dijon. On a aussi été recteur, on n'en est pas moins femme...

Le Monde
PUBLICITÉ TOURNAI-GASTRONOMIE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4344

Le Monde
L'ÉDUCATION

ECONOMIE

LES LYCÉENS FLOUÉS

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1986
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

et les lycées

Tir groupé contre la réforme Monory

Le mécontentement qui, depuis une semaine, a précipité les lycéens dans la rue, aux côtés des étudiants, ne se nourrit pas seulement d'inquiétudes sur le projet de loi de M. Alain Devaquet, le projet de réforme des lycées du ministre de l'éducation nationale est lui aussi la cible des slogans et des banderoles.

M. Devaquet avait refusé de s'expliquer largement sur son projet jusqu'à ce que la mobilisation estudiantine le contraigne à le faire. Sur les lycées, M. René Monory semble avoir adopté la même attitude : seule une lettre adressée aux professeurs début novembre expose ses intentions, et les syndicats, reçus les uns après les autres, ne sortent guère rassurés de leur entretien avec le ministre.

Résultat : une opposition unanime à un projet qui, sous couvert de « simples adaptations », bouleverserait assez sensiblement la scolarité dans les lycées. Les principaux syndicats présents dans l'enseignement secondaire (SNES, (FEN), SGEN-CFDT, SNLC-FO et SNI-PEGC (FEN) appellent leurs adhérents à faire grève, jeudi 4 décembre, et à mêler dans la rue à Paris leur mécontentement à celui des étudiants.

Les élèves eux-mêmes avaient commencé à manifester leur inquiétude en grand nombre, dès le 27 novembre. En particulier ceux des sections technologiques (P, G, H), dont le nombre serait réduit de dix-huit à huit, avec une réduction drastique des horaires d'atelier et de laboratoire pour se conformer au plafond de trente heures hebdomadaires fixé par le ministre.

M. Monory justifie le regroupement des sections par le souci d'assurer une meilleure continuité avec les études supérieures courtes (IUT et STS). Mais les lycéens craignent une dévalorisation et une moindre adaptation aux exigences professionnelles du baccalauréat qu'ils préparent. Les



Pour les lycéens, la révolte contre la loi Devaquet se mêle à l'hostilité à la réforme de l'enseignement secondaire de M. Monory. Hostilité que partagent la plupart des syndicats et des associations de professeurs.

enseignants, eux, redoutent de nombreuses suppressions de postes et la disparition des sections menant à des débouchés professionnels.

Dans les filières d'enseignement général, les conflits se cristallisent autour de la réforme de la seconde, qui doit être mise en place dès la rentrée prochaine, et du sort des enseignements optionnels. La « seconde de distinction », créée par M. Christian Baudouin pour permettre aux élèves de reporter leur choix d'orientation à l'entrée en première, serait remise en cause avec la reconstitution de sections (voir le tableau) menant directement aux filières des classes de première et terminale. La suppression des options facultatives justifiée par le souci d'alléger l'horaire hebdomadaire : des cours « vingt-six heures maximum » et d'économiser les moyens. Elle limiterait la palette des choix possibles après la seconde.

Mais les deux changements essentiels touchent les sciences naturelles et l'économie. Les premières disparaîtraient du tronc commun des enseignements obligatoires en seconde pour ne figurer

que dans les sections mathématiques et mathématiques-biologie, et, pour certains élèves, dans la section lettres-maths. Pour l'association des professeurs de biologie-géologie, cette suppression serait « un recul très grave », qui « établirait un déséquilibre dans les domaines scientifiques et priverait d'une grande potentialité d'emplois une partie importante des lycéens ».

Crainte pour les sciences naturelles et l'économie

La plupart des associations qui regroupent les enseignants par discipline expriment des critiques parallèles. Les professeurs de sciences économiques et sociales s'alarment de la disparition de l'initiation économique et sociale (IES) de la liste des enseignements obligatoires dispensés dans toutes les classes de seconde classiques. L'IES ne subsisterait qu'en section lettres-économie (qui succède à la section B, mais avec un horaire allégé en mathématiques) et pour certains élèves de lettres-maths. Dans la nouvelle section mathématiques-économie, l'IES serait remplacée par un enseignement d'économie et de gestion.

Les professeurs de langues vivantes autres que l'anglais sont mécontents de voir disparaître la possibilité pour tous les élèves, d'une deuxième, voire d'une troisième langue en seconde, et d'une seconde langue dans toutes les classes de première et terminale scientifique. Quant au latin et au grec, ils ne seraient plus enseignés que dans la section lettres-langues.

M. Alfred Grosser a mis en garde le ministre de l'éducation nationale contre ce qui serait, selon lui, « le plus grand désastre que l'enseignement de l'allemand aurait subi ». Les physiciens, quant à eux, s'inquiètent de la réduction d'horaires dont est victime leur discipline en seconde et de l'incertitude quant au maintien des heures à effectifs dédoublés.

Les professeurs de musique ne sont pas en reste. Ils dénoncent la suppression des options complémentaires, « qui réduisent l'éventail des choix culturels ».

Ces tirs convergent contre une réforme dont les enjeux et les motivations n'ont pas été clairement expliqués (en dehors de la nécessité d'alléger les horaires) se retrouvent dans l'opposition des syndicats. Le SNALC (proche de la majorité) parle de « régression culturelle considérable de notre nation ». Le SGEN-CFDT reproche au projet de M. Monory de « supprimer des pans entiers d'enseignement ». Il ne peut laisser indifférents, ajoute-t-il, « ceux qui ont les moyens de se procurer à l'extérieur les compléments de formation indispensables qui ne seront plus dispensés au lycée ».

Mais c'est le SNES (FEN) qui mène le plus activement campagne contre la « réforme Monory ». Celle-ci forme selon lui « un tout indissociable » avec le projet Devaquet. Le SNES tente de mobiliser ses adhérents contre les suppressions de postes qu'implique la réforme dans certaines matières (sciences naturelles, économie, langues en particulier) et le redéploiement des moyens qui s'ensuivrait. Il juge le projet de M. Monory « ségrégatif, élitiste, passifiste ».

Pour le moment, M. Monory préfère attendre que l'orage passe. L'examen du projet sur les lycées par les instances de concertation de l'éducation nationale, prévu pour le 18 décembre, a été repoussé au 8 janvier.

PHILIPPE BERNARD.

LE PROJET POUR LA SECONDE										
SÉRIES	LETTRES					SCIENCES				
Enseignements communs	Langues vivantes I	Mathématiques	Langues vivantes II	Langues vivantes III	Langues vivantes IV	Sciences physiques	Sciences physiques	Sciences physiques	Sciences physiques	Sciences physiques
	4 h	4 h	4 h	4 h	4 h	4 h	4 h	4 h	4 h	4 h
Total	20 h					20 h				
SECTIONS	Lettré	Lettré	Lettré	Lettré	Lettré	Math.	Math.	Math.	Math.	Math.
Enseignements recommandés	Langues	Langues	Langues	Langues	Langues	Langues	Langues	Langues	Langues	Langues
	3 h	3 h	3 h	3 h	3 h	3 h	3 h	3 h	3 h	3 h
Enseignements facultatifs	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne	Langues vivantes II ou Langue ancienne
	2 h	2 h	2 h	2 h	2 h	2 h	2 h	2 h	2 h	2 h
Total	26 h					26 h				

Actuellement, les sciences naturelles font aussi partie des enseignements communs pour tous les élèves, et l'initiation économique et sociale est obligatoire pour tous ceux qui se destinent aux bacs A, B, C et D. En outre, les élèves peuvent choisir un enseignement parmi ceux optionnels. Cette possibilité devrait être supprimée si l'on veut respecter le plafond des vingt-six heures hebdomadaires fixé par le ministre (N.D.L.R.).

(Publicité)

Les mots et les actes

MONORY DIT :

- « Qu'il veut améliorer la qualité de l'enseignement. »
- « Que la formation, c'est l'avenir du pays. »
- « Que toutes les disciplines concourent à la réussite des enfants. »
- « Qu'il maintient l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au bac. »
- « Qu'il consacre beaucoup de temps aux syndicats. »

QUE FAIT-IL ?

- Il recrute très en dessous des besoins estimés et il supprime mille cinq cents emplois d'élèves-instituteurs. C'est le retour inévitable de débutants contraints d'apprendre leur métier sur le dos des enfants. Il prévoit de réduire à un an la formation de l'école normale et de la couper de toute recherche, c'est une impasse professionnelle et sociale.
- Il supprime un poste sur quatre de professeurs des écoles normales et de leurs centres spécialisés : enfance inadaptée, enfants migrants, collèges, 120 équipes de formateurs et de recherche pédagogique déclinées.
- Il sacrifie la formation en éducation physique et sportive, artistique, scientifique et technique. C'est dans ces disciplines qu'il supprime l'essentiel des postes.
- Il étouffe et prive de moyens en personnels tous les dispositifs anti-échecs scolaires : projets d'action éducative, zones prioritaires, rénovation des collèges, formation continue des maîtres, recherche en pédagogie.
- Il se dérobe à toute négociation. Pourtant l'impératif pour l'avenir, c'est d'améliorer la formation de tous les enseignants, ensemble.

COMMENT PEUT-ON PRÉTENDRE AMÉLIORER L'ÉDIFICE QUAND ON EN SAPE LES FONDATIONS ? POUR RÉUSSIR AU COLLÈGE ET AU LYCÉE, IL FAUT D'ABORD RÉUSSIR À L'ÉCOLE. LES 4 ET 5 DÉCEMBRE, LES ÉCOLES NORMALES SERONT EN GRÈVE.

Syndicat national des professeurs d'école normale (75-44-73-19)

Education

ÉDUCATEC ET FORMATION 86

Les outils du savoir

Du jeu éducatif au simulateur de vol, en passant par le logiciel pédagogique et le support audiovisuel, le matériel didactique est à l'honneur aux salons Educatec et Formation 86, qui ont ouvert leurs portes mardi 2 décembre au parc des expositions de la porte de Versailles.

Une trentaine de produits nouveaux sont présentés en avant-première, allant d'un module d'initiation aux fibres optiques réalisé par la société Verneuil Fibre Optique (V.F.O.) à un cours de soif et de dévotion sur micro-ordinateur présenté par la société Techni-musique et parole informatique (TMPI) ou une technique de peinture sur support aluminium anodisé, proposée par J.-M. Paillard.

Educatec et Formatec évoluent de plus en plus vers l'enseignement technique, constate François-Xavier Dubua, commissaire-général des deux salons, car les enseignants prennent conscience que leur matériel pédagogique doit être adapté à la vie active.

Du côté des fabricants, la prise de conscience s'est cristallisée en 1984 par la création de France Didac, une association régie par la loi 1901, qui regroupe quarante entreprises généralement des PME. Son objectif est de promouvoir en France comme à l'étranger le matériel didactique français. Mais elle se veut aussi un organe de réflexion et de conseil : « Un outil pédagogique coûte cher, juge Philippe Walrave, son président, il est donc indispensable de l'adapter aux besoins et aux moyens de chacun ».

Réalisée par la Commission coopération et développement, qui regroupe une quarantaine d'organisations non gouvernementales (Terra des hommes, Comité français contre la faim...) et des représentants des pouvoirs publics, la plate-forme Educatec constitue une première au sein d'Educatec. Elle y présente divers outils pédagogiques (diapositives, films, expositions...) susceptibles de faciliter l'éducation au développement, introduite depuis la rentrée 1985, dans les programmes des collèges.

Deux congrès mettent l'accent sur deux aspects de la formation : Formatec, les 2 et 3 décembre, sur l'adaptation de l'enseignement au monde industriel, et Form'Av, les 4 et 5 décembre, sur l'importance des supports audiovisuels (vidéo, télématique, EAO vidéo-disque...) dans la formation professionnelle.

ANNE LANCHON.

* Educatec 86, 4^e salon des matériels didactiques et des outils pédagogiques, et Formation 86, 2^e salon national de la formation aux métiers et techniques de demain, jusqu'au 6 décembre. Parc des expositions de la Porte de Versailles, Hall 2/1, entrée porte A. Paris. De 9 h 30 à 18 h. Entrée : 30 F, 15 F pour les formateurs et enseignants.

(Publicité)

UNIVERSITÉ PARIS-XIII

U.F.R. Lettres et Sciences humaines

avenue J.-B.-Clément, 93430 Villetaneuse

Ouverture janvier 1987 - Formation qualifiante 500 heures

PROBLÉMATIQUE INTERCULTURELLE

pour formateurs, responsables de services

Enseignement : cultures, civilisations, méthodes, économie

Financement : FAS, ANT, UNIFORMATION, PRDMMOFAF

Indemnités pour remplacement et transp. stag.

ÉCRIRE : adresse ci-dessus, BUREAU 0223

Tél. : 48-21-61-70, poste 60-98-60-99.

(Publicité)

EN L'AN 2000 80 % DE BACHELIERS... POURRONT-ILS IGNORER L'ÉCONOMIE ?

A treize ans ils peuvent avoir un compte bancaire, à seize ans exercer un métier, à dix-huit ans voter et être élu dans leur commune..., mais ils pourraient tout ignorer de l'économie, du fonctionnement de nos sociétés ? Certainement, si le projet de réforme des lycées est adopté.

Celui-ci prévoit la disparition des sciences économiques et sociales en tant que matière obligatoire, alors qu'aujourd'hui cette discipline est enseignée à tous les élèves de seconde (1).

Curieuse modernité qui éliminerait de la formation de base la composante la plus récente de la culture contemporaine !

L'enseignement économique et social est aujourd'hui indispensable pour former les citoyens à la compréhension du monde dans lequel ils vivent. Élément de culture, il permet aussi une orientation choisie en connaissance de cause.

Nous demandons qu'il fasse partie des matières obligatoires du second cycle.

O. ADAMIDES, M. ABELLAND, X. ANSELME, J.-L. BADUFLÉ, A. BODET, A. BOI, J. BREMOND, R. BRIHAYE, R. LAFFOND, J.-P. BRISACIERS, C. BRUNEL, J. CALLU, C. CHALAYE-FENET, F. CHATAGNIER, C. CLAVIER, A. COHEN, R. COHEN, P. COMBE-MALE, B. COMMELIN, M. COLLIN, B. CORNEVIN, J.-F. COUET, Y. CROZET, S. DEBESSON, M. DELALANDE, L. DRAHY, C. DURAND, C. ECHAUDÉMAISON, H. FALGON, P. FERRÉ, A. FOISSY, A. GELEDAN, J.-B. GONZALEZ, G. GROSSE, E. HERRICHON, R. LAFFOND, G. LEBORG, A. LECAT, C. LENNIER, D. LÉVY-BENCHETON, J.-C. LAMOTTE, R. LIGNÈRE, P. MARCEL, C. MARCHAL, A. MARGRON, O. MAZEL, P. MENOSSY, A. MONTAV, L. NACCACHE, A. NICOLAS, T. PANGEL, T. PETIT, S. PÉRICOUCHE, N. PINET-DUMONT, Y. PORIER, C. POTHIN, J. SATERN, M. SERVANNI, M. SOUBRANE, C. SRESPEUCH, S. TAMA, J. TAÏEB, P. VOLOVITCH, J. WEBER.

Les signatures de soutien peuvent être adressées à

A. BOI, lycée Montaigne, 17, rue Auguste-Comte, 75005 PARIS.

(1) Sauf en seconde technologique.

سكوت في الليل

Société

Le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale

Le gouvernement face aux quelques irréductibles de la majorité

M. Chirac n'a pas été entendu par la majorité : quelques députés UDF et RPR tiennent à la suppression du remboursement par la Sécurité sociale de l'interruption volontaire de grossesse, malgré la prise de position du premier ministre. Ils ne sont certes qu'une minorité, mais suffisamment déterminés pour empêcher le vote du projet portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS), à la fin de la semaine à l'Assemblée nationale. Avant que M. Chirac oppose son veto, le gouvernement leur avait promis, d'abord lors de la discussion du collectif au printemps, puis cet automne lors des débats sur le budget du ministère des affaires sociales et à l'occasion de la discussion de la loi sur la famille, que ce dossier serait ouvert lors de l'examen du texte DDOS.

Pour les plus farouches défenseurs de la suppression du remboursement de l'avortement, l'affaire est d'autant plus amère que les associations qui partagent leur point de vue menacent depuis quelques jours une opération de fortes pressions sur l'ensemble des députés de droite. Ainsi, la décision du premier ministre à-elle fait l'objet de vifs débats lors de la réunion du bureau du groupe RPR, mardi 2 décembre au matin, et l'après-midi à celle du groupe UDF.

Tous les participants ne se sont pas rendus aux arguments de sagesse et de calme avancés par MM. Messmer et Guadagnoli, soutenus à l'UDF par M. Barrot. Les présidents de groupe ont fait savoir que,

Organisations féministes et politiques se mobilisent

Une cinquantaine d'organisations féministes, politiques et syndicales parmi lesquelles le PS, le PSU, la LCR, la FEN et SOS-Racisme, appellent à une manifestation, mercredi 3 décembre, place du 18-Juin à Paris, pour protester contre un amendement déposé par le Front national et soutenu par divers députés de droite remettant en cause le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (le Monde du 28 novembre).

Mercredi, les militantes féministes, parmi lesquelles se trouvent M^{me} Yvette Roudy, ancienne ministre des droits de la femme, auteure de la loi de décembre 1982 autorisant le remboursement de l'IVG, et M^{me} Gisèle Halimi, avocate, présidente de l'association Choisir, se sont retrouvées dans les locaux du Planning familial à Paris pour s'adresser à la presse. Ici l'initiative du Front national n'étonne personne. L'abrogation de la loi Veil (qui autorise l'avortement dans un cadre précis) et la suppression du remboursement de l'IVG figurent dans la plate-forme électorale du Front national.

Pour M^{me} Martine Buron, responsable de la commission « lutte des femmes » du Parti socialiste, l'initiative du Front national convie parfaitement à la politique gouvernementale qui vise à « installer un nouvel ordre moral ».

Pour Michèle Le Duff, signataire du « manifeste des 343 salopes », ces femmes qui, au moment de la lutte pour la légalisation de l'avortement, se sont dévouées comme ayant elles-mêmes pratiqué des

DÉFENSE

L'Arabie saoudite négocie des achats d'armes avec plusieurs pays européens

L'Arabie saoudite a mis six pays européens, dont la France, en compétition pour la fourniture de sous-marins de classe à propulsion classique, qu'elle installerait dans deux bases navales en mer Rouge et dans le Golfe. Outre la France, il s'agit de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne fédérale, de la Suède, de l'Italie et des Pays-Bas. Les Saoudiens se disent très soucieux de maintenir, en dépit de la guerre irako-iranienne, la liberté du trafic maritime, et notamment pétrolier, dans cette région.

A ce jour, les besoins saoudiens sont estimés entre quatre et huit sous-marins, et l'on évalue à 14 milliards de dollars le montant maximum de ce marché, y compris l'aide que les chantiers navals qui emporteraient le contrat devraient apporter à la construction des bases et à l'entraînement des équipages.

La France n'a déjà vendu à l'Arabie saoudite, pour l'expansion de la marine royale, quatre frégates de 2 000 tonnes, deux pétroliers,

Veille d'Etats généraux pour les protestants français

Un vent de révolution soufflerait-il sur le protestantisme français ? Au cours des derniers mois, celui-ci a beaucoup commémoré : en 1985, pour le tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes ; en 1986, le quatre-vingt-cinquième anniversaire de la Réformation à Genève, l'œuvre de Calvin. De grandes manifestations ont eu lieu. En mai d'ici, les protestants se sont autocélébrés.

Mais il est plus facile de commémorer le passé que d'inventer l'avenir. Même habillé de couleurs révolutionnaires. Le projet des Etats généraux du protestantisme résulte de ses conceptions et agit depuis plusieurs semaines la grande famille de la Réforme qui compte huit cent cinquante mille fidèles en France.

Pour les uns, enthousiastes ou utopistes, les Etats généraux préfigurent le protestantisme du vingt et unième siècle. Les autres, sceptiques, craignent qu'une aussi noble entreprise ne dissimule en fait une habile manœuvre dirigée contre les grandes Eglises réformées et luthériennes.

L'idée remonte à 1975 quand, au cours d'une assemblée générale du protestantisme, le pasteur Georges Richard-Molard avait proposé la réunion d'Etats généraux permettant à la « base », en dehors des canaux institutionnels, de s'exprimer sur l'avenir du protestantisme.

Quelques rassemblements régionaux, distincts des synodes officiels avec leurs délégués élus, avaient été mis sur pied à Paris, dans le Midi et l'Ouest. Mais, faute de projets concrets, leur intérêt s'était vite éteint. Les associations familiales protestantes ont réuni deux cents personnes, d'une grande diversité d'origine et de confession (des luthériens, des réformés, des baptistes, des adventistes, des évangéliques, des pentecôtistes), pour discuter des Etats généraux, devenant une sorte d'« état-major ».

Des personnalités comme François Goguel, André Dumay, Jacques Robert, Jacques Dommenet de Vabres, Paul Villeneuve, directeur de *Réforme*, étaient venus apporter leur soutien.

Président de la Fédération protestante de France, le pasteur Jacques Maury était lui-même présent. Les responsables des grandes Eglises protestantes suivent, en effet, avec curiosité, le mouvement parti de la base, mais s'interdisent de le récupérer.

Des luthériens, des réformés, des baptistes veulent réveiller leurs Eglises. Une « charte » a été rédigée. Des rassemblements sont en préparation.

Le but des Etats généraux reste en effet imprécis, son origine vient d'un diagnostic pessimiste de l'évolution du protestantisme. Jacques Ellul dit souvent que, « lorsque la crise des Eglises coïncide avec une crise de société, ce sont des communautés locales et des groupes de base qui entrent en ébullition ».

« Ou bien, ajoute l'historien protestant, elles tournent à la secte et se séparent. Ou bien, elles entrent dans l'institution et la réforment ».

Pour certains, la survie du protestantisme est en jeu. La désaffection pour les cultes, la multiplication des mariages mixtes (deux protestants sur trois se marient avec un catholique), le déclin de la transmission familiale, un certain rejet des institutions ecclésiastiques, le « discours fusionnel » né de l'œcuménisme menacent de dissolution l'identité protestante.

Le succès populaire et médiatique obtenu par Billy Graham à Bercy, ou par le pape à Lyon souligneraient, comme par contraste, la « stérilité » des appareils d'Eglises aux nouvelles demandes religieuses. Historien, maître d'œuvre de la commémoration de la révocation de l'édit de Nantes, Jean Bédarride n'hésite pas à parler du risque d'« auto-révo-cation » du protestantisme.

Si le but des Etats généraux reste en effet imprécis, son origine vient d'un diagnostic pessimiste de l'évolution du protestantisme. Jacques Ellul dit souvent que, « lorsque la crise des Eglises coïncide avec une crise de société, ce sont des communautés locales et des groupes de base qui entrent en ébullition ».

« Ou bien, ajoute l'historien protestant, elles tournent à la secte et se séparent. Ou bien, elles entrent dans l'institution et la réforment ».

Pour certains, la survie du protestantisme est en jeu. La désaffection pour les cultes, la multiplication des mariages mixtes (deux protestants sur trois se marient avec un catholique), le déclin de la transmission familiale, un certain rejet des institutions ecclésiastiques, le « discours fusionnel » né de l'œcuménisme menacent de dissolution l'identité protestante.

Le succès populaire et médiatique obtenu par Billy Graham à Bercy, ou par le pape à Lyon souligneraient, comme par contraste, la « stérilité » des appareils d'Eglises aux nouvelles demandes religieuses. Historien, maître d'œuvre de la commémoration de la révocation de l'édit de Nantes, Jean Bédarride n'hésite pas à parler du risque d'« auto-révo-cation » du protestantisme.

« Les protestants ont la gueule de bois », dit-il. Pendant longtemps, ils ont fait de la politique et du social. Ils ont été absorbés par l'œcuménisme, le dialogue interreligieux et l'obésité des prises de position communes. Et le protestantisme, dans tout cela ? Il a toujours existé en s'apaisant. Le peut-il aujourd'hui comme minorité paillarde ?

Tout le monde, loin de là, ne partage pas une telle vision « apocalyptique » de l'avenir du protestantisme. Sans une certaine école, les Montserrat, les plus hautes figures de la famille réformée, font au contraire le compte des signes de renouveau.

La crise des vocations n'existe pas chez les protestants. Le corps pastoral a été considérablement renoué : pour ne prendre qu'un exemple, la paroisse réformée de Saint-Etienne compte cinq pasteurs dont le plus jeune n'a que trente-sept ans. Les facultés de théologie sont pleines, les finances de l'Eglise réformée florissantes.

Si les paroisses donnent l'impression de renouer, les laïcs s'engagent en plus grand nombre à la CIMADE (service d'entraide), à l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) ou aux Associations familiales protestantes. La Fédération d'étudiants est en plein redémarrage à Paris, à Strasbourg et à Montpellier.

Y a-t-il ou non malentendu sur l'Etat de santé réel du protestantisme ? Le débat engagé permettrait sans doute un meilleur examen de ses forces et de ses faiblesses. En toute hypothèse, les Etats généraux font des curieux et des envieux. Dans son numéro spécial sur l'avenir du christianisme, au printemps dernier, la revue *Esprit* n'avait-elle pas exprimé le souhait de voir prochainement se réunir... des Etats généraux du catholicisme ?

HENRI TINCQ.

(1) Un comité préparatoire des Etats généraux réunit en particulier le nom du pasteur Francis Amburger, adversaire de Henri Blocher, pasteur baptiste, de Jacques Ellul, Jean-Benoît de Michel Hoeffel, futur président de l'Eglise luthérienne d'Alsace, de Pierre-Patrick Källemberg, président des associations familiales protestantes, de Jean Taitier, inspecteur ecclésiastique luthérien, de France.

MÉDECINE

Fraude aux Etats-Unis

Le mauvais effet de l'interleukine

Une sombre affaire de fraude agite les milieux scientifiques américains. Dans un article publié le 7 mars dernier dans le prestigieux hebdomadaire scientifique *Scientific American*, trois chercheurs du Dana Farber Cancer Institute et de la Harvard Medical School annoncent avoir découvert l'interleukine IV-A, une substance capable de stimuler le système immunitaire de l'organisme (le Monde daté 2-3 mars). Cette substance, déclarait le docteur Ellis Reinherz, constitue « potentiellement une nouvelle arme puissante contre le cancer et le SIDA ». Il n'en fallait pas davantage pour que l'annonce de cette découverte fasse la une de certains grands journaux.

Cette semaine, *Science* publie une lettre, toujours signée des trois mêmes chercheurs, mais d'un tout autre style : « Nous présentons nos excuses à la communauté scientifique. Nos données étaient incorrectes et nos reproductions, faussées. Ils ont été corrigés. Interrogé par téléphone, Claudio Milnes, l'un des trois signataires, a d'ailleurs reconnu avoir « manipulé ses résultats ».

Reste une question : comment des chercheurs de renommée internationale peuvent-ils commettre pareille malversation ? C'est peut-être là une conséquence du système de financement de la recherche aux Etats-Unis, qui tend à attribuer le plus de crédits à celui qui aura le mieux réussi à « médiatiser » ses travaux.

ENVIRONNEMENT

Pollution à jet continu dans le Rhin

Le ministère de l'environnement du Bade-Wurtemberg (RFA) a déclaré, mardi 2 décembre, le plan d'alerte internationale après une fuite accidentelle survenue à l'usine chimique Lenz de Weidshut, en amont de Bâle. Quelques 5 000 litres d'une émulsion contenant du latex et du chlorure de vinyle se sont déversés dans le Rhin. C'est la neuvième fuite accidentelle signalée dans le Rhin depuis l'incendie de Sandz, le 1^{er} novembre.

Berne, de notre correspondant

Dans le métro parisien

Le loubard, le Marocain et les petites Anglaises

Elles sont deux petites Anglaises à Paris : Emma, vingt ans, et son amie Kristeen, dix-neuf ans. Et samedi soir, elles sortent. Une bonne soirée et un sage retour, pour l'un des derniers métros, Saint-Michel, Michel-Ange-Autauil, changeant d'Odéon. Là, sur un banc de la correspondance, est assise une jeune femme : les cheveux teints en blond, de petites lunettes à la John Lennon. Il s'agit d'une jeune fille sur une petite boucle d'oreille de métal figurant un squelette et qu'il ne parvient pas à décrocher.

Gentiment, il demande à Emma de l'aider. Gentiment, elle lui rend ce service. La petite squelette se balance, bien en place. Le métro arrive. Les choses défilent : le jeune homme blond, Bruno Soupart, vingt ans, devient « collant ». « Où habitez-vous ? D'où venez-vous ?... » La drogue se fait insistante. Assis à côté de Kristeen, il essaie de lui prendre la main. Par deux fois, il frappe Emma au visage.

« Comme à la télé »

Le métro est plein. « Des gars de tous les jours », dit Emma. « Ils regardent comme à la télé ». Les deux jeunes filles appellent un vain à l'aide. Ces « gars de tous les jours » n'ont pas bougé quand la jeune femme, de plus en plus violente, a saisi que les jeunes filles lui prennent de l'argent. Il se sort à peine écarté lorsqu'il sort un couteau du manche de bois,

AGATHE LOGEANT.

SCIENCES

La Grande-Bretagne participera à Hermès

Le gouvernement britannique doit annoncer dans les prochains jours sa participation aux études préparatoires concernant l'avion spatial Hermès. La Grande-Bretagne pourrait contribuer pour 5 % à 10 % à cette phase du programme, mais elle dispose de plusieurs mois encore pour décider de son engagement définitif.

Si Londres donnait son accord, ce serait un rude coup pour le projet Hotol que Rolls-Royce et British

Aerospace prétendaient opposer à Hermès. En attendant, les études sur l'avion spatial vont bon train et les industriels s'organisent. Les Avions Marcel Dassault, en créant un département espace au sein de l'entreprise, et l'Aérospatiale, en se préparant à tester le bouclier thermique de cette petite navette dans une installation (Stinson) dérivée de celles utilisées pour l'étude des corps de rentrée des missiles balistiques.

AGATHE LOGEANT.

Société

L'affaire du Carrefour du développement

Inculpation du contrôleur général Jacques Delebois

« L'essentiel, c'est le détournement de fonds publics », a déclaré, le mardi 2 décembre, M. Charles Pasqua, interrogé lors de l'émision « Face au public », de France-Inter, sur l'inculpation de l'un des ténors responsables de la police, M. Jacques Delebois, dans le cours de l'affaire du

Carrefour du développement. « L'affaire est entre les mains de la justice. M. Delebois est un fonctionnaire de grande qualité », a ajouté le ministre de l'Intérieur. Le contrôleur général Delebois, chef du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), a été

inculpé, mardi, d'infraction à l'article 154 du code pénal, par le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau. Cet article vise tout fonctionnaire ayant délégué ou fait déléguer un document administratif « à une personne qu'il sait n'y avoir pas droit ». Le policier, qui avait demandé lui-même

à être inculpé, a été laissé en liberté. La justice soupçonne M. Delebois d'avoir aidé le principal accusé dans l'affaire, M. Yves Châlier, à se procurer, alors qu'il était recherché, de vrais papiers d'identité portant un nom d'emprunt et provenant de lots attribués à la DST.

Jean-Pierre Michau, un juge sûr de son droit

Ah ! Si tous les juges étaient aussi compétents, aussi scrupuleux, aussi discrets, aussi acharnés, aussi indépendants, bref aussi parfaits que M. Jean-Pierre Michau ! A l'évocation du nom du magistrat chargé d'instruire l'affaire du Carrefour du développement, le Palais de justice de Paris fond en soupirs élogieux. « Un crack, dans la lignée des meilleurs juges d'instruction », « Un technicien du droit. Personne ne lui en impose », « Un homme impénétrable, l'anti-juge Lambert ». A quarante ans, le magistrat inspire une confiance presque sans réserve, y compris parmi les policiers de la brigade financière, qui l'invitent, — à leur pot annuel. Alors pourquoi en douter ? Le juge Michau est un incontestable de l'instruction.

En quelques années, M. Michau est devenu le spécialiste incontesté des affaires financières, un « maniaque » du code de commerce et du droit pénal des affaires, qu'il enseigne à l'université de Paris-I (Panthéon) ; un inquisiteur de la fausse facture, du détournement de fonds et de la fraude fiscale. Pratiquement tous les grands dossiers financiers de

ces dernières années sont passés par son cabinet : Boussac, le Crédit lyonnais, Paribas, Carrefour du développement, avec ses versants politiques, de droite et de gauche, est sans doute le plus délicat. Mais le juge n'en compte pas moins actuellement une centaine d'affaires en cours d'instruction.

Les débuts de M. Michau ne furent pas barrés par le même unanimisme. Sorti en 1959 de l'École de la magistrature, où il s'était fait, déjà, une réputation de « financier », le magistrat dut commencer sa carrière au tribunal d'Évry-Corbeil, dans le banlieue parisienne, par une affaire qui ressemblait fort à une « bevue » pénitentiaire. Un jeune détenu martiniquais, Patrick Mirval, avait trouvé la mort en février 1974 lors de son transfert au « mitard » de Fleury-Mérogis. Chargé du dossier, M. Michau fit preuve d'une circonspection très contestée par la famille de la victime et une partie de la presse, en multipliant les expertises, et l'affaire se termina par un non-lieu. Quelques esprits malintentionnés se demandent toujours si la promotion obtenue en 1975 par M. Michau, affecté au tri-

bunal de Paris, fut totalement étrangère à son attitude à Evry. Peut-être est-ce également de cette époque que date la médiane particulière de M. Michau à l'égard des journalistes. S'il a encore, plus que le moyen des magistrats, horreur des « fuites », il n'en est pas moins à l'occasion trouver quelques interlocuteurs.

« La prison porte conseil »

En 1979, le garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, qui cherchait un magistrat intelligent et anglophone pour l'accompagner dans une mission d'étude aux États-Unis, fut séduit par les qualités de M. Michau et le fit venir à son cabinet pour suivre la dossier des réformes pénales. Le magistrat ne devait y rester que trois mois, jusqu'en décembre 1980. « Ce n'est ni un homme de cabinet, ni un homme de cour ; il n'a pas fait preuve d'assise de souplesse », explique un haut magistrat. Mais plus que les ronds de jambe dans les couloirs de la chancellerie, c'est surtout la loi « sécurité et liberté », dit-on, qui a déçu le conseiller technique Jean-Pierre Michau.

Seizi de l'affaire du Carrefour du développement en mai dernier, le juge a commencé son enquête sans attendre, jusqu'au jour où il s'est aperçu que M. Yves Châlier, suivi, affirmait la police, à la trace de ses relevés de Carte bleue, avait en fait totalement disparu (l'énigme des retraits opérés au moyen de cette carte de crédit en mai, à un moment où M. Châlier déclare se trouver déjà au Brésil, n'a pas encore été résolue). M. Michau a alors lancé son mandat d'arrêt international le 9 juillet : deux mois après le début de l'affaire ! Il n'a, ensuite, que modérément apprécié, semble-t-il, de devoir rentrer de vacances, le 23 juillet, pour inculper l'imprimeur de M. Christian Nucchi, M. Daniel Ronjat, interpellé soudainement par la police judiciaire. Le juge aurait été certainement fâché de devoir recommencer en septembre, après l'annulation pour erreur dans la procédure de cette inculpation précipitée. Cette rectification effectuée, le magistrat a fait savoir qu'on ne l'y reprendrait pas, avant de recroquer son dossier sur l'élément essentiel de l'affaire : les fausses factures.

Proche du parquet, dit-on, à la différence près qu'il aurait aimé remonter de manière plus offensive le fil des responsabilités au ministère de la coopération, M. Michau ne répugne pas, à l'égard d'autres magistrats, à certaines méthodes que l'on pourrait résumer d'une phrase : « La prison porte conseil ». Après un mois de détention, la transporteur Philippe Leroy, inculpé dans le dossier des fausses factures, est remis en liberté le 20 octobre : quatre jours plus tôt, il a remis au juge une bande magnétique contenant l'enregistrement d'une de ses conversations avec M. Nucchi. L'amie d'Yves Châlier, Maggy Baquian, est libérée deux jours après le retour de l'ancien chef de cabinet. La tactique est, quoi qu'il en soit, efficace : quatorze inculpations en sept mois, dont celle, surtout, de M. Châlier, amené à se livrer, à l'issue d'une longue cavale à l'étranger.

Quelle n'a pas dû être alors l'irritation du magistrat lorsqu'il a appris que l'homme qu'il faisait rechercher par Interpol était à couvert par certains policiers et avait obtenu un passeport grâce à un haut responsable au ministère de

l'intérieur, sans doute le contrôleur général Jacques Delebois ! On s'étonne à peine qu'après une telle découverte M. Michau n'ait plus sa confiance qu'en lui-même et n'ait fait prévenir le parquet qu'un quart d'heure avant que M. Châlier ne se livre à la justice, pour éviter toute fuite ou déconvenue. Il n'est pas non plus étonnant que le magistrat ait à cœur d'éclaircir l'affaire des « vrais faux » papiers d'identité remis à M. Châlier, même s'il doit se heurter aux réticences de la DST.

Du côté de la chancellerie, on regrette une certaine « rigidité » de ce juge pourvu d'une « conception ombre-brève de son indépendance ». Clause de style à l'égard d'un magistrat somme toute prudent et « conscient des limites de ses pouvoirs », comme le dit un de ses proches ? En fait, dans la mesure où il est saisi des deux aspects de l'affaire, l'un embarrassant pour les socialistes et l'autre pour l'actuel ministère de l'intérieur, M. Michau est condamné, s'il veut éviter toute critique, à une obstination égale des deux côtés.

CORINE LESNES.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

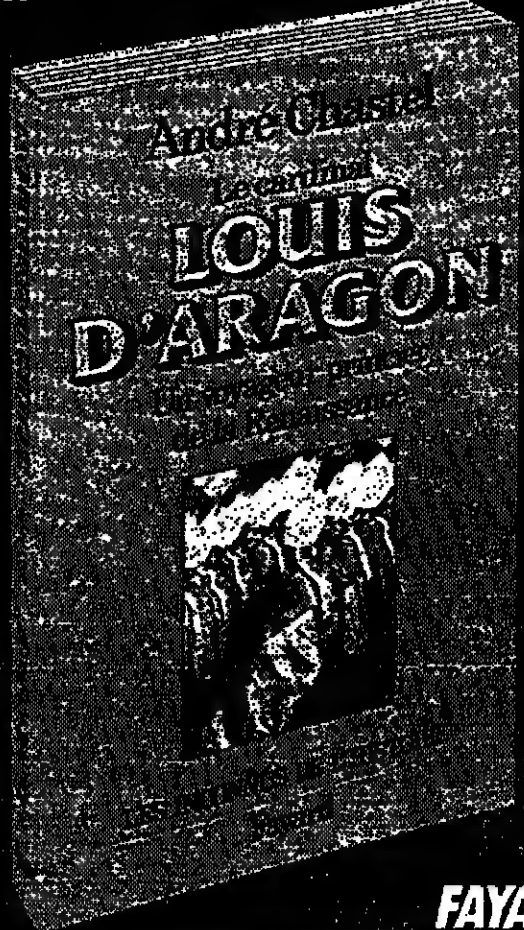
DANS
LE N° 2 D'EXPRESSION:
JAPON, LA TÉLÉVISION
DU XXI^e SIÈCLE.

ET AINSI : ARCADE GILLOU, LE PICASSO DE LA RENAISSANCE
CARAÏBES, LE PARADIS PERDU DES STARS D'HOLLYWOOD.

EXPRESSION

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD
André Chastel nous permet
par ce livre malicieux et érudit
de découvrir l'une des figures
les plus originales de la
Renaissance.

Laurent Lemire, La Croix



256 pages
89F

FAYARD

COMMUNIQUÉ PAR JEAN DE BONNOT

Trois questions et un cadeau aux amis des livres...

Au lecteur de bon conseil.

Nous avons trois questions à vous poser :

- * Pensez-vous qu'il soit important de faire des livres qui durent et que vous pourriez transmettre à vos enfants ?
- * Aimez-vous les beaux livres reliés décorés avec goût, illustrés et mis en page avec art ?
- * Êtes-vous d'accord pour que l'édition continue à faire des livres comme naguère avec du beau papier chiffon, du vrai cuir, de l'or véritable, des pages cousues au fil fort ?

En répondant à ces trois questions, même si vous n'êtes pas un lecteur assidu de Jean de Bonnot, vous nous rendrez un grand service. Nous vous remercierons de votre réponse par un cadeau qui en vaut la peine.

Les livres aussi ont besoin d'amour

Les beaux livres comme autrefois deviennent rares. Dans vingt ans ils seront introuvables. Les papiers à base de bois jaunissent en quelques mois et tombent en poussière, les dos carrés collés « inreliaibles » dont les feuilles se détachent comme celles des anciens calendriers, l'informatique et le microfilm qui se substituent rapidement à l'imprimé, les reliures en plastique et les encres synthétiques qui sentent mauvais, les illustrations charbonneuses, tout menace le livre.

C'est d'autant plus dommage que cette « décomposition » va contre le vœu des lecteurs éduqués qui savent apprécier les vertus d'un livre fait dans la bonne tradition.

Dans peu d'années ces bons livres conçus pour durer seront aussi recherchés que les meubles anciens et les bibelots précieux. Déjà les livres d'un passé récent atteignent dans les ventes publiques des prix qui surprennent même les experts et les librairies spécialisées.

Le prix des livres d'art

On croit souvent que les livres d'art sont d'un prix exorbitant. Les éditions Jean de Bonnot prouvent le contraire. Malgré la qualité des matériaux nobles mis en œuvre, les soins et la finition minutieuse des ouvrages, le prix des livres d'art Jean de Bonnot est à peine supérieur au prix des livres brochés ordinaires tirés sur papier médiocre. Cela tient à la vente directe par l'éditeur. Pas d'intermédiaires, pas de cumul de marges, pas de frais superflus...

De plus, ce prix est protégé par une clause de garantie à vie qui vous assure le remboursement du livre. Une disposition unique au monde, semble-t-il.

Une information « prioritaire »

En renvoyant le questionnaire ci-dessous vous recevrez en cadeau une rare et précieuse estampe originale numérotée et signée à la main par l'artiste. Vous bénéficierez aussi d'une information « prioritaire » sur le livre d'art dont vous apprécierez les avantages exclusifs particuliers.

Jean de Bonnot

Jean de Bonnot, éditions d'art

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Bon pour un cadeau de charme

à renvoyer aux Éditions Jean de Bonnot, 7 Fg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 8.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement une estampe originale numérotée et signée à la main par l'artiste (format 14 x 21 cm). Je joins un timbre de 2,20 F pour couvrir les frais d'envoi.

Voici la réponse à vos 3 questions (barrez la mention inutile) :

Est-il important de faire des livres durables ? oui non
Aimez-vous les beaux livres d'art ? oui non
L'édition doit-elle continuer à faire des livres comme autrefois ? oui non

Nom Prénom

Adresse

Code postal Commune

Signature

صكنا من الامل

Société

Dix mois d'enquête franco-allemande Deux terroristes iraniens et une Opel rouge

Au bout de l'enquête, l'iran. La justice française vient d'établir que ce sont deux terroristes envoyés par Téhéran qui ont échappé à la police, à Paris, au mois de février dernier, alors qu'ils préparaient une action « militante ».

Ce sont deux iraniens : après dix mois d'enquête, policiers et magistrats considèrent qu'ils ont élucidé la mystérieuse affaire de « l'Opel rouge ». Les faits remontent à l'hiver dernier.

Le 7 février, deux personnes à bord d'une voiture avaient emprunté en sens interdit la rue de Cherche-Midi avant de se retrouver bloqués par un car de touristes. Priés de présenter leurs papiers d'identité par des gardiens de la paix présents par hasard, le conducteur avait tendu son passeport avant de s'enfuir à pied avec son passager (Le Monde des 11 et 13 février).

Un incident, à peine un fait divers. Mais en inspectant la voiture abandonnée, les policiers découvrent dans le coffre un pistolet-mitrailleur de fabrication polonoise, de type WZ-63, qui a la particularité d'être de taille extrêmement réduite et souvent utilisé par les terroristes du groupe Abou Nidal. L'arme est approvisionnée. En continuant leur fouille, ils trouvent un pistolet de fabrication tchécoslovaque CZ, de calibre 7,65, muni d'un silencieux, ainsi que divers documents, parmi lesquels une carte grise et une attestation d'assurance, qui viennent compléter le passeport que le conducteur a laissé aux

maines des gardiens de la paix en prenant la fuite.

Ce passeport — iranien, établi au nom de Nasser Dairyei — sera déterminant au début de l'enquête. De même que le témoignage des policiers, qui décrivent deux hommes de type moyen-oriental, et l'Opel rouge délaissée, immatriculée en RFA, OF WM 736. De fait, la brigade criminelle et le juge d'instruction désigné, M. Jean-Louis Bruguière, parviennent assez vite à reconstituer le « passé » de l'Opel rouge, achetée dans une bourse automobile près d'Offenbach. Diverses investigations leur permettent aussi, grâce à un trousseau de clés trouvé dans le véhicule, à Paris, de localiser le domicile, en Allemagne, des deux terroristes qui se sont évaporés.

Actions de commando

C'est ainsi qu'une perquisition en RFA permet aux enquêteurs français de saisir quelques photographies qui s'avèreront être des clichés des deux hommes recherchés. Des « touristes » apparemment heureux, détendus, qui posent tantôt devant leur voiture dans un paysage enneigé, tantôt sur les Champs-Élysées, avec l'Arc de Triomphe en arrière-plan. Ces documents sont décisifs : présentés à divers témoins en Allemagne, Nasser Dairyei et son compagnon, Mahmoud Scaryari, sont identifiés formellement. Les policiers s'efforcent alors d'apprendre quelle est la rai-

son de leur présence quasi permanente en RFA en 1985 et début 1986.

Dans la course de cette enquête, ils acquièrent la conviction, sinon les preuves, que les deux hommes sont des ressortissants iraniens, « protégés » par l'ambassade de la République islamique iranienne à Bonn. Nasser Dairyei et Mahmoud Scaryari ont une « couverture » professionnelle apparemment solide et en profitant pour commettre périodiquement des actions de commando. Sur ce plan, les enquêteurs français n'ont que des soupçons. Pour eux, les deux passagers de l'Opel rouge envisageaient probablement d'assassiner un opposant politique de l'islam Khomeini.

Maïs, parallèlement, les Allemands progressent dans la course d'une autre enquête. Le 24 novembre 1985, l'explosion d'une voiture piégée, sur le parking d'une centrale d'achat de l'armée américaine à Francfort, a fait vingt-trois blessés, dont trois graves. La police allemande dispose au départ d'un seul élément : l'engin explosif a été placé dans une BMW achetée, la veille, au nom d'un ressortissant marocain. Au bout de huit mois la justice allemande délivre un mandat d'arrêt international contre Nasser Dairyei, ressortissant iranien. Nous sommes le 31 juillet 1986.

Deux mois plus tard, le 28 septembre, la justice française saisit Interpol afin que l'organisation internationale de police criminelle diffuse une notice de recherche aux noms de Dairyei et de Scaryari, avec demande d'arrestation immédiate. Membre d'Interpol, l'Iran n'a, pour l'instant, pas répondu.

LAURENT GRELSAMER.

La mise en œuvre de la politique pénale L'Association professionnelle des magistrats réclame des têtes

A politique pénale nouvelle, hommes nouveaux. C'est la revendication de l'Association professionnelle des magistrats (APM droite) qui a réclaté des changements à la tête de la magistrature, mardi 2 décembre, au cours d'une conférence de presse à Paris.

L'APM, qui revendique six cents adhérents et a recueilli environ 15 % des suffrages exprimés aux élections professionnelles du mois de mai, réunira son assemblée générale annuelle, samedi 6 décembre, au palais de justice de Paris, en présence — pour l'ouverture des travaux — du garde des sceaux.

Quatre thèmes principaux seront abordés, a indiqué, mardi, leur président, M. Jean Pringuez : le terrorisme, la drogue, l'action publique, c'est-à-dire la mise en œuvre de la politique pénale, et les moyens dont dispose ou ne dispose pas la justice. A propos de politique pénale, l'APM estime que M. Alain Chalonand n'a pas fait tomber assez de têtes.

M. Pringuez reproche à ce sujet son manque de « crédibilité » au garde des sceaux. Il accuse de « duplicité » ceux qui acceptent de mettre en œuvre une politique (celle de M. Robert Badinter) puis une autre (celle de M. Chalonand).

Il faut, aux principaux postes de responsabilité, des « hommes fiables », estime l'APM.

Comme on lui demandait qui était visé par ses propos, M. Pringuez a évoqué, sans les citer nommément, le directeur des affaires criminelles et des grâces (M. Bruno Cotte), le directeur des services judiciaires (M. Raymond Viscelle), le directeur de l'École nationale de la magistrature (M. Raymond Exter), le procureur général et le procureur de Paris (MM. Robert Bouchery et Michel Jéol), ainsi que les

procureurs généraux d'Aix-en-Provence et de Bordeaux (MM. Georges Beljean et Claude Jorda). M. Pringuez a donné le sentiment qu'à ses yeux cette liste n'était pas exhaustive.

Les vœux de l'APM seront bientôt exaucés, au moins en partie. Trois des personnalités mises en cause par elle doivent en effet être remplacées inévitablement : M. Bouchery, qui part à la retraite le 31 décembre (M. Martin Kirsch lui succéderait), M. Jéol, parce qu'il est socialiste (son remplaçant serait M. Michel Raymond), et M. Beljean, qui vient de démissionner pour divergences précises avec le garde des sceaux (*lire par ailleurs*).

Scandale d'ailleurs les propos de M. Pringuez, M. Jean-Claude Duvet, secrétaire général, a indiqué que l'APM ne souhaitait nullement une « chasse aux sorcières ». M. Duvet trouve cependant révélateur l'utilisation par la chancellerie d'un vocabulaire rappelant par trop l'ère Badinter.

M. Dauvel cite telle circulaire récente, où il est question de drogues plutôt que de drogués (les vrais coupables à ses yeux), ou telle autre faisant état de « manifestations de la délinquance » en lieu de mettre en cause les délinquants eux-mêmes.

Sur les prisons privées, l'APM approuve, dans l'ensemble, le projet du garde des sceaux, car il ne peut être question à ses yeux de procéder à des libérations massives, et encore moins d'encourager les juges au « laxisme », sans prétexte que les établissements pénitentiaires sont pleins. « Plutôt des prisons privées que des prisons de prison », a résumé M. Pringuez.

BERTRAND LE GENDRE.

Pour divergences avec M. Chalonand Le procureur général d'Aix-en-Provence demande sa mise à la retraite

Ancien directeur de cabinet de M. Robert Badinter et, aujourd'hui, procureur général de la cour d'Aix-en-Provence, M. Georges Beljean a demandé sa mise à la retraite de la magistrature, à partir du 21 mars 1987, date de ses soixante ans. M. Beljean avance des « raisons personnelles » pour expliquer cette décision et se refuse à tout autre commentaire.

Il apparaît, cependant, que M. Beljean est en désaccord avec la politique pénale de M. Alain Chalonand, politique que M. Beljean est chargé de faire appliquer dans une des cours d'appel où la délinquance et la criminalité sont, depuis plusieurs années, en forte hausse. Directeur de l'administration pénitentiaire en 1973, M. Beljean avait été écarté de ce poste l'année suivante en raison — dit-il — de divergences avec le garde des sceaux de l'époque, M. Jean Lecanec.

Le nombre des détenus continue à augmenter

Le nombre de détenus en France métropolitaine était de 49 308 le 1^{er} décembre et de 51 000 environ si l'on tient compte des DOM-TOM, dont les chiffres ne sont connus que plus tard, alors que le nombre de places dans les prisons françaises n'est que de 32 500.

En Métropole, l'augmentation est de 14,97 % en un an, et de 1,92 % en un mois. Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de personnes en attente d'un jugement définitif, était (DOM-TOM exclus) de 23 168 au début du mois, soit une proportion de 46,98 %.

Dans le Nord

Un garçonnnet mis en liberté après deux semaines de prison

Il avait commis de nombreuses agressions

Un garçonnnet âgé de douze ans, auteur de multiples vols et agressions à Lille et dont le père est actuellement emprisonné, vient de subir une détention de deux semaines à la maison d'arrêt de Valenciennes (Nord). Cet enfant avait commis de nombreuses agressions et vols avec violence dans un quartier de Lille. Pendant trois semaines, après la libération qui vient d'intervenir, le jeune délinquant sera envoyé dans les Cévennes, pour un travail éducatif surveillé.

Le garçonnnet appartient à une famille de neuf enfants vivant dans la misère. Le juge d'instruction, en le mettant en détention préventive le 14 novembre dernier, a appliqué l'article 11 de l'ordonnance du 2 février 1945 — modifiée par la loi du 17 juillet 1970 — relative à l'enfance délinquante, qui indique qu'un juge d'instruction peut décider de mettre en détention un mineur de moins de treize ans, s'il y a « crime ». C'est ce qu'a estimé le juge, l'une des victimes ayant été blessée au cours de l'agression dont elle a été l'objet.

• Neuf heures de prise d'otages à Perpignan. — Une prise d'otages qui a duré neuf heures s'est terminée, mardi 2 décembre, vers 19 heures, dans le calme, près de l'aéroport de Perpignan, les trois malfaiteurs s'étant rendus après avoir libéré la femme et les deux hommes qu'ils détenaient.

Les trois auteurs de la prise d'otages — José Carlos dos Santos, vingt-neuf ans, originaire du Portugal, Pierre-Marie Serre, dix-huit ans, de Perpignan, et Marc Macedo, dix-neuf ans, d'Argelès-sur-Mer, — avaient fait irruption, armés et masqués, vers 10 heures, au siège du Crédit lyonnais de Perpignan. Ils s'étaient fait remettre une somme de 250 000 francs avant de sortir du bâtiment en tirant des coups de feu et en emmenant trois otages : une cliente, M^{me} Sylvia Robert, mère de trois enfants, et deux employés, MM. Jean-Louis Alberti et Gérard Alizat.

• Les suites de la découverte d'une cache d'armes à Hendaye. — Le PDG de la société SOKOA, M. Patxi Noble, arrêté le 5 novembre dernier, après la découverte, dans les sous-sols de son entreprise d'Hendaye, d'une cache d'armes de l'ETA (le Monde du 7 novembre), a été remis en liberté lundi 1^{er} décembre. Il reste cependant inculpé de détention d'armes et d'explosifs, ainsi que de participation à association de malfaiteurs, alors qu'un réfugié basque, M. José Arrieta, a affirmé devant le juge d'instruction que son employeur ignorait tout de l'existence de cette cache.

D'autre part, six employés de la SOKOA, d'origine espagnole, interpellés lors de la perquisition et dont le juge avait ordonné la mise en liberté faute de preuves, à l'issue de la garde à vue, ont été remis depuis à la police espagnole. — (Corresp.)



Une Renault 11 TC pour 755 F par mois. Millésime 87. Prix au 01/10/86 : 58 500 F. Renault Bail vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois. Avec un premier versement de 23 440 F comportant un dépôt de garantie initial de 8 775 F égal à l'option finale d'achat, un premier loyer de 14 625 F et 59 loyers mensuels de 755 F. Coût total en cas d'acquisition : 67 925 F. Offre valable jusqu'au 31 décembre 86 sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail S.A. au capital de 150 000 000 F 51/53, Champs-Élysées 75008 Paris. RCS PARIS B 702 002 221. Modèle présenté Renault 11 Turbo. Prix au 01/10/86 : 87 500 F. Millésime 87. Garantie anti-corrosion 5 ans sur tous les véhicules millésime 87. DIAC : votre financement.

RENAULT préconise elf

NOUVELLE RENAULT 11

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Découvertes archéologiques en Jordanie

Les chasseurs de la voie royale

Panorama d'un patrimoine archéologique jusque-là méconnu. De nombreux objets exposés à Paris n'étaient jamais sortis de Jordanie.

Comment ne pas être fasciné par la fixité d'un regard aux prunelles incrustées de coquillages, surgi d'un passé millénaire ? Ce regard est celui de statuettes découvertes en 1983 dans la banlieue d'Amman, la capitale du royaume hashémite de Jordanie. Arrachées à la glaise où elles étaient enfouies depuis plus de huit mille ans, et actuellement exposées au musée du Luxembourg, ce sont peut-être les plus anciennes statuettes anthropomorphes du Proche-Orient. Le témoignage muet des croyances et des superstitions des hommes du septième millénaire avant Jésus-Christ, dans cette région du monde qui sera bien plus tard le berceau des religions révélées.

Exhumé lors du percement d'un tronçon d'autoroute, le site préhistorique d'Alm-Ghazal où gisaient ces statuettes était un vil-

lage de chasseurs. Dans les décombres de ses habitations de pierres au sol de plâtre peint, les archéologues ont trouvé des coquillages de la Méditerranée, de l'asphalte de la mer Morte et de l'obsidienne d'Anatolie. Ils confirment ainsi l'existence, en des temps reculés, de communautés sédentaires sur les plateaux de Transjordanie, une région carrefour. Tout autant que la permanence d'un peuplement dont l'origine se perd dans la nuit des temps, c'est en effet le flux et le reflux des civilisations au gré des incursions, des conquêtes, des occupations plus ou moins durables, qui font la richesse et l'intérêt historique du patrimoine archéologique jordanien.

On peut y lire comme dans un livre ouvert, le passage d'une société vivant de la chasse et de la cueillette aux hameaux agricoles du chalcolithique, puis aux cités fortifiées de l'âge du bronze, l'alternance des périodes de prospérité et de troubles.

Mais il raconte aussi l'histoire pleine de tumultes de la rivalité entre l'Égypte des pharaons et la Mésopotamie, puis des sanglantes querelles entre les tribus israélites et les petits royaumes d'Edom, de

Moab et d'Ammon, dont le récit nous est parvenu par la Bible.

C'est précisément en Transjordanie qu'un pasteur allemand découvrit en 1868 la désormais célèbre stèle de Mesha, conservée au Louvre et exposée au Luxembourg, la plus longue inscription cananéenne contemporaine de l'Ancien Testament. Mesha, roi des Moabites, qui commémore sa victoire sur les Hébreux au neuvième siècle avant Jésus-Christ (un épisode également rapporté dans le Livre des Rois) et énumère les grands travaux qu'il fit durant son règne. « J'ai ouvert la route de l'Arnon », proclame-t-il notamment. Cette route n'est autre que la voie royale qui devint très vite l'un des principaux axes commerciaux de la région. Elle vit ensuite passer les pharaons égyptiens, puis avec Alexandre le Grand, les Grecs bâtisseurs de cités qui formeront plus tard la Décapole.

Mis déjà en assise à un phénomène qui aura des développements considérables : venus du désert d'Arabie, les Nabatéens possédant devant eux les populations de l'ancien Edom, prennent progressivement le contrôle des routes caravanières. Petra, prestigieuse capitale de la Nabatéenne, raconte ainsi comment un peuple

de nomades se sédentifia pour régner presque sans partage, à l'aube de notre ère, sur le commerce régional, et créa une civilisation raffinée avant d'être supplantée par les Romains.

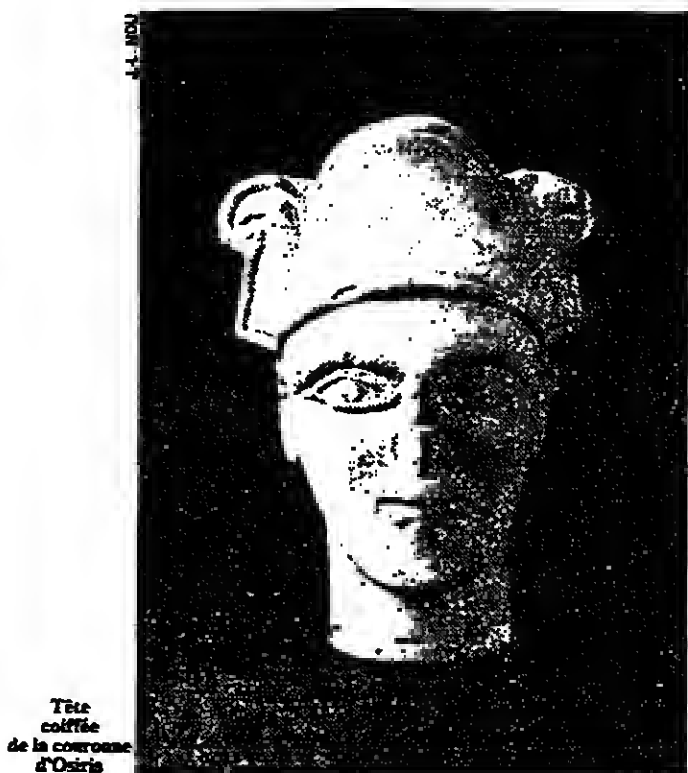
Les cités hellénistiques de la Décapole, presque toutes situées en Transjordanie, sont alors autant de points de contacts entre les mondes occidental et oriental. Les Romains y imprimeront la marque de leur génie de l'urbanisme, qui se manifeste dans toute sa splendeur à Jerash. Ce sont eux également qui ont pavé et jalonné de bornes milliaires la voie royale rebaptisée Via Nova Trajana, des confins de la province de Syrie à la mer Rouge.

Puis ce seront Byzance et le christianisme qui sèmeront un peu partout en Transjordanie des églises aux somptueux pavements de mosaïques. Les « châteaux du désert » érigés par les Omeyyades témoignent de l'influence de cet art byzantin sur l'architecture des premières années de l'islam.

Les croisades marqueront hélas une rupture dans ce bouillonnement d'influences et de cultures, en se léguant guère que d'impressionnantes œuvres militaires.

Pour exhumier, étudier et restaurer cet héritage, les autorités jordaniennes ont largement fait appel à la coopération internationale. Quelque 1 100 sites ont à ce jour été répertoriés. La Jordanie est certes moins riche que l'Égypte ou la Mésopotamie en monuments et en pièces de musée, mais elle a également été moins pillée et réserve encore des surprises aux archéologues.

Pourtant la recherche en Jordanie s'apparente de plus en plus souvent à une course contre la montre. Si le site néolithique d'Alm-Ghazal a pu être sauvé in extremis de la destruction, beaucoup d'autres sont aujourd'hui menacés par le développement économique et urbain du royaume, en dépit des efforts déployés par le département jordanien des antiquités. Celui-ci n'a pas les moyens financiers et politiques de tous les protéger contre



Tête en terre cuite de la couronne d'Orsis

les bulldozers... ou le vandalisme de propriétaires fonciers qui considèrent bien souvent les archéologues comme des empêcheurs de tourner en rond. Sans parler des chasseurs de trésors d'autant plus destructeurs qu'ils sont plus ignorants de la véritable valeur de leur patrimoine national.

C'est pourquoi il était important que ce patrimoine ait enfin la

consécration internationale qu'il mérite, dans le cadre d'une exposition comme celle de Paris.

EMMANUEL JARRY.

* LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au royaume hashémite. Musée du Luxembourg. Jusqu'au 25 janvier 1987. Deux cycles de conférences sur l'archéologie en Jordanie sont, d'autre part, organisés par l'École du Louvre et le musée Guimet pendant la durée de l'exposition.

Défense de l'architecture en terre

Le cru et le cuit

L'énergie est comptée. Une technique de construction ancestrale est remise à l'honneur par des pionniers. Bernard Tapie croit à son avenir.

Il y a un peu plus d'une semaine, sur le campus universitaire de Grenoble, a eu lieu une véritable première. En moins de 24 heures, un édifice de 45 m² au sol, murs et coupole, a été élevé. Ce bâtiment, une future mosquée (?) est entièrement construit en terre crue. Le groupe CRATERRE (Centre de recherche et d'applications de la construction en terre), à l'origine de l'initiative, a voulu montrer la fiabilité d'une technique remise au goût du jour ainsi que la compétence des nouvelles équipes formées sur place à cette discipline.

L'école d'architecture de Grenoble, l'université scientifique de la ville et le groupe CRATERRE ont signé il y a deux mois un accord de coopération visant à renforcer le caractère unique d'un enseignement déjà unique au monde : celui de la construction en terre.

C'est ce cheval de bataille qu'enfourche Bernard Tapie, mercredi 3 décembre, pendant près de deux heures. Au palais des sports de Grenoble justement. Son émission tout entière, « Ambitions », diffusée sur TF1 à partir de 20 h 35, est consacrée à l'avenir de cette technologie vieille comme la ville.

Jean Dethier, architecte conseil auprès du Centre Pompidou, l'un des spécialistes européens de la terre, nous dit ici l'enjeu que cela représente. Pour le tiers-monde en particulier.

« Nous vivons aujourd'hui les premières années d'un tel renouveau, dit Jean Dethier. Les premières réalisations concrètes et leurs acteurs — le groupe CRATERRE — assurent les conditions d'une nouvelle dynamique, propre à la France, depuis une dizaine d'années.

« Ne craignons pas que cet élan soit aussi éphémère que la vogue du « solaire » dans les années 70 ?

« La terre s'utilise pour bâtir depuis la nuit des temps. Il s'agit seulement d'actualiser une technique ancienne. Son ancrage culturel dans l'histoire évite les aléas des modes passagères. Enfin, le recours à la terre est une solution économique, lors du chantier comme dans son usage. En revanche, il est certain que la crise de l'énergie a été, comme pour le solaire, le moteur de ce renouveau.

« Comment évaluer-on de l'énergie en construisant en terre crue ?

« L'usage de la terre crue autorise, en fait, l'alternative du cru et du cuit. Les produits cuits (briques, ciment) exigent des processus industriels coûteux pour la collectivité. Donc pour le client. L'usage de la terre crue raccourci considérablement le circuit des transports, car elle n'a de sens que lorsqu'on peut — ce qui est fréquent — utiliser *in situ* les ressources d'un sol approprié. Enfin, par la suite, l'isolation thermique, appréciable sur le plan des économies d'énergie, est associée à l'isolation phonique conférée par la masse très dense des murs de terre.

Les chercheurs sur le terrain

« Pourquoi a-t-il fallu recourir des principes aussi évidents ?

« On ne s'est pas contenté de copier passivement une tradition pragmatique. On a enrichi celle-ci de savoirs scientifiques et techniques pour la rendre compatible, en Europe, avec la logique opérationnelle des entreprises de construction.

« Comment la France a-t-elle séquis, dans ce domaine, une position clé ?

« Beaucoup d'Européens ont découvert les réalités et la pratique de la construction en terre crue dans le tiers-monde, durant leur mandat de coopération culturelle ou technique. En rentrant dans leur pays, beaucoup ont voulu prolonger leur implication dans ce domaine en déployant leurs efforts au sein d'institutions, d'universités ou de groupes privés. En France, le premier groupe à agir fut le

groupe CRATERRE. Fondé à Grenoble en 1975, il réunit des architectes et des ingénieurs de cinq pays européens.

« Il s'est fixé pour objectif de moderniser, de rationaliser et de réactualiser la construction en terre crue, aussi bien en Europe que dans le tiers-monde. Après avoir publié en 1979 le premier livre existant sur le sujet, *Construire en terre*, une véritable bible, il a créé à Grenoble, en relation avec l'école d'architecture et l'université scientifique, un enseignement spécialisé qui demeure aujourd'hui le seul existant dans le monde. Équilibrant sans cesse théorie et pratique, il intervient sur le terrain, en France aussi bien qu'à l'étranger. Ainsi, il a servi de conseiller lors de la construction du quartier expérimental, « Le domaine de la terre », à l'Isle-Abeau, au sud de Lyon, où soixante-huit logements sociaux, de deux à cinq niveaux, ont été construits en pisé ou en briques de terre crue stabilisée.

« Un programme encore plus ambitieux est en cours de réalisation à Mayotte, où sept mille logements sont en voie d'être bâtis, trois mille cinq cents d'entre eux sont déjà livrés. Ces opérations achevées ou en voie de l'être, les « décideurs », hommes politiques et industriels, vont ainsi pouvoir prendre une position vis-à-vis de ce créneau. Alain Carignon, maire de Grenoble et ministre de l'environnement, encourage la création d'un institut international de la terre dans la région Rhône-Alpes. Bernard Tapie semble avoir compris l'enjeu d'un tel savoir-faire qu'il fait valoriser, amplifier et diffuser.

« Le domaine de la terre » a également surpris bien des observateurs du tiers-monde. Pour eux, il s'agissait d'une technique dévalorisée, archaïque. Quand on leur proposait d'y recourir, ils répondaient : « Si elle est si intéressante, pourquoi l'avez-vous abandonnée ? » A ce titre, l'Isle-Abeau est une réponse capitale. Ce quartier prouve que la terre n'est pas une technique « soldée », tout juste bonne pour les pays pauvres.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC EDELMANN et EMMANUEL DE ROUX.

Une coopération exemplaire

L'idée de l'exposition « La Voie royale » est née lors de la visite officielle du président Giscard d'Estaing en Jordanie, en 1980. Elle a commencé à se concrétiser en 1981, lorsque la commission mixte franco-jordanienne a décidé de faire de ce projet l'un des principaux axes de la coopération artistique et culturelle entre les deux pays.

Du côté français, c'est l'Association française d'action artistique (AFAA), une dépendance du ministère des affaires étrangères, qui a pris en charge l'organisation de cette manifestation, ainsi que la publication du catalogue de l'exposition. Celle-ci aura un autre prolongement en 1989, avec la tenue à Lyon de la quatrième conférence internationale sur l'histoire et l'archéologie en Jordanie.

La France est également présente sur le terrain, à travers les travaux de quelque dix-huit missions archéologiques qui opèrent en coopération avec le département jordanien des antiquités et, depuis peu, avec le département d'archéologie de l'université jordanienne du Yarmouk.

C'est notamment à l'Institut français d'archéologie au Proche-Orient (IFAPO), qui dispose à Amman d'une antenne permanente depuis 1977, qu'ont été confiées la restauration d'un quartier de la cité gréco-romaine de Jerash et celle d'une résidence princière du deuxième siècle avant Jésus-Christ, à Irak al-Amir, non loin de la capitale jordanienne.

E. J.

Comédie Française

décembre 86 en alternance

LITTÉRAIRE :

LE CANTIQUE DES CANTIQUES

Révision de Jacques DESTOOP le 29 novembre, les 1^{er}, 3 et 5 décembre à 20 h 30

SHAKESPEARE :

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ

Mise en scène de Jorge LAVALLI les 2, 7, 9, 11, 13, 15, 21, 23, 28, 31 et 20 h 30 les 14, 25, 27, 30 et 14 h

BECQUE :

LA PARISIENNE et VEUVÉ

Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE les 4, 10, 12, 16, 20, 22, 26, 29 et 20 h 30 les 7, 24, 26, 31 et 14 h 30

MOULÈRE :

LE BOURGEOIS GENTILHOMME

Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE les 6, 8, 14, 17, 24, 25, 27, 30 et 20 h 30 les 21, 26, 29 et 14 h 30

LOCATION 40.15.00.15 (11 h à 18 h)
RESEIGNEMENTS 40.15.00.00 (24 h sur 24)

Représentations « Quinées » : UNE LOCATION FACILITEE

le samedi 13 à 20 h 30
le dimanche 14 à 14 h : **LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ**

BULLETIN DE RÉSERVATION POUR LES SÉANCES SUIVANTES

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TÉL. _____

POUR LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ

le samedi 13 à 20 h 30 ☐
le dimanche 14 à 14 h ☐

Je souhaite réserver _____ places
☐ 120 F ☐ 70 F ☐ 48 F ☐ 40 F

Ci-joint un règlement de _____ F
at une ENVELOPPE TIMBRÉE

Les demandes seront traitées dans l'ordre d'arrivée
et dans le limite des places disponibles.
Bulletin à renvoyer au moins deux semaines avant la date
de la représentation choisie à :
COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION 8P 266
75021 PARIS CEDEX 01

Souvenirs, souvenirs

Quand j'étais enfant, je fabri-
quais des cinémas avec des
boîtes à chaussures. Je soignais
particulièrement les balcons
(difficiles à fixer aux murs de
carton) et j'avais bien des mal-
heurs avec les rideaux, dont les
drapés trop légers ne tombaient
jamais comme ceux de leurs
modèles. Faut-il pouvoir les
reproduire fidèlement, je rêvais
au rideau « à la vénitienne » de
l'Avenue, rue du Colisée, ou à
celui « à la française » de
l'Auber-Palace, sur les grands
boulevards. J'ai même essayé
de construire un cinéma en
tous points semblable à
l'Empire, avenue de Wagram,
en n'oubliant pas le bureau de
location, à droite dans le hall.

Aujourd'hui, cette passion
serait impensable. Je ne me
vois pas emplier des boîtes pour
créer un « complexe multi-
salles ». Il y a longtemps que le
sompheux Marignan, « Théâtre
Adrien Remaugé », a été coupé
en huit : le deuxième balcon
comptait à lui seul trois salles,
dont nous admirions pour un
peu l'étendue. Le regain de
succès qu'a connu le Kinopan-
orama dans les années 70 est un
signe des temps. Cernés, un
esquimeau à la main, par le
désert de Lawrence d'Arabie,
nous étions de nouveau par-
cours par le frisson de l'aven-
ture. Le théâtre était recon-
struit, l'usine à rêves retrouvait
une succursale digne d'elle. Je
me revoyais, quinze ans plus
jeune, courant, pour ne pas
manquer les actualités, le long
des couloirs à moquette rouge,
suivi des yeux par les portraits
Harcourt d'Edwige Fenech et
d'Eddie Constantine. C'était au
Nouveau Demours, du au
Métropole.

Le Demours était tout blanc
et or, avec un bar, un fumoir, un
écran immense. C'était une
salle Belle Époque rafraîchie
dans les années 30, plus spé-
ciale, plus imposante que les
autres théâtres de quartier
reconvertis. On s'y retrouvait,
on s'y saluait de loin. À l'épo-
que, Eddie Mitchell n'était
qu'une « chaussette noire »...

Je n'ai pas connu le temps
des attractions, de l'orchestre
symphonique qui montait des
dessins du Paramount, de
l'orgue du Gaumont Palace. J'ai
vu dix fois la Féroce des eaux au
Rex, seul survivant des fastes
d'antan. Mais, même là, on
oublie aujourd'hui d'allumer le
ciel nocturne qui projetait les
stars dans les étoiles.

FRANÇOIS LAFON,
critique lyrique
au « Monde de la musique ».

THÉÂTRE DES DÉCHARGES ORAGES D'ACIER

Du rire aux larmes citoyens
COMPAGNIE D'ARLEQUIN
du 18 novembre au 7 décembre
Tél. : 42-36-80-82

SOTHEBY'S FOUNDED 1744

St. Moritz

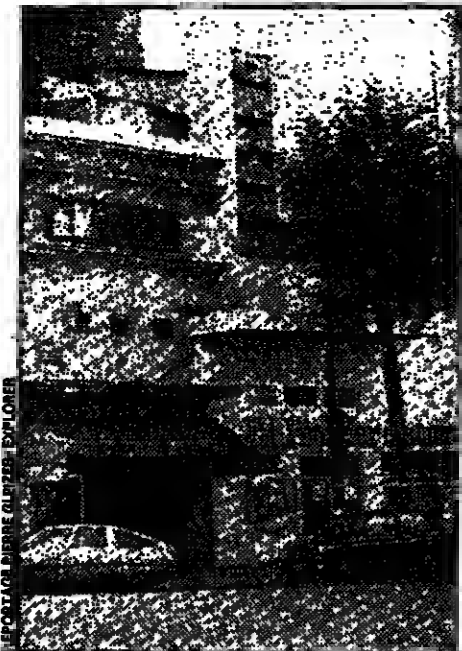
prépare sa prochaine
vente de
Février 1987
BIJOUX



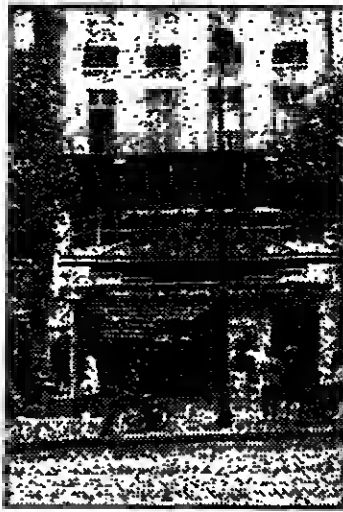
Broche en diamants
vendue à Saint-Moritz le 22 février 1986 :
77.000 Francs Suisses (soit 283.000 FF)

Les personnes désireuses de soumettre des bijoux en vue de ces ventes
pourront rencontrer nos spécialistes, sur rendez-vous à
Monaco, jeudi 4 et vendredi 5 décembre
Paris, du lundi 8 au jeudi 11 décembre

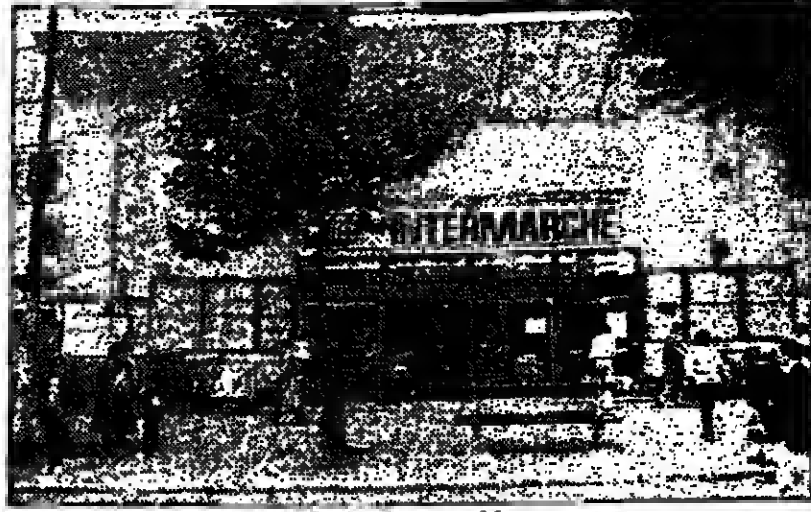
Notre spécialiste en orfèvrerie sera également présent à Paris le 5 décembre.
Veuillez contacter :
Sotheby's Paris, 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.06.40.60
Sotheby's Monaco, Sporting d'Hiver,
Place du Casino, Monte-Carlo (Monaco). Tél. : 93.30.88.00
Sotheby's Genève, 24, rue de la Cité, Genève. Tél. : (22) 21.33.77



Ornano-Ed.



Boumich-Crecks.



Séverine-Intermarché.

Dis-moi à quoi ressemble ta salle
de cinéma, je te dirai qui tu es...
Ouvert aux grandes ivresses parta-
gées quand les Demours, les Gau-
mont Palace, voisinaient sur les
artères de la capitale avec les

music-halls de la grande époque.
Pressé, fonctionnel, friand de plai-
sirs subtils consommés en petit
comité lorsque, tandis que triom-
phait la télé, se morcelaient en
multisalles, et se transformaient en
hypermarchés, les grands théâtres

Paris perd ses cinémas

PARIS, capitale française du
septième art ? Les chiffres
parlent en effet : les quel-
ques cinq cents salles réparties
dans les vingt arrondissements –
soit 10 % du parc national – réali-
sent le quart des recettes totales
de l'exploitation. Mais à Paris
comme partout on va de moins en
moins au cinéma : 41 millions de
spectateurs en 1984, pas même 38
en 1985, pour une recette rama-
née dans la même période de
918 millions à 895 millions de
francs. Au lendemain de la
guerre, 400 millions de Français
fréquentaient les salles obscures,
seulement 172 millions l'année
dernière. En 1990, le chiffre
devrait tomber à 138 millions.
D'ici là, mille salles sur les cinq
mille que compte le parc national
seront disparues.

Pendant les seuls vingt-quatre
mois écoulés, une trentaine
d'écrans (ce qui représente
environ vingt cinémas) se sont
définitivement abîmés : le
Paramount-Gobelins, le Cluny-
Ecole, l'UGC-Opéra, l'Athénée,
le Studio Alpha, le Paris de Marcel
Dassault appartiennent désormais
à l'histoire.

L'épidémie se propage, quelle
que soit la programmation. La
société Parafrance abandonne
l'exploitation. Le Marivaux, le
Porte d'Orléans et le Mercury, ses
trois dernières salles d'exclusivité,
sont en vente. Sur les Champs-
Élysées, la direction d'UGC a
lâché le Marbeuf. Dans le cin-
quième arrondissement, Pathé
s'est débarrassé de deux des cinq
salles du Quintette. Côté ouest,
les trois Murat, délaissés par la
clientèle du quartier, ont fermé
leurs portes.

Hécatombe ? On peut se le
demander. D'alarmantes rumeurs
courent encore sur quelques salles

d'exclusivité : le Gaumont-
Richehen des grands boulevards,
le Gaumont-Colisée et l'UGC des
Champs-Élysées. Dans le quator-
zième arrondissement, la situation
des Olympiques, classés « art et
essai », est toujours en suspens :
les cinémas de Frédéric Mit-
terrand sont en dépôt de bilan ; dans
l'attente d'un reprenneur fortuné,
la programmation a cessé. Place
Saint-Sulpice, le quinquagénaire
Barnaparte, lui aussi « art et
essai », traverse une période diffi-
cile, après avoir connu l'époque
des 6 000 à 7 000 entrées hebdo-
madaires. Pas plus de 1 000 à pré-
sent, et encore, les bonnes
semaines... Même les intellectuels
boudent les films d'auteur.

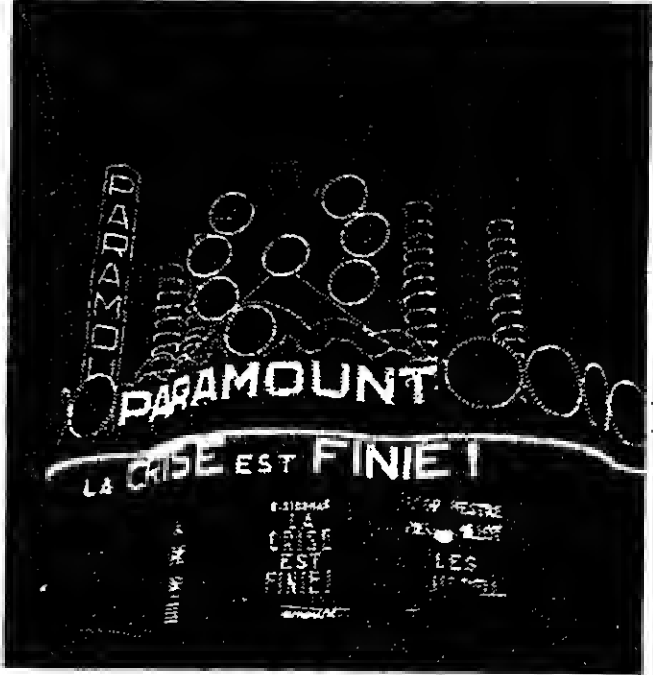
L'ère des cinémas de quartier
est terminée ; celle des quartiers
de cinéma se confirme. Quatre
points chauds, qui coïncident avec
des pôles de loisirs, attirent désor-
mais les trois quarts des specta-
teurs. Montparnasse enregistre les
scores les plus stables. Mais, par-
tout ailleurs, la chute du nombre
des entrées est très sensible.

Les cinéphiles – c'est un phé-
nomène d'époque – désertent de
plus en plus les grands boule-
vards. Sur les Champs-Élysées
également, les salles tradition-
nelles se dépeuplent. Quant au
quartier Latin (qui n'a plus d'étu-
diant que la réputation), il est
concurrencé par les Halles (der-
nier quartier branché), à la pro-
grammation similaire. « La
concentration est telle, explique
Jean-René Marchand, directeur
d'exploitation du Centre national
de la cinématographie (CNC),
qu'une salle excentrée par rap-
port à l'artère principale enregistre
un handicap. » Pour quelques
mètres de trop, le Réel-Balzac
enregistre de mauvais résultats et
l'UGC-Marbeuf ferme ses portes.
Que dire alors des salles situées
en dehors des quatre périmètres
cinéphiliques habituels ?

L'ennemi numéro un du cinéma
est-il, comme on le prétend sou-
vent,

ramment, la télévision ? « Dans
les années 50-60, au moment de
l'apport de la télé, on disait
déjà que le grand écran était
condamné ! », proteste Bernard
Vidal, vice-président de la Fédé-
ration nationale des cinémas fran-
çais (FNCF). C'est à cette épo-
que en effet que les exploitants
avaient dû renoncer aux grandes

salles. Le fractionnement en
multi-salles, qui avait entraîné
une hausse de la fréquentation,
avait alors sauvé le septième art,
pendant que la capacité moyenne
tombait de 450 à 300 fauteuils
(420 des quelque 500 écrans pari-
siens appartenant aujourd'hui à
des complexes).



Le Paramount Opéra en 1934.

« Les spectateurs fuient de plus en
plus les salles où les conditions
de vision s'apparentent trop à
celles de la télévision », poursuit
Jean-René Marchand. « Les
grandes salles montrent une
grande stabilité, voire une hausse
de fréquentation qui dénote bien
la nouvelle tendance du public à

sions économiques (BIPE) –
autour de 30 % pour chacun des
deux médias, la vidéo passant
pour sa part durant la même
période de 4 % à 20 % (1).

Autre facteur non négligeable.
« Les spectateurs fuient de plus en
plus les salles où les conditions
de vision s'apparentent trop à
celles de la télévision », poursuit
Jean-René Marchand. « Les
grandes salles montrent une
grande stabilité, voire une hausse
de fréquentation qui dénote bien
la nouvelle tendance du public à

rechercher le spectacle de l'image
et du son », constate le Film fran-
çais, hebdomadaire spécia-
lisé (2). Confort, écrans géants,
dolby, sont en priorité recherchés.
Avec ses 2 800 places, le Grand
Rex, qui a pourtant failli mourir à
plusieurs reprises, a fait, en 1985,
près de 13 000 entrées hebdoma-
daires. Pourtant situé dans le
quinzième arrondissement, le
Kinopanorama (630 fauteuils)
voit lui aussi sa fréquentation aug-
menter : de 7 400 à 8 000.

L'avenir serait-il donc aux
grandes salles uniques ? « Turpe à
la crème ! » s'exclame Bernard
Vidal. Les complexes, avec des
salles de capacités différentes,
permettent de faire tourner un
film d'une salle à une autre, en
fonction de l'évolution de son
succès. « Cet aspect de la politi-
que commerciale des exploitants
est en effet primordial, puisque
les films réalisent 50 % à 75 % de
leurs recettes les dix ou quinze
premiers jours après leur sortie.
Le nouveau complexe Horizon,
ouvert en septembre dernier dans
le Forum des Halles, pourrait-il
être l'illustration du cinéma ver-
sion 1990 ? Son initiateur, Jean-
Pierre Lemoine, qui exploite déjà
une vingtaine de salles parisiennes
(dont le George-V et le Forum
Araucari), a voulu recréer la
dimension spectacle souvent
négligée. Dans un quartier « por-
teur », six salles confortables,
d'une capacité de 600 à 1 000 fau-
teuils, ont ainsi vu le jour : équi-
pées du son dolby et d'écrans
géants... »

« Il y aura globalement peu de
nouvelles salles dans les années à
venir », se bornent à déclarer les
responsables du CNC. Beaucoup
plus pessimistes, les experts du
BIPE tablent sur une chute conti-
nue de la fréquentation.

ANNICK COLONNA-CÉSARI.

- (1) Le reste étant formé des droits
de diffusion des films à l'étranger.
- (2) Palmarès 1985 des salles pari-
siennes.

GALERIE DE LA PRÉSIDENTE
90, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS. Tél. : 42-65-49-60

MICHEL DE GALLARD
« L'autre Paris »
13 novembre-13 décembre

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01

"VISAGES"
LEONOR FINI

MAISON DU DANEMARK
142, CHAMPS-ÉLYSÉES - M^e ÉTOILE
L'UNIVERS BLEU DE
HANS HENRIK LERFELDT
tous les jours de 13 à 19 heures. Dimanche et fêtes de 15 à 19 h.
Jusqu'au 14 décembre - Entrée libre

GALERIE HEROUET
54, rue Vieille-du-Temple
Le Marais. Tél. : 42-78-62-60

HIRI
la femme
35 peintures et dessins
du 1^{er} au 15 décembre 1986
T. les jrs de 10 h 30 à 19 heures

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau, 75008 Paris
Tél. : (1) 45-63-28-85/37-14

A. BEAUDIN
47 peintures
13 novembre - 20 décembre
Tous les jours sauf dimanche et lundi

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE

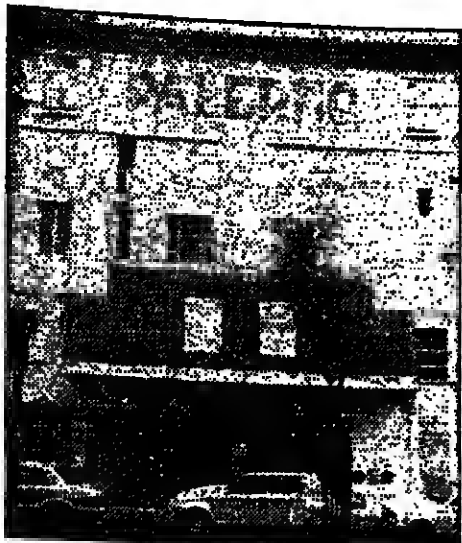
PANACHE

NOUVELLE
REVUE

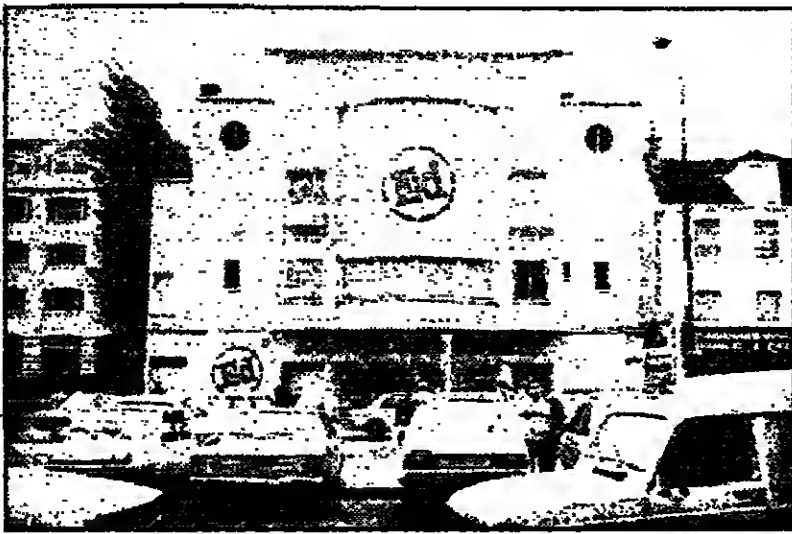
LIDO

20 h. Dîner dansant
Champagne et Revue 485 F
22 h 15 et 0 h 30
Champagne et Revue 330 F
SERVICE COMPRIS

116 bis, CHAMPS-ÉLYSÉES - 1. 45.62.71.61 ET AGENCES



Le Crinolo.



Palermo - Centre Européen de Paris.



Ney-Drog Shop.

du septième art. Bientôt un magnétoscope par cinéophile : l'évolution serait-elle irréversible ?

Les salles de cinéma parisiennes - baromètres de ce qui se passe partout dans l'Hexagone - disparaissent une à une, en effet. On ne

compte plus les écrans obscurcis : nous en dressons l'inventaire ici. Mais pour tant de dernières séances, quelques naissances sont en vue. Le goût du cinéma-spectacle étant revenu, quelques palais sont pour lui en train de s'édifier. Et la boucle, peut-être, de se boucler.

Gaumont Palace

La plus grande salle d'Europe

« Aujourd'hui, avoue l'actuel président de Gaumont, Nicolas Seydoux, nous aimerions ouvrir le Gaumont Palace. » Hélas, cette salle fut démantelée en 1972 par ses prédécesseurs, peu perspicaces.

Il était fabuleux, familial, folklorique presque, tant il représentait l'aboutissement de toute une conception du spectacle cinématographique qui a connu son chant du cygne à l'avenement de la télévision. Qui n'a pas vu, les vendredis et les samedis soirs, la foule déferler de la place Clichy pour se lancer à la conquête de ses six mille fauteuils, n'a pas connu l'extraordinaire euphorie d'une salle pleine à ras bord où va se donner, pendant près de trois heures, un programme « complet », comme on en commande au petit déjeuner.

La séance débute, bien sûr, avec les actualités Gaumont, qui durent une bonne dizaine de minutes, avant un ou deux documentaires. Vient ensuite les attractions : grand orchestre, numéros de music-hall durant près de trois quarts d'heure, dont on demande qu'ils soient visibles de partout, un peu comme au Paladium de Londres. Tommy Desseigne à l'époque fait la liaison, sans aller, comme cela se fait de l'autre côté de la Manche, jusqu'à inviter le public à reprendre en chœur les couplets qui s'inscrivent sur l'écran. Le grand film se prolonge souvent jusqu'à minuit.

La programmation, au lendemain de la guerre, se veut très classique, très cinéma français de qualité, à l'exception de quelques films spectaculaires américains. Ainsi, mais c'est le cas limite, Jean-Pierre Melville réussit à faire accepter, en 1948, *le Silence de la mer*, d'après Vercors. Mais, coup de foudre, voici en 1953 *Si Versailles m'était conté*, de Sacha Guitry, avec une distribution prestigieuse, et Claudette Colbert qui parle pour la première fois à l'écran dans sa langue maternelle.

La première semaine, *Versailles* atteint le chiffre fabuleux de soixante mille spectateurs. On accueillera au total, dans cette seule salle, et pour ce seul film, plus de cinq cent mille personnes. En 1959, *Salomon et la reine de Saba*, de King Vidor, totalise encore quarante mille entrées en une semaine.

sins français sont encore tout proches.

En 1930, pour s'adapter à l'arrivée du parlant, le Gaumont Palace est renoué, il devient, dans la description très exacte qu'en donne l'ouvrage cité, « la proue d'un navire lumineux, doté d'un hall en marbre, d'escaliers solennels qui mènent à une salle de

Peu de chance que nous retrouvions de sitôt des monuments comme le Gaumont Palace, auquel François Truffaut, lui aussi un enfant du quartier, avait rendu hommage dans *les quatre cents coups*. En l'accompagnant à sa dernière demeure, il y a deux ans, au cimetière Montmartre, nous longeâmes, juste avant le

Le Max Linder réouvrira en septembre 1987, après trois ans de fermeture, avec écran panoramique et son Dolby.

MITOYENNE du Théâtre des Nouveautés, la façade du Max Linder ne paye pas de mine. A l'intérieur, on ne s'attend pas à découvrir une salle de cette ampleur. Fermé depuis un peu plus de deux ans, le cinéma du boulevard Poissonnière a rouvert ses portes pour un soir le dimanche 30 novembre. Changement de direction et fermeture avant travaux : on démolit. Mais, pour une fois, il n'y aura pas de fast-food en lieu et place, mais une nouvelle salle, plus grande, avec un écran panoramique de mur à mur et du sol au plafond (18 mètres sur 10), le son Dolby stéréo. Sept cents places au total.

Le style des années 50

Ça valait bien une fête avec des esquimaux, un orgue de cinéma et plus de mille personnes, professionnels (Roman Polanski, Myriem Roussel, Zabou, ...) ou anonymes, pour boire et chanter à la santé de Max Linder en la présence de sa fille Maud. On a retrouvé sur l'écran le grand comique français avec *Sept ans de malheur*, puis on a découvert l'univers merveilleux et fantaisiste de Pee-wee Herman dans un film inédit en France : *Pee-wee's Big Adventure* (1).

L'histoire du Max Linder commence au début du dix-neuvième siècle : il s'appelle alors Théâtre des Nouveautés, et il est démoli en plein succès, lorsque Haussmann fait percer la rue des Italiens, où siège le *Monde*. En 1911, on le reconstruit à l'italienne, au 24, boulevard Poissonnière ; puis Max Linder le divise en deux au début des années 20, pour créer la salle de cinéma qu'il exploite pendant deux ans avant de mourir.

Racheté par les frères Siritzky, le Max Linder trouve en 1954 son apparence actuelle, sous la signa-

ture de l'architecte Peynet, qui redessine, dans les années 50, la plupart des grandes salles parisiennes. Dans le pur style de l'époque, fauteuils en skaï gris et rouge, escaliers en volute, il est conçu comme un théâtre, avec un plateau équipé (qui fonctionne encore), une fosse d'orchestre, des loges. Lorsque Parafrance fait faillite, il y a environ deux ans, la société est rachetée pour un franc symbolique par des Américains, qui s'engagent à combler le passif en trois ans. Le Max Linder est à vendre.

Dominique Erenfrid, Brigitte Aknin, Vincent Melilli et Jean-Jacques Zilbermann sont clients. Ils s'associent à des firmes de production et de distribution françaises. Agés de trente ans en moyenne, ils exploitent depuis six ans l'Escorial Panorama, sur le boulevard de Port-Royal, auquel ils ont donné un style et un esprit à force de fouiner, d'organiser des festivals et des nuits spéciales. Cette manière de personnaliser une salle, ils entendent l'appliquer rive droite en mettant à l'affiche du Max Linder des films d'auteur à grand spectacle, des scopes en 70 mm et en version originale : des événements, des films-culte. « Nous tenons, disent-ils, à conserver la tradition du théâtre cinématographique tel que le concevait Max Linder dans les années 20. Mais nous l'adaptions aux années 80. »

Ainsi, les spectateurs disposeront de fauteuils installés dans le grand hall, avec un bar, des écrans vidéo, une fontaine cathodique qui, par un système de miroirs et de réverbération, projetera des images dans l'espace. Première séance : septembre 1987.

ALAIN WAIS.

(1) Sorti il y a deux ans aux Etats-Unis, Pee-wee Herman fait l'objet d'un culte. On porte ses badges, on va voir son film à la manière du *Rocky Horror Picture Show*, en connaissant les dialogues par cœur et en les scandant. Dans la tradition des grands comiques du muet, Pee-wee renouvelle le genre avec un talent et une personnalité comme il n'en était pas apparu depuis.



En 1911.

Créé dans sa forme cinéma en 1911, à l'initiative de Léon Gaumont, le père fondateur, le premier Gaumont Palace s'était installé dans les murs de l'ancien hippodrome. L'historien Jean Mitry a évoqué, dans un ouvrage collectif qui vient d'être publié (1), sa première visite, à Pâques 1913, dans cette salle d'autant plus impressionnante que les nickelodéons (2) ou leurs con-

près de six mille places, dont le confort a été considérablement amélioré. On ne trouve plus désormais que dans certaines villes du tiers-monde, ou dans l'ancien Radio City Music Hall de New-York, créé vers la même époque et devenu une sorte de musée, cette folie des grandeurs. Le Rex, dernier du genre en France (il ouvre en 1933), ne reçoit à chaque séance qu'un peu plus de trois mille spectateurs.

cimetière, le complexe anonyme qui a supplanté le géant d'autrefois. Nous entrons deux fois le cinéma.

LOUIS MARCORELLES.

(1) Gaumont, quatre-vingt-dix ans de cinéma, collectif, 222 pages illustrées, coédité Ramsay-la Cinéma-thèque française, 390 francs.

(2) Nom américain des petites salles de quartier.

LE CENTRE RÉUNIONNAIS D'ACTION CULTURELLE RECRUTE : UN DIRECTEUR ARTISTIQUE

Contrat de trois ans.

Les candidatures avec curriculum vitae devront parvenir à :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU C.R.A.C.

Champ-Fleuril R. P. 1025
97438 Saint-Denis (Réunion)
Avant le 10 décembre 1986

MUSIQUE THEATRE HALLE

les 9, 10, 11, 12 dec. à 20h30

«ELECTRE»

tragédie lyrique, présentée par le Théâtre du Jarry

Mise en scène : Farid PAYA

Salle Boris Vian de la grande halle

211 av. Jean Jaurès 97400 St-Denis de la Réunion

Loc 42 49 77 22 • FNAC

CHAI LOT THEATRE NATIONAL

L'ECHANGE

Paul Claudel • Antoine Vitez

Grand Théâtre 47.27.81.15

Du 6 novembre au 24 décembre à 20h30

Le 25 décembre à 17h. Dimanche à 15h

Relâche dimanche soir et lundi

MC93 BOUBIGNY

Mr Pablo Picasso

9/14 DEC.

48.31.11.45

4 FNAC

REGINE CHOPINOT

A La Rochelle,

il n'y a pas que des pucelles

Chorégraphie :

REGINE CHOPINOT

Costumes : JEAN-PAUL GAULTIER

Théâtre de la Bastille 43 57 42 14

la mouette

du 2 au 31 décembre 86

d'Anton Tchekhov

par le CHAPEAU ROUGE

THEATRE EUROPE

DU 9 AU 14 DECEMBRE

D. JOÃO

DOMJUAN

MOLIERE

TEATRO NACIONAL D. MARIA II LISBOA

Mise en scène : JEAN-MARIE VILLÉGIÉ

Décor et costumes : PATRICE CAUCHETIER

ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.35.70.32

سكنا من الامل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

REINHARD MÜCHER, GILBERTO ZORIO, Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 décembre.

HANS POELZIG (1869-1936), CCI (centre d'information). Jusqu'au 5 janvier 1989.

ALBERTO GIACOMETTI, retour à la sculpture. 1933-77. Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.

ABECEDAIRES, Galerie de la RPI. Jusqu'au 19 janvier.

L'EAU EN FORMES, VITTEL DESIGN 86 (Amman, Burrows, Cook, Pucci, Ragot, Sile, Starch). CCI. Jusqu'au 8 décembre.

FEST ET GESTES, présentation d'illustrations sur le thème de « merveilleux ». Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 15 décembre.

Musées

BOUCHER, Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1989.

ESTAVE, Grand Palais. Galeries nationales (42-56-09-24). (Voir ci-dessus). Jusqu'au 12 janvier.

LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SIÈCLE DES LUMIÈRES, Galeries nationales du Grand Palais (Entrée : avenue Winston Churchill) (42-61-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; le samedi 10 F. Jusqu'au 9 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi, 12 h à 12 h 15. Jusqu'au 25 mai.

49 SALON DES RÉALITÉS NOUVELLES, Grand Palais. (Voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; le samedi 10 F. Jusqu'au 30 novembre.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914, Grand Palais républicains à Paris. Petit Palais, Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO, Musée du Louvre. Salles du pavillon de Flore (entrée porte Janvier) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

MASQUES ET SCULPTURES D'ARTISTES 1920-1986, Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

MAQUETTES ET SCULPTURES D'ARTISTES 1920-1986, Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

BRUCE NAUMAN, WOLFGANG LAIB, ARC, Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 novembre.

JOHN FRANKLIN KOENIG, l'histoire de l'art. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 novembre.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ, exposition de la statue. 11 février. HENRI LE SEQ : PHOTOGRAPHIE DE 1890 à 1980. 12 janvier. LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Le mercredi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 26 avril. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-73-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F.

BRUCE NAUMAN, WOLFGANG LAIB, ARC, Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 novembre.

JOHN FRANKLIN KOENIG, l'histoire de l'art. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 novembre.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ, exposition de la statue. 11 février. HENRI LE SEQ : PHOTOGRAPHIE DE 1890 à 1980. 12 janvier. LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Le mercredi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 26 avril. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-73-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F.

GIANNI VERSACE : Dialogues de mode. Des photographies autour d'une création. WILLY MAYWALD et LA MODE. Jusqu'au 4 janvier. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-70-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

50 ANS D'ART CHEZ NICOLAS ARFÈRE et tchèque. Jusqu'au 15 décembre. ERVING PENN : Théâtre des Réalités. Jusqu'au 9 décembre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (42-32-53-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 30.

LES ORS HELLÉNISTIQUES DE TARENTE, Musée Jacquemart-André, 198, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h.

LA VOIE ROYALE, 5000 ans d'art au Royaume de Jordanie. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F ; le samedi 15 F. Jusqu'au 25 janvier.

HOMMAGE AUX FONDATEURS et 200 estampes d'artistes contemporains. Jusqu'au 19 décembre ; DU CINQUANTENAIRE (de la société des peintres graveurs indépendants). LE TRAIT. Bibliothèque nationale, Galerie Mazarin, 58, rue Richelieu (42-01-51-56).

SHISEIDO. BEAUTÉ ET PUBLICITÉ 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 11 décembre.

PARIS-TOKYO-BEGRAM, Hommage à Joseph Beuys (1921-1986). Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 11 décembre.

JEAN HITTORF, architecte. Jusqu'au 4 janvier. PARIS DES ANNÉES FOLLES. Jusqu'au 4 janvier. Musée Carnavales, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

RENTZEN-TEYSSSEN, De Breughel à Géricault. Musée d'Art moderne, 2, rue Louis-Bouilly (42-34-97-02). Jusqu'au 28 décembre. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 28 décembre.

ALPHABETS, Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (42-55-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

LES ANNÉES PLASTIQUES, Jusqu'au 4 janvier 1989. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (42-76-70-00).

LE CON DE CHARCOT - VOYAGE DANS UNE TOUTE. Hôtel de Miramon, 47, rue de la Tournelle (42-77-11-23). Sauf mardi, mercredi et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

SUR L'EAU, SOUS L'EAU, Installation et sculpture dans la Merline 1688-1738. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier.

ATOUR DU FAUTOUR DE LA REINE INOCHERIE, Musée national des monuments français. Palais de Chaillot (salle gauche), place du Trocadéro (42-77-35-74). Jusqu'au 4 janvier. Entrée : 15 F.

CRÈCHES ET TRADITIONS DE NOËL, Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma.

Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 11 F (9 F le dimanche, l'exposition soutenu). Jusqu'au 16 février.

MÉTIER D'ART FRANÇAIS CONTEMPORAIN. Hôel de la Mémorie, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 décembre.

GEN PAUL, Rétrospective (1895-1976). Musée de Montmartre, 12, 14, rue Corrot (46-06-61-11). Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LA PEINTURE À L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS AU XIX^e SIÈCLE, LES CONCOURS D'ESQUISSES PEINTES 1816-1863. Jusqu'au 14 décembre. École nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; LES CONCOURS DES PRIX DE ROMÉ 1777-1863. 11, quai Malaquais. Jusqu'au 14 décembre.

LA VOIE DES ANCIÈRES, Musée Dapper, 30, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf le dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

BEAU COMME UN CAMION - JOUETS DES ENFANTS DU GÉNE ET DU CONGO, Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Denonville (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

AUGUST SANDER, Autoportrait de l'Allemagne. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuten (42-33-82-50). Jusqu'au 25 janvier.

MAN RAY CINÉASTE, Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New-York (42-73-38-88). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h 30 ; le vendredi de 12 h à 22 h. Jusqu'au 14 décembre.

MOBILIER MINIATURE-OBJETS DE MAÎTRISE XV-XIX^e, Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Jusqu'au 1^{er} mars.

KARAKOV, Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Bergey (45-63-00-53). Jusqu'au 11 janvier.

ED VAN DER ELZEN, Jusqu'au 21 décembre. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Sauf le lundi, de 13 h à 19 h.

JOSEF FRANK, Textiles et meubles ; DAVID, Photographie, 3, rue de la Harpe (42-33-82-50). Jusqu'au 24 décembre ; LES VISAGES DE STERNBERG. Jusqu'au 17 décembre. Centre culturel médiéval, 11, rue Payenne (42-71-82-20).

DIANE ARBUS, Photographies. American Center, 261, bd Raspail (43-35-21-50). Jusqu'au 17 décembre.

BERLIN - PAYSAGES URBAINS, Photographies de 2 artistes berlinois (45-00-01-50). Sauf samedi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 19 décembre.

SURFACES SENSIBLES : 15 ARTISTES DE LA SALTÉRIE, Chapelle de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital, Paris 13^e. Jusqu'au 7 décembre.

LE PÉROU DE MARTIN CHAMBLÉ, Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile. Jusqu'au 6 décembre.

ALBERTO GIACOMETTI, vu par les photographes. Centre culturel suisse, Salle des Artistes, 38, rue de France-Boulogne (42-71-82-20). Du mardi au samedi, de 14 h à 19 h. Sauf dimanche de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier.

LA VOIE DES ANCIÈRES, En hommage à Claude Lévêque. Musée Dapper, 30, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

FOLIES EN ÎLE-DE-FRANCE, Triomphe de Bagatelle, bois du Bonlieu, Neuilly, Paris (16^e). Jusqu'au 31 décembre.

LA LIBERTÉ N'EST PAS UNE STATUE, Centre culturel du Musée, 28, boulevard Raspail (45-49-16-26). Du 4 décembre au 24 janvier.

LES MOUVEMENTS D'ART DANS LES MÉTROPOLES, 40 artistes de 20 à 30 ans. Maison des Amateurs, 110, rue des Amateurs (43-66-42-17). Jusqu'au 30 décembre.

CONTES ET LÉGENDES DU BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS, Espace Vendôme, 9, place Vendôme. Jusqu'au 31 décembre.

PASCAL HOUDART, Photographies sur des photographes. Espace Kios, 10, rue de la Vierge (43-73-50-25). Jusqu'au 15 décembre.

MATRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES, Galerie Daniel Malingue, 26, avenue Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 20 décembre.

DIX ANS DE PEINTURE 1945-1955, Galerie Natalie Seroussi, 34, rue de Seine (46-34-05-84). Jusqu'au 15 décembre.

CLASSICISME ET RÉALISMES AU PRÉSENT, Galerie Blondel II, 50, rue du Temple (42-71-85-86). Jusqu'au 15 janvier.

ZOO - LE BESTIAIRE DES SCULPTURES, Arcueil, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 3 janvier.

DES PHOTOGRAPHES ET LE CARDIGAN PRESSION, Galerie du Jour Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-00). Jusqu'au 6 décembre.

LA PHOTOGRAPHIE EN TANT QUE CONSTAT D'ACTION, Galerie J. et J. Douvry, 57, rue de la Roquette (42-40-10-04). Jusqu'au 3 décembre.

PING PONG et autres rebonds. ALAIN FLEISCHER, Galerie Claire Burras, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 12 décembre.

LES SOURCES JAPONAISES DE L'ART OCCIDENTAL, Galerie Janette Olier, 26, place des Vosges (48-87-28-57). Jusqu'au 28 février.

CLASSICISME ET RÉALISMES AU PRÉSENT, Galerie Blondel II, 50, rue du Temple (42-71-85-86). Jusqu'au 15 janvier.

LE « JEU » NE SAIT QUOI... ET LE PRÉSENT RIEN, Galerie Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 10 janvier.

57 MASQUES HIMALAYENS, Galerie Le Toit du Monde, 33, rue Berthe (42-23-76-43). Jusqu'au 30 janvier.

100 BRONZES ET DESSINS, Galerie Sculptures, 11, rue Visconti (46-34-13-75). Du 4 décembre au 24 janvier.

1936 CRÉATEURS et quelques autres... Galerie Nickel-Ordon, 5, rue

Casimir-Delavigne (46-34-28-40). Jusqu'au 17 janvier.

R.E. GILLET, M. POTAGE ; A. DE KERMOAL, Œuvres récentes sur papier. Galerie Thorigny, 9-11, rue de Thorigny (42-74-19-44). Jusqu'au 27 décembre.

BAECHERER : CANE ; DE PLAMA ; FAUCHEUR ; ZLOTYKA, Galerie Patras, 7, rue de Montlouis (43-56-23-82). Jusqu'au 20 décembre.

A. BEAUDIN, Peintures. Galerie L. Leiris, 47, rue de Monceau (45-63-28-55). Jusqu'au 20 décembre.

JEAN-CHARLES ELAIS, Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 20 décembre.

STÉPHANE BRACONNIER, Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazenod, jusqu'au 6 décembre.

VICTOR BURGIN, Office et night. Galerie Liliane et Michel Durand-Dossert, 3, rue des Hautefrères (42-77-63-60). Jusqu'au 20 décembre.

BUSSE, Peintures et dessins de 1981 à 1986. Galerie du Roi-de-Sicile, 20, rue du Roi-de-Sicile (40-27-07-27). Du 9 décembre au 24 janvier.

FERNANDO CANOVAR, Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 20 décembre.

PIERRE COLLIN, Galerie Lacordaire, 22, rue Sainte-Sainte-de-la-Brétonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 17 janvier.

HUBERT DE CHALVON, Saint-Loais. Galerie Gillespie-Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 6 décembre.

TIBOR KERNIS, Galerie Claude Bernard, 19, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 27 décembre.

MARINETTE CUECO, Œuvres d'œuvres. La Bibliothèque, 30, boulevard St-Etienne (42-77-12-33). Jusqu'au 13 décembre.

SAM FRANCIS, Œuvres sur toile et sur papier. Galerie Sam Francis, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 15 janvier.

GNOEL, Galerie Iry Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Du 27 novembre au 31 janvier.

CLAUDE GOZLAN, Galerie Salama, 3, rue de la Chapelle (42-78-28-28). Jusqu'au 12 décembre.

GUYNARD, Est rock clip. Galerie Bercey-Fugier, 27, rue de Charonne (42-07-07-79). Jusqu'au 19 décembre.

DAVID, Photographie, 3, rue de la Harpe (42-33-82-50). Jusqu'au 24 décembre ; LES VISAGES DE STERNBERG. Jusqu'au 17 décembre. Centre culturel médiéval, 11, rue Payenne (42-71-82-20).

DIANE ARBUS, Photographies. American Center, 261, bd Raspail (43-35-21-50). Jusqu'au 17 décembre.

BERLIN - PAYSAGES URBAINS, Photographies de 2 artistes berlinois (45-00-01-50). Sauf samedi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 19 décembre.

SURFACES SENSIBLES : 15 ARTISTES DE LA SALTÉRIE, Chapelle de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital, Paris 13^e. Jusqu'au 7 décembre.

LE PÉROU DE MARTIN CHAMBLÉ, Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile. Jusqu'au 6 décembre.

ALBERTO GIACOMETTI, vu par les photographes. Centre culturel suisse, Salle des Artistes, 38, rue de France-Boulogne (42-71-82-20). Du mardi au samedi, de 14 h à 19 h. Sauf dimanche de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier.

LA VOIE DES ANCIÈRES, En hommage à Claude Lévêque. Musée Dapper, 30, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

FOLIES EN ÎLE-DE-FRANCE, Triomphe de Bagatelle, bois du Bonlieu, Neuilly, Paris (16^e). Jusqu'au 31 décembre.

LA LIBERTÉ N'EST PAS UNE STATUE, Centre culturel du Musée, 28, boulevard Raspail (45-49-16-26). Du 4 décembre au 24 janvier.

LES MOUVEMENTS D'ART DANS LES MÉTROPOLES, 40 artistes de 20 à 30 ans. Maison des Amateurs, 110, rue des Amateurs (43-66-42-17). Jusqu'au 30 décembre.

CONTES ET LÉGENDES DU BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS, Espace Vendôme, 9, place Vendôme. Jusqu'au 31 décembre.

PASCAL HOUDART, Photographies sur des photographes. Espace Kios, 10, rue de la Vierge (43-73-50-25). Jusqu'au 15 décembre.

MATRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES, Galerie Daniel Malingue, 26, avenue Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 20 décembre.

DIX ANS DE PEINTURE 1945-1955, Galerie Natalie Seroussi, 34, rue de Seine (46-34-05-84). Jusqu'au 15 décembre.

CLASSICISME ET RÉALISMES AU PRÉSENT, Galerie Blondel II, 50, rue du Temple (42-71-85-86). Jusqu'au 15 janvier.

ZOO - LE BESTIAIRE DES SCULPTURES, Arcueil, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 3 janvier.

DES PHOTOGRAPHES ET LE CARDIGAN PRESSION, Galerie du Jour Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-00). Jusqu'au 6 décembre.

LA PHOTOGRAPHIE EN TANT QUE CONSTAT D'ACTION, Galerie J. et J. Douvry, 57, rue de la Roquette (42-40-10-04). Jusqu'au 3 décembre.

PING PONG et autres rebonds. ALAIN FLEISCHER, Galerie Claire Burras, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 12 décembre.

JEAN PUIFORCAT, 21, boulevard Haussmann. Jusqu'au 31 décembre.

BRUNO PULGA, Galerie Artel, 140, boulevard Haussmann (45-62-13-09). Jusqu'au 19 décembre.

RAFOLES-CASAMADA, Galerie Chivas, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 13 décembre.

ERIKHART RAUENSTRAUCH, Images spatiales. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 6 décembre.

HANS SEILER, Galerie Bellini, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 20 décembre.

KAZUO SHIRAGA, Peintures. Galerie Studio, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 5 décembre au 17 janvier.

PIERRE SOULAGES, Peintures de 1984 à 1986. Galerie de France, 52, rue de la Vierge (42-74-38-00). Jusqu'au 13 décembre.

JACQUES SULTAN, Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (45-08-58-63). Jusqu'au 31 décembre.

VLADIMIR SKODA, Galerie Montmay Delol, 31, rue Mazenod (43-54-85-30). Jusqu'au 6 décembre.

KAZUO SHIRAGA, Peintures. Galerie Studio, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 5 décembre au 17 janvier.

PIERRE SOULAGES, Peintures de 1984 à 1986. Galerie de France, 52, rue de la Vierge (42-74-38-00). Jusqu'au 13 décembre.

JACQUES SULTAN, Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (45-08-58-63). Jusqu'au 31 décembre.

VLADIMIR SKODA, Galerie Montmay Delol, 31, rue Mazenod (43-54-85-30). Jusqu'au 6 décembre.

KAZUO SHIRAGA, Peintures. Galerie Studio, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 5 décembre au 17 janvier.

PIERRE SOULAGES, Peintures de 1984 à 1986. Galerie de France, 52, rue de la Vierge (42-74-38-00). Jusqu'au 13 décembre.

JACQUES SULTAN, Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (45-08-58-63). Jusqu'au 31 décembre.

VLADIMIR SKODA, Galerie Montmay Delol, 31, rue Mazenod (43-54-85-30). Jusqu'au 6 décembre.

KAZUO SHIRAGA, Peintures. Galerie Studio, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 5 décembre au 17 janvier.

PIERRE SOULAGES, Peintures de 1984 à 1986. Galerie de France, 52, rue de la Vierge (42-74-38-00). Jusqu'au 13 décembre.

Ce serait ridicule
de ne pas pouvoir profiter
du premier réseau câblé
parisien.



Ca fait toujours plaisir de savoir que l'on ne s'est pas trompé. C'est le cas pour Schneider avec sa nouvelle gamme de téléviseurs Artron et ses magnétoscopes.

Aujourd'hui, nous en avons la preuve !

La nouvelle gamme de téléviseurs Artron de Schneider est conçue pour recevoir les 15 émissions du Réseau Câblé de Paris, et plus encore*. Ce n'est pas idiot de l'avoir prévu !

***Téléviseurs et magnétoscopes aux normes CCETT**

Et votre magnétoscope, y avez-vous pensé ? Associés à votre téléviseur, les magnétoscopes Schneider sont équipés pour enregistrer 35 programmes même sur réseaux câblés.* Ils sont aussi parmi les seuls à pouvoir enregistrer Canal + tout en regardant une autre chaîne. Ceci automatiquement, sans cordon ni boîtiers spéciaux.

Cela fait de belles nuits blanches en perspective.
Des nuits très parisiennes.

SCHNEIDER

فكر في الحل

Lettres

Les prix littéraires

INTERALLIÉ : Philippe Labro pour « l'Étudiant étranger »

Dernier prix littéraire de l'automne, le prix Interallié a été décerné, le mardi 2 décembre à Paris, à Philippe Labro pour *l'Étudiant étranger* (Gallimard) (Nos dernières éditions du 3 décembre).

Philippe Labro est bien connu du grand public. La cinquantaine, il incarne la réussite parfaite d'une carrière multi-médias.

Il dirige les programmes de RTL, après avoir été successivement reporter à Europe 1 (1956), *France-Soir* (1958), en Algérie durant la guerre, puis de nouveau à *France-Soir* (enquête sur l'assassinat de Kennedy). A la télévision, il a collaboré à « Cinq colonnes à la Une », à « Caméra 111 », au *Journal d'Antenne 2* (1981).

Très tôt, il a partagé son temps avec le cinéma. Il a réalisé sept films, influencés par les grands thrillers américains : *Tout peut arriver* (1969), *Sans mobile apparent* (1971), *l'Héritier* (1973), *le Hasard et la Violence* (1974), *l'Alpiniste* (1976), *la Crime* (1983), *Rive droite, rive gauche* (1985).

Il a également publié plusieurs essais : *Une vie d'Al Capone* (1959), *Ce n'est qu'un début* (sur Mai 1968), *Je suis un Américain* (entretiens avec Pierre Salinger, 1975) — ainsi que deux romans (chez Gallimard) : *Des feux mal éteints* (sur la guerre d'Algérie, 1967), *Des bateaux dans la nuit* (sur le grand reportage, 1982).

Dans *l'Étudiant étranger*, Philippe Labro évoque la partie de sa vie qui l'a le plus fortement marqué, à la sortie du lycée Janson-de-Sailly, entre dix-huit et vingt ans : son séjour aux États-Unis, comme étudiant en journalisme dans un campus de Virginie puis comme bûcheron dans le Colorado.

Le narrateur est ébloui par l'efficacité joyeuse des universités d'outre-Atlantique, mais il découvre aussi, à la faveur d'amours contrariées, le racisme du Sud et les névroses dont se paient le conformisme et le dynamisme des Américains.

Dans son feuilleton du *Monde* du 30 octobre 1986, Bertrand Poirot-Delpech a trouvé à *l'Étudiant étranger* des « fraîcheurs de premier roman » et un très fidèle « parfum d'époque ».

Les autres lauréats

Le Prix Chateaubriand 1986 a été décerné, le mardi 2 décembre, au premier tour et à l'unanimité à Jean Raspail, qui vient de retracer, l'agonie d'un peuple oublié, les Alsaciens de la Terre-de-Feu dans son roman *Qui se souvient des hommes* (Robert Laffont).

Eric Neuhoff a été couronné, le lundi 1^{er} décembre par Kieffer Haddad. Doté de 100 000 F par la fondation Mumm, ce prix est décerné chaque année depuis 1980. Le

même jury a, par ailleurs, choisi les lauréats de deux nouvelles bourses Mumm (10 000 F) : Patrick Chamoiseau pour *Chronique des sept misères* (Gallimard) et Alexandre Jardin pour *Bulle en tête* (Gallimard).

Le quarantième Prix de littérature policière du Quai des Orfèvres a été décerné, le 1^{er} décembre, à Nicole Buffetaut pour son roman *le Mystère des petits Invoirs* (Fayard).

loterie nationale **SUSPENSE**

TRANCHE (N°206) DU

TIRAGE DU MARDI 2 DÉCEMBRE 1986

LE NUMÉRO **347828** GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR **549** GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale **SUSPENSE**

TRANCHE (N°206) DU

TIRAGE DU MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1986

LE NUMÉRO **235361** GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR **042** GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

du 17 novembre au 17 décembre
le mois de la 309
chez NEUBAUER

REPRISE
DE VOTRE VOITURE
7000 F au moins
pour tout achat d'une 309
neuve ou de direction

• vignette gratuite
• financement personnalisé exceptionnel

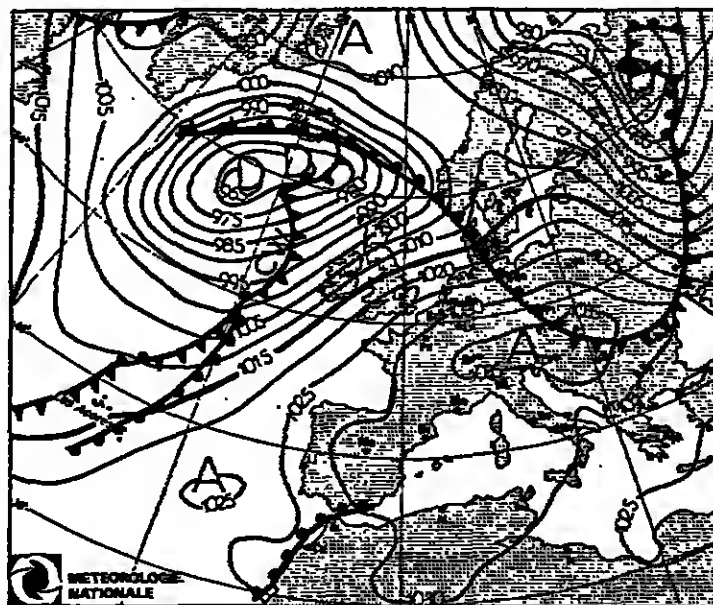
NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

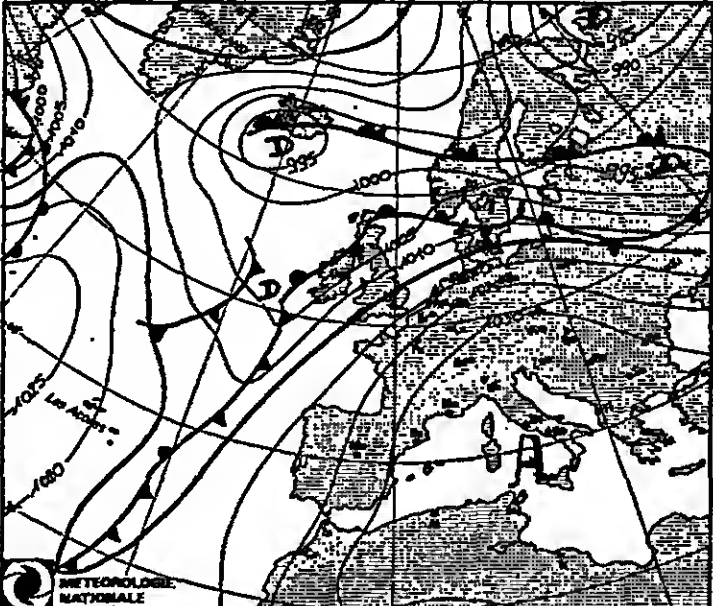
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 DÉCEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 3 décembre à 0 heure et le jeudi 4 décembre à 24 heures.

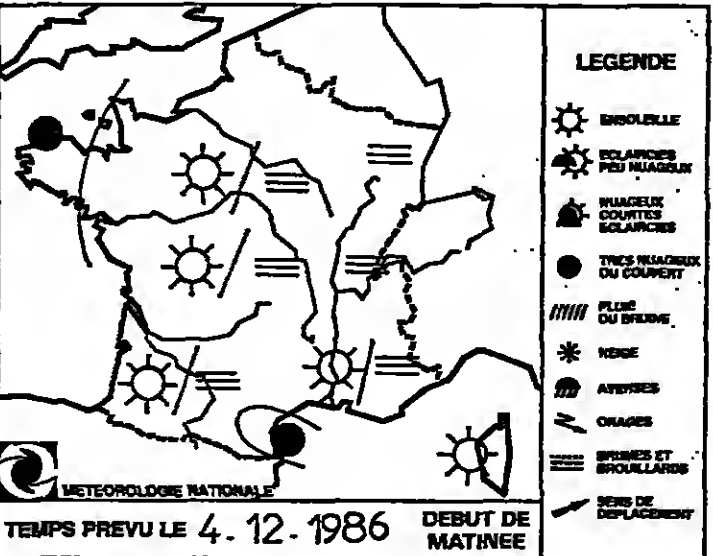
Les brèves pressions vont persister et maintiendront un temps sec sur le pays. D'autre part, les vents s'orienteront au sud d'où une légère hausse des températures.

Jeudi, de la Bretagne au Cotentin, le ciel sera nuageux et il fera doux, 8 à 12 degrés le matin, 12 degrés l'après-midi. Les vents de sud-ouest souffleront assez fort près des côtes.

Près du golfe de Lion, les vents de sud-est seront modérés et adouciront de

l'air humide, d'où la présence de nuages bas assez nombreux.

Sur le reste du pays, le temps sera brumeux le matin avec des bancs de brouillard locaux, mais ceux-ci seront moins denses que ces derniers jours et se dissiperont généralement au cours de la journée. Les températures minimales iront de 2 à 6 degrés sur la moitié sud, de -1 à +1 sur la moitié nord, localement, -3 dans le Nord-Est et le Massif Central. L'après-midi, le ciel sera très ensoleillé. Les températures maximales seront données pour le samedi : elles iront de 10 à 17 degrés du nord au sud. Les vents seront faibles et modérés.



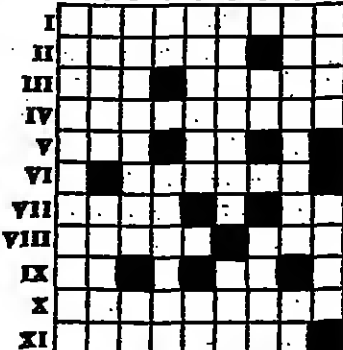
TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 2-12 à 6 h TU et le 3-12-1986 à 6 h TU								le 3-12-1986			
FRANCE				ÉTRANGER							
AMARCO	17	4	D	TOULOUSE	13	0	D	LOS ANGELES	26	12	D
BARCELONE	16	4	D	PORT-AU-PRINCE	31	23	A	LYON	4	1	D
BORDAUX	15	2	D					MARSEILLE	20	12	C
BRETAGNE	13	3	D					MEXICO	24	10	D
CAEN	13	3	D	ALGER	18	6	D	MILAN	9	-4	R
CHERBOURG	11	5	D	AMSTERDAM	11	8	C	MONTREAL	6	-8	D
CLERMONT-FERRAND	11	3	D	ATHENS	13	4	D	MOSCOW	4	-4	D
DIJON	9	-3	D	BANGKOK	31	22	N	MADRID	20	12	C
GRENOBLE	8	-5	D	BANGKOK	17	4	D	NEW-YORK	13	2	F
LILLE	11	4	D	BERLIN	1	0	C	OSLO	3	-1	D
LIMOGES	13	1	D	BREITENBURG	8	4	P	PALMAREM	18	4	B
LYON	-2	-3	D	BRUXELLES	8	6	D	PRIN	5	-4	D
MARSEILLE	-2	2	D	LE CAIRE	18	11	D	ROUEN	32	24	F
NANCY	5	-3	D	COPENHAGUE	7	3	P	ST-LOUIS	16	1	D
NANTES	12	2	D	DJAKA	26	21	N	SINGAPOUR	32	26	A
NICE	14	6	D	HAÏPHONG	26	10	D	STOCKHOLM	1	-3	D
PARIS-MONTMARTRE	9	1	D	BEIRUT	16	14	A	STONY	23	16	N
PARIS-ORLY	16	1	D	GENÈVE	2	-1	C	TOKYO	12	4	F
PERPIGNAN	15	1	D	BRANCOVINA	21	16	C	TUNIS	17	10	D
RENNES	12	2	D	BEIRUT	8	2	D	VALENTIA	7	1	C
STRASBOURG	8	-2	D	JEKUSALIM	9	2	N	VERONE	10	-1	D
TOULOUSE	3	2	C	LEONOR	15	9	D	VIENNE	7	3	C
				LONDRES	13	9	P				

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Données établies avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4369



HORIZONTALEMENT

I. Ne craint pas d'occuper la place du mort. — II. Bien équilibré. Préposition. — III. Cap espagnol de la Méditerranée. Fait monter la température en refroidissant le climat. — IV. Ne peut s'adapter avec précision. — V. Arrive par paquets ou par rouleaux. Règle. — VI. Col de Savoie. — VII. Réponse avec force. Possessif. — VIII. Un peu fêlé. Forme de voyage. — IX. Bien roulé. Rapport de ronds. — X. La clôture des transactions. — XI. Filait ventre à terre.

VERTICALEMENT

1. Cultive les salades. — 2. Envoi de chevaux par le « train ». Vocabulaire. — 3. Prépare toujours sa défense avec soin. Abrégé de cours. — 4. Élément de jeu. Tombe donc avec légèreté. — 5. Galerie de peintures anciennes. Note. — 6. Calépiens. Pien des plus incommodes. — 7. Maître du roi. Mis en couches. — 8. Filas à pistons. Pratiques. — 9. Bon prince. C'était un homme unique.

Solution du problème n° 4368

Horizontalement

I. Minuterie. — II. Inopérant. — III. Simplette. — IV. AT. Essais. — V. Nier. ST. — VI. Tancet. Ut. — VII. HT. Ut. Clé. — VIII. R. H. — IX. Ore. Adoré. — X. Pétales. — XI. Hicet.

Verticalement

1. Misanthrope. — 2. Initiative. — 3. Nom. En. Seth. — 4. Uppercut. — 5. Tels. Et. Ale. — 6. Eres. Idem. — 7. Rata. Close. — 8. Intituler. — 9. Etes. Tâtent.

GUY BROUTY.

VE ASSOCIATIVE

Paris et Rio

A y regarder distraitement on pourrait croire que pour l'essentiel les Apprentis de l'Espérance, une association française, qui a vu le jour voici quelques mois à Paris, ont pour ambition de faire défiler, sur les rythmes qui conviennent, en mars prochain, au Carnaval de Rio, quelques petits Français en mal d'exotisme. Le voyage se prépare, il ne manque que les billets d'avion...

A y regarder de plus près l'association a, en fait, des objectifs autrement ambitieux : « Encourager la communication entre les jeunes de tous pays en les faisant participer activement à la vie sociale dans une forme d'expression qui leur est propre sans aucune discrimination de race ni de condition. » Et Rio ne constitue donc qu'une première étape, une première expérience, favorisée par « le projet Franco-Brazil » que MM. François Mitterrand et José Sarney avaient annoncé en octobre de l'an dernier lors du voyage au Brésil du président français, et qui vise à développer les relations entre les deux pays.

La fondation Danielle-Mitterrand a apporté sa bénédiction à l'entreprise et le commissaire général de Franco-Brazil au ministère des relations extérieures a donné l'assurance qu'il remuera le projet au gouvernement de Brasilia.

* Les Apprentis de l'Espérance. Gésation 2000, 3, rue Henri-Fouquier, 75010 Paris. Tél. : (1) 48-03-36-18. Journal officiel du 30 juillet 1986.

EN BREF

• **EXPOSITION** : minéralogie. — Pour la quinzième année consécutive, les salons de l'Hôtel PLM Saint-Jacques accueillent la plus importante exposition minéralogique de France avec 250 expositions, dont 60 étrangères originaires de 20 pays différents. Des centaines de milliers de spécimens et des fossiles du monde entier sont proposés à la vente, ainsi que des bijoux, des pierres fines et précieuses, des vitrines, du matériel de prospection, des machines de séchage et de polissage.

* **Hôtel PLM Saint-Jacques**, 17, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris (métro Saint-Jacques), vendredi 5 (12 heures à 20 heures), samedi 6 et dimanche 7 (10 heures à 20 heures). Prix d'entrée : adultes, 19 F ; enfants, 10 F.

• **TRANSPORTS** : tarifs de Nouvelles Frontières vers les Antilles. — L'agence de voyages Nouvelles Frontières affrètera 280 vols entre les Antilles et la métropole en 1987. Entre Paris et ces départements d'outre-mer, les tarifs (aller-retour) se répartissent en quatre niveaux, selon les périodes : haute saison, 4 400 F ; moyenne saison, 3 750 F ; basse saison, 3 350 F ; très basse saison, 2 700 F. Ces prix sont à comparer avec ceux des vols aller-retour réguliers d'Air France : période rouge, 5 780 F ; période orange, 4 580 F ; période verte, 3 280 F. Par ailleurs, Nouvelles Frontières crée, à partir du 15 décembre, une saison Toulouse-Poitou-à-Poitou dont les tarifs varient de 2 950 F à 4 250 F (aller-retour) selon la période.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

PARIS EN VISITES

VENDEMI 5 DÉCEMBRE

• Un parcours policier dans les rues et les passages du Vieux Paris. — 15 heures, métro Sentier, côté rue des Petits-Carreaux (Paris et son histoire). — 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Paris pittoresque et insolite).

• Crèches et traditions de Noël. — 15 heures, 6, route du Mahatma-Gandhi (M. Maistre). — 14 h 30, métro Da Vinci à Versailles (14 h 30, 21, avenue de Paris (F. Rodot).

• 9 000 ans d'art en Jordanie. — 14 h 30, musée du Luxembourg, caisse (J. Angot).

• La Conciergerie, de Philippe-le-Bel à la Terreur. — 14 h 30, entrée (M. Polyc).

• L'Opéra. — 14 h 30, hall (M. Ch. Lasserre) ou 15 heures, haut des marches à droite (C. Sagère).

• Cunnaissez-vous la Nouvelle Athènes ? — 14 h 30, square de l'église de la Trinité.

• Le quartier Montmartre et ses artistes. — 15 heures, sortie RER Châteaude-Montmartre. — Exposition Grand Prix de Rome de peinture, à l'École nationale des beaux-arts. — 15 heures, 17, quai Malaquais (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

• Les grands prix de Rome de peinture, 1766-1863. — 14 h 30, 11, quai Malaquais.

• La France et la Russie au Siècle des Lumières. — 16 h 30, Grand Palais, hall (D. Bouchard).

• Le Premier Empire au Père-Lachaise. — 14 h 30, porte principale (V. de Langlade).

• Le Conservatoire national de musique. — 14 h 30, métro Europe (M. Banassat).

• Les nouvelles collections de Chateaubriand. — 15 heures, 6, place P. Fauchet (L. Hanlon).

CONFÉRENCES

Salon Chateaubriand, 28, avenue George-V, 15 heures : « Sonab et Bavière (Veitschbeim, Ludwig, Ludwig, Munich, Lieder) ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 3 décembre 1986 :
UN DÉCRET
N° 86-1226 du 1^{er} décembre 1986 modifiant le décret n° 86-586 du 9 juillet 1984 modifié fixant, à titre transitoire, l'organisation du troisième cycle des études médicales.

UN ARRÊTÉ
N° 25 novembre 1986 portant création du conseil ministériel des études supérieures du ministère de la culture et de la communication.

UNE DÉCISION
N° 86-148 L du 2 décembre 1986 relative à la loi du 1^{er} juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance.

LA FÊTE, PAS LA RUINE !
GAULT-MILLAU
MAGAZINE
DE DÉCEMBRE
VOUS AIDE À
PRÉPARER
VOS RÉVEILLONS
AVEC LES
MEILLEURS PRODUITS
AUX MEILLEURS PRIX
Chez votre marchand de journaux

Le Monde ANNONCE

Le Monde CADRES

Un organisme du secteur tertiaire en pleine expansion, pratiquant une politique de décentralisation et de responsabilisation, comprenant 14 centres recherche un(e)

DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT (Ile-de-France)

Vous dirigez une unité de 30 personnes et avez la responsabilité du C.A.
Vous assurez son développement par :
• une démarche commerciale active et qualitative,
• une réflexion aboutissant à la création de nouveaux produits adaptés au besoin de certains clients.
Vous ferez partie du Comité de Direction.
La réussite dans ce poste implique :
• un profil de manager avec un sens aigu de la gestion, des capacités de contact et de négociation,
• une expérience réussie d'au moins 8 ans impliquant direction de personnes et relations commerciales dans le domaine industriel ou tertiaire,
• une formation supérieure.

Adressez votre candidature, CV et prétentions sous réf. 83 MLM à :
ASET 7, rue Ampère 75140 Velizy

Le Département du Val-de-Marne

organise
un concours normal et un concours spécial
« OPTION INFORMATIQUE-ANALYSTE »

D'ATTACHÉS DU CADRE DÉPARTEMENTAL

A PARTIR DU 22 JANVIER 1987

Conditions :
• être âgé, au 1^{er} janvier de l'année du concours de moins de 35 ans (sauf dérogations prévues par les textes) ;
• être titulaire de l'un des diplômes requis pour le premier concours d'entrée aux Instituts Régionaux d'Administration, en Bac + 3 ;
• être de nationalité française.
Date limite de clôture des inscriptions :
mercredi 31 décembre 1986, à 16 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tout renseignement, s'adresser à :
Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
Bureau de Recrutement - 4^e étage - Bâtiment 405
Avenue du Général de Gaulle - 94011 CRETEIL Cedex
Téléphone : 48-99-94-00 - Poste 24.82 ou 24.05.

Vous avez de la personnalité, une formation et une expérience solide sur des postes de cadres et de professionnels ?

Des associations commerciales vous proposent

12 POSTES DE GESTION
RELATIONS PUBLIQUES
ANIMATION ET
COMMUNICATION

A Paris, I.R.P. et Provinces
Vous pouvez adresser votre candidature à P.U.C.I.F.P.,
14, rue Georges Berger,
75017 PARIS.

R.S. TECHNIQUE ET recherche
pour ARABIE SAOUDITE
INGÉNIEUR

GÉNIE CLIMATIQUE
Sérieuses références exigées
Tél. pour renseignements et
42-85-18-92.

12. D'ORGANISATION
ET COMMUNICATION

Expériences du domaine
double formation appréciée
Adresser C.V. et prétentions
A.P.R. à :
142, rue du Bac, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
recherche.

CHEF DE PROJET

Automatisme industrielle
2 ans d'expérience minimum
Tél. (1) 48-48-66-78
M. FOUSSIER.

capitiaux
propositions commerciales

Twix

LA MONTRE SUISSE
DANS LE VENT

• Fabrication suisse
• Boîtier synthétique
• Mouvement quartz
• Résistant en plongée
jusqu'à 30 mètres
• Anti-chocs
• Garantie 1 an.

Modèles personnalisés
sur demande.

Distributeurs / revendeurs,
prière de s'adresser à :

Twix s.a.s.,
Bûrenstrasse 16 CH-2543
Langnau / Suisse.
Tél. : 65/53-11-11.
Téléc. 934-421.

PLACEMENTS

INTÉRÊTS 16 %. Garantie
sur immeubles. 43-48-77-53.

travail
à domicile

Rattrapé fera! traductions
d'anglais ou d'allemand
Préféré toutes langues. Bureaux
Paul JEANDEL, 5, rue Beethoven
94000 Nanterre. Tél. 33-27-80-80.

formation
professionnelle

Cfd 43 56 76 05

Formation au
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION
du 2^e février au 18 avril 1987.
• stage pratique

achats

Renault 25 GTD

Année 1984 ou 1985
pont kilométrage
prix Argus + si impossible
Tél. : 65-20-18-28 ou 65-20-18-28.

appartements
achats

Recherche 1 à 3 P. Paris
préféré 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e,
15^e, 16^e, avec ou sans travaux.
PAC COMPTANT chez notaire
48-73-20-67, même le soir.

appartements
ventes

3^e arrdt

PLACE DE BEAUBOURG
DERNIER ET. VUE EXCEPT.
110 m² + terrasse 100 m²
TERMINÉ TROUPELIERE
BON ÉTAT
DORESSAY - 48-24-93-33.

4^e arrdt

Mercat - Archives
dans immeuble pierre de taille
classé 2^e, très beau 5 pièces,
110 m², 3^e étage, excellent état,
boiseries anciennes, 1 salle de
douche, 1 salle de bain, cuisine,
sol.
BERTA VOISIN
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

5^e arrdt

PARIS - 5^e arrdt
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

6^e arrdt

PARIS - 6^e arrdt
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

7^e arrdt

PARIS - 7^e arrdt
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

8^e arrdt

PARIS - 8^e arrdt
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

9^e arrdt

PARIS - 9^e arrdt
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

10^e arrdt

PARIS - 10^e arrdt
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

11^e arrdt

PARIS - 11^e arrdt
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

12^e arrdt

PARIS - 12^e arrdt
72, boulevard Malesherbes
75008 PARIS
Téléphone : 48-62-43-83.

Vous souhaitez prendre
un nouvel élan dans
votre vie professionnelle

Nous imaginons dans
notre équipe régionale

5 COLLABORATEURS

Il faut :

• 28 ans environ ;

• bonne culture générale ;

• bonne présentation ;

• sans convention.

Nous offrons

un plan de carrière pour

hommes de tempérament et

d'initiative immédiate

Tél. pr. et M. Delmas
au 48-62-11-27
ou 48-62-11-27
Avec Publicité, 27, rue Talbot
75008 Paris, qui transmettra.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES

RECHERCHE

INGÉNIEURS GDES ÉCOLES

ou UNIVERSITAIRES

ENST, ESE, ENSIMAG,

INSA

ENSI, DEA, etc.

Pour assurer des développe-

ments en :

• logiciels de base ;

• logiciels d'application temps

réel ;

• télécom, réseaux ;

• CAD, CFAO, IA.

En : S.D.L. 75/80, av. Gallieni
93174 BAGNOLET Cedex.

DEMANDES
D'EMPLOIS

J.E. 23 ans, DES IAE de GES-

TION GÉNÉRALE, MAÎTRISE

DES LICENCES AGRICULTURE,

AFSA, études toutes pro-

grammes, Gestion générale,

française, française

72, rue de Valenciennes
75009 PARIS.

J.H. 27 ans, BSC + Crédit

management depuis 10 ans.

5 ans direction financière

banque anglaise, expérience

courante, cherche Cabinet en

organisation

Départ. Gestion et projets

grande entreprise

Ecrire : 100 rue de Valenciennes

5, rue de Valenciennes, Paris-7.

JEUNE HOMME (néf.)

recherche

place stable

de

COURSIER

SALAIRE FIXE

Tél. le soir au 64-90-75-81

après 18 heures.

V.J.P. produits financiers

R. 33 ans, souhaite place

stable et rémunératrice

pour tous renseignements :

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, Paris-7.

J.H. 31 ans, ingénieur

L.S.A., collaborateur, 4 ans

expérience, projets industriels

à l'étranger

recherche poste ingénieur

d'affaires export

Téléphone : 40-48-02-88.

propositions
diverses

Pour connaître les emplois

offerts par la Fondation Publique

dans toute la France à tous les

français, consultez la revue

spécialisée FRANCHISE & CAS-

TERNIERS (C 18) BP 402-08

PARIS 16^e arrdt, sur demande.

CUISINIER ET PÂTISSIER

en cadre sérieux et dynamique :

lunch, buffet

soirée de fin d'année, etc.

Service à domicile.

Pour tous renseignements :

Téléphone : 43-63-20-53.

Entre 18 heures et 21 heures.

appartements
ventes

3^e arrdt

PLACE DE BEAUBOURG

DERNIER ET. VUE EXCEPT.

110 m² + terrasse 100 m²

TERMINÉ TROUPELIERE

BON ÉTAT

DORESSAY - 48-24-93-33.

4^e arrdt

Mercat - Archives

dans immeuble pierre de taille

classé 2^e, très beau 5 pièces,

110 m², 3^e étage, excellent état,

boiseries anciennes, 1 salle de

douche, 1 salle de bain, cuisine,

sol.

BERTA VOISIN

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

5^e arrdt

PARIS - 5^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

6^e arrdt

PARIS - 6^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

7^e arrdt

PARIS - 7^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

8^e arrdt

PARIS - 8^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

9^e arrdt

PARIS - 9^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

10^e arrdt

PARIS - 10^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

11^e arrdt

PARIS - 11^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

12^e arrdt

PARIS - 12^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

13^e arrdt

PARIS - 13^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

14^e arrdt

PARIS - 14^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

15^e arrdt

PARIS - 15^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

16^e arrdt

PARIS - 16^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

17^e arrdt

PARIS - 17^e arrdt

72, boulevard Malesherbes

75008 PARIS

Téléphone : 48-62-43-83.

locations
non meublées
offres

Paris

Location avec ou sans piano

pour rép., cours ou autres,

En échange des achats de gaz de Troll

La France signe un accord de coopération avec la Norvège

Tout est bien qui finit bien. Après plusieurs mois de bras de fer et de querelles commerciales, la France et la Norvège ont finalement parvenu, le mardi 2 décembre, à trois jours de la date limite, à un compromis satisfaisant apparemment les deux parties. Paris a accepté de participer en contrepartie de l'achat de gaz par la Norvège, à un contrat de fourniture pendant vingt-sept ans à partir de 1993 d'une vingtaine de milliards de mètres cubes de gaz par an à cinq pays européens, pour une somme allant (selon les prix) de 250 à 500 milliards de francs français au total.

La France ne s'est engagée pour l'heure que sur une partie des quantités prévues : 6 milliards de mètres cubes par an au lieu des 8 milliards initialement annoncés. Mais elle garde une option sur l'achat de 2 milliards de mètres cubes supplémentaires, qui sera décidé ultérieurement.

En contrepartie, Paris a obtenu la signature d'un accord général de coopération économique, scientifique, culturelle, qui devait être paraphé mardi à Oslo par M. Michel Noir, ministre français du commerce extérieur. Cet accord assure que « les deux parties chercheront à

assurer que la coopération contribue, autant que possible et sur la base d'un bénéfice mutuel, à améliorer l'utilisation des ressources et des potentialités de chaque pays ». Officiellement, c'est tout, et c'est très vague.

Le résultat est apparemment bien maigre après cet affrontement rude, qui a débuté fin novembre la crise ouverte (le Monde du 20 novembre). Paris, pourtant, se frotte les mains. Derrière l'accord-cadre, la France a, semble-t-il, obtenu des assurances beaucoup plus précises qu'il ne paraît. Elle a obtenu des assurances beaucoup plus précises qu'il ne paraît. Elle a obtenu des assurances beaucoup plus précises qu'il ne paraît.

scheter de 3,5 à 7,5 milliards de francs de gaz par an après 1993, devraient-ils se rééquilibrer quelque peu.

Bien qu'officiellement aucune contrepartie précise ne soit annoncée, plusieurs affaires paraissent désormais en bonne voie. Dans le secteur militaire, la France pourrait même devenir, assure-t-on dans l'administration, l'un des principaux fournisseurs d'Oslo aux côtés des Etats-Unis, de la Suède et de la RFA. Dans le secteur pétrolier, les deux compagnies françaises négocient actuellement avec leurs homologues norvégiens leur entrée dans l'exploitation des champs de Troll et de Sleipner, d'où sera extrait le gaz vendu en Europe. Cette participation, ainsi que celle, obtenue précédemment à la construction du nouveau gazoduc, garantissent à terme que les entreprises sous-traitantes françaises pourront participer au projet (estimé à 60 milliards de francs).

Dans trois autres secteurs, des contrats en cours de négociation offrent, dit-on, de « bonnes ouvertures » aux firmes françaises. Il s'agit des transports, de la production d'énergie thermique et des télécommunications, où la SESA, filiale d'Alcatel, discute la fourniture d'un système de télécommunications par « paquets » (du type de « Transpac » en France). En conservant une option sur 2 milliards de mètres cubes, Paris, à l'évidence, s'assure une garantie sur la bonne fin de ces négociations.

F. S.

VÉRONIQUE MAURIS.

Une politique nouvelle

DANS la stratégie gouvernementale destinée à redresser les échanges extérieurs, les accords de compensation ne figurent pas jusqu'ici en première place. La France semblait hésiter à utiliser une méthode qui suppose que l'on se montre ferme envers le partenaire commercial, tout en prenant garde de ne pas aller jusqu'à perdre le bénéfice de certains contrats.

La cas de la Norvège est exemplaire. La France, dans une certaine mesure, a besoin du gaz de Troll. Mais la mise en place de 8 milliards de mètres cubes par an pendant vingt-sept ans — que l'on pouvait se permettre d'exiger quelques compen-

sations en échange. Que les Norvégiens aient d'abord pendant plusieurs semaines de la fermeté du gouvernement français montre bien qu'il s'agit d'une politique nouvelle à laquelle ses partenaires ne sont pas habitués, pas plus que les Français, semble-t-il, qui ont accueilli avec surprise l'annonce d'une restriction momentanée des importations de pétrole soviétique et n'avaient pas plus prêtée attention à l'opération analogue qui s'était déroulée avec le Corée du Sud. Celle-ci ne s'était vu accorder le droit de construire un porte-conteneurs pour la Compagnie générale maritime que moyennant compensation.

C'est donc bien d'une nouvelle politique qu'il s'agit, comme le soulignait dans nos colonnes M. Michel Noir (le Monde du 22 novembre). Le ministre du commerce extérieur entend user, parmi d'autres, de l'arme des « transactions liées », qu'il a sa faire reprocher un manque de libéralisme. Plus précisément, il souhaite que les entreprises elles-mêmes et les sociétés de commerce acquiescent cette habitude que n'ignorent pas, il faut bien l'avouer, les autres pays occidentaux.

La privatisation « populaire » de British Gas

Sid capitaliste

LONDRES
de notre correspondant

«...Et si vous voyez Sid, dites-le lui !» Cette petite phrase est désormais sur toutes les lèvres. Elle est la clé d'une campagne publicitaire sans précédent destinée à assurer le succès d'une opération financière — et politique — elle aussi sans précédent : la mise en circulation de 170 millions d'actions pour un montant total de 5,6 milliards de livres (52 milliards de francs français). La privatisation de British Gas est de loin le plus important des programmes lancés par le gouvernement Thatcher. Le record (mondial) de la vente de British Telecom volait tout juste deux ans et était largement battu, et comme dans ce cas, c'est surtout au grand public que l'on s'adresse : 40 % du capital est réservé aux particuliers, peut-être davantage si la réussite est aussi grande que prévu.

Pour cette nouvelle opération essentielle de la « révolution » thatcherienne, le ministère de l'énergie n'a pas lésiné sur les moyens. L'agence de publicité américaine Young and Rubicam s'est vu offrir un budget estimé à plus de 20 millions de livres. Depuis le 6 octobre, début de la dernière phase de la promotion à la télévision, des spots ont été régulièrement diffusés. A chaque fois, le scénario et les person-

nages changeaient, mais le thème restait invariable. Sur le mode de la comédie villageoise, l'effervescence s'emparait soudain des bourgeois des plans recueillis à l'annonce de la souscription pour British Gas. Et la répartition finale était toujours identique, l'annonceur «... et si vous voyez Sid...». Le fameux Sid (diminutif de Sidney) n'est jamais apparu. En moins d'un an, il est cependant devenu l'inconnu le plus illustre de Grande-Bretagne. Beaucoup ont été irrités par ce « ragoage », beaucoup s'en sont amusés, mais tout le monde en parle. L'Angleterre profonde a été touchée. Sid mérite incontestablement de figurer dans un catalogue des meilleurs « trucs » publicitaires.

Certes, les parts de British Gas ont été « promues » à la télévision comme de vulgaires paquets de lésive, mais il est vrai que leur achat ne paraît guère plus difficile que celui d'un produit de consommation courante. Les formulaires de souscription ont été distribués en encarts dans tous les journaux ; rien n'est plus simple que de les remplir. Il suffit de joindre un chèque pour acquiescer cent actions au minimum, cinq mille au maximum, au prix unitaire de 135 pence. On peut payer en trois versements étalés sur un an et demi. L'acquéreur le plus modeste a la possibilité de devenir actionnaire pour une mise de fonds

totale de 135 livres. En 1984, la cote des actions de British Telecom avait doublé en quelques jours. Dans le cas de British Gas, les perspectives de profit sont, de l'avis général, moins alléchantes. Il faudra être plus patient. Mais la compagnie, qui a le monopole de la distribution du gaz naturel de la mer du Nord, constitue une valeur sûre, comme en témoigne la progression de ses bénéfices.

Trois fois plus d'actionnaires

Inutile maintenant de prévenir Sid, il est trop tard, puisque la souscription s'est achevée à 10 heures ce mercredi. Plus de deux millions de Britanniques avaient déjà répondu à l'appel avant le week-end dernier, avec une demande moyenne d'un million de parts. En fin de compte, selon les prévisions du gouvernement et des financiers de la City, on devrait enregistrer entre six et neuf millions de candidatures, beaucoup plus qu'il n'en faut pour couvrir l'opération : pour British Telecom, il y en avait eu près de trois millions et tout récemment, en octobre, lors de la mise en circulation des actions de la Trustee Savings Bank (TSB), cinq millions. La proximité de cette dernière vente et celle de British Airways au début de 1987 ne semblent pas avoir épuisé l'épargne et l'eugénisme du grand public,

contrairement à ce que craignaient certains.

Des centaines de milliers de Britanniques vont accéder à l'actionnariat pour la première fois. D'après une étude publiée en octobre par l'agence de relations publiques Dwe Rogers, qui a prodigé ses conseils aux dirigeants de TSB comme à ceux de British Gas, 17 % de la population, soit sept millions de personnes, étaient alors porteurs de parts. Cette proportion est un peu moindre, selon d'autres enquêtes, mais toutes soulignent que le nombre d'actionnaires a quasiment triplé en trois ans, notamment depuis la privatisation de British Telecom. Le ministre de l'énergie, M. Peter Walker prédit qu'après les opérations concernant British Gas et British Airways, ce nombre sera porté à dix millions au cours des deux prochaines années. Selon lui, près d'un foyer sur deux détiendra des titres cotés en Bourse à la fin de la décennie.

« La fin du socialisme »

Incontestablement, le rêve de M. Thatcher est en train de se réaliser. C'est l'avènement de ce qu'elle appelle le « capitalisme populaire », un mouvement « révolutionnaire », dont elle se vante d'avoir propagé l'exemple dans d'autres pays, dont la France. C'est aussi l'une de ces recettes qui, disait-elle en novembre, dans une interview au *Financial Times*, devrait permettre à la Grande-Bretagne de « se débarrasser du socialisme » si le Parti conservateur est reconduit au pouvoir lors des prochaines élections.

Un sondage commandé par le gouvernement la semaine dernière tend à encourager la croisade du premier ministre en montrant que le pourcentage des Britanniques qui approuvent les privatisations ne cesse d'augmenter : il est passé de 32 à 44 % en un an ; celui des opposants a encore plus nettement diminué, 28 % contre 45 %.

La cotation des actions de British Gas doit commencer le 8 décembre, mais les transactions ne pourront vraiment débuter qu'à partir du 15, après l'achèvement définitif de l'énorme travail de dépouillement et de sélection des candidatures. Ce n'est qu'à ce moment que l'on pourra établir une première appréciation de l'ensemble de l'opération dont les préparatifs toutefois sont déjà vus.

FRANCIS CORNU.

Bon vent pour les paquebots

MM. Ballardur et Juppé ont donné leur accord à la société Services et Transports pour qu'elle fasse construire aux chantiers navals du Havre et de La Rochelle deux paquebots à voiles que la société Services et Transports se propose de commander aux chantiers navals de La Rochelle.

Par les temps qui courent, aucun des dossiers qui touchent à la marine marchande ou à la construction navale n'est simple. Mais quand une affaire intéresse les deux secteurs à la fois, elle devient franchement délicate. C'est le cas des deux paquebots à voiles que la société Services et Transports se propose de commander aux chantiers navals de La Rochelle.

Montant de l'investissement : plus de 800 millions de francs, et surtout du travail pendant deux ans pour les huit cents salariés du chantier de Cherbourg-Meritime (sans compter les sous-traitants), placés en chômage technique depuis plusieurs semaines, puisqu'ils n'ont plus de navires à construire, et où l'agitation sociale avait pris des allures inquiétantes. La PDG du chantier, M. Gilbert Fournier n'y était d'ailleurs pas allé par quatre chemins : « Si je n'obtiens pas la commande de ces navires, je serais contraint de fermer le chantier ».

Or, ces paquebots, M. Fournier les connaît bien. Dans son chantier du Havre, il en a construit trois comparables pour la société américaine Windstar (et un quatrième est en option), le premier ayant été livré le mois dernier pour inaugurer sa première croisière aux Caraïbes le 13 décembre.

M. Jean-Marc Poylot, président de Services et Transports, avait déposé, le 18 septembre, un dossier auprès de M. Ballardur, ministre d'Etat, pour obtenir, en vertu de l'article 22 de la loi de finances rectificative votée au printemps dernier, le bénéfice de l'exonération fiscale prévue pour les investissements dans les départements d'outre-mer.

Ces deux navires en effet seront exploités dans les Caraïbes, avec des équipages français, et à partir de la Martinique. Les retombées économiques semblent intéressantes : création de plusieurs centaines d'emplois aux Antilles, et maintien à La Rochelle de plusieurs centaines d'autres, gains en devises (les croisiéristes sont surtout américains), retour du pavillon français sur le marché florissant des croisières qui occupent des armateurs Grecs, Norvégiens, Italiens, Américains ou Russes.

Tandis que ces dernières semaines MM. Guéloc, secrétaire d'Etat à la mer, et Fournier, ministre des DOM-TOM, et Madelin (ministre de l'Industrie) appuyaient de toute leur énergie le dossier, MM. Ballardur et Juppé jugeaient la coïté des exonérations — donc le manque à gagner pour l'Etat — proprement exorbitant : 380 millions de francs au moins. D'autant que les pouvoirs publics devaient de surcroît subventionner les chantiers de La Rochelle (à 20 %), et verser une prime d'équipement à l'armateur, c'est-à-dire à Services et Transports, qui agit dans cette affaire en son nom propre et pour le compte d'investisseurs à la recherche de bons placements. Au total plus de 500 millions de francs d'aides publiques.

M. Juppé avait fait savoir, à la veille du week-end dernier, à M. Poylot, qu'il ne modifierait pas le contenu de son dossier celui-ci serait purement et simplement rejeté. « Soyez moins gourmand », lui avait dit le ministre.

Le 1^{er} décembre, le président de Services et Transports a donc présenté de nouvelles propositions. « J'accepte de ne demander d'exonération fiscale que sur 90 % de l'investissement, et non sur la totalité. Je renonce aussi à demander la prime d'équipement au secrétaire d'Etat à la mer. Voilà mes concessions », nous a déclaré M. Poylot. C'est sur ces bases que l'accord a été trouvé, presque dix ans après la vente du France.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Hôtellerie-restauration

Le groupe Accor convoité

Le groupe Accor, numéro un français de l'hôtellerie (au huitième rang dans le monde), va-t-il faire l'objet d'une OPA de la part du groupe américain Marriott et de la restauration Marriott ? Les achats en Bourse de titres d'Accor depuis plusieurs semaines semblent confirmer la rumeur, démentie toutefois par la société française.

Accor peut faire l'objet d'une telle opération, car son capital est très dispersé. Les administrateurs et censeurs possèdent 16,7 % des titres, la Société générale 4,7 %, la Caisse centrale des mutuelles agricoles 8,9 %, les différents autres actionnaires 62,5 %. Les administrateurs (parmi lesquels les deux fondateurs, M. Paul Dubrule et Gérard Pélissier) ne détiennent que 7,6 % des actions.

Le groupe Accor a annoncé que son bénéfice courant consolidé avant impôt avait augmenté de 8,5 % au premier semestre pour atteindre 107,7 millions de francs. D'autre part, MM. Dubrule et Pélissier ont annoncé un important programme

d'investissement à l'étranger. Le groupe Accor possède déjà 553 hôtels en exploitation, soit 66 400 chambres dont 49 % à l'étranger. Détenant 1 838 restaurants, il est présent dans la restauration collective et leader français des titres restaurant (38 % du marché). Son chiffre d'affaires était en 1985 de 11,8 milliards de francs.

Reste à savoir si Marriott obtiendrait l'autorisation de l'Etat, obligatoire pour une prise d'intérêt d'une société étrangère (hors CEE) supérieure à 20 %. La décision des pouvoirs publics serait sans doute fonction des propositions faites par Marriott.

M.-C. R.

REPÈRES

« Capitaux amnésies »

Rapatriement
de 4 milliards de francs

Le montant des rapatriements d'avoirs détenus illégalement à l'étranger a déjà atteint le somme de 4 milliards de francs, contre 2,8 milliards au 10 novembre, a indiqué, le lundi 1^{er} décembre, le ministre délégué chargé du budget, M. Alain Juppé. L'omnibus fiscal devrait permettre le rapatriement de 6 milliards de francs d'ici la fin de l'année, soit « dix fois plus que celle débloquée en 1982 », a ajouté M. Juppé, qui s'exprimait lors de l'assemblée générale de la Confédération générale des PME (CGPME). Cette amnistie, inscrite dans la loi de finances rectificative pour 1986, a pris effet le 12 juillet dernier et se terminera le 31 décembre.

Le rapatriement de 6 milliards de francs rapporterait à l'Etat 800 millions. Les débiteurs de ces avoirs doivent en effet régler une taxe libératoire anonyme de 10 %. L'omnibus fiscal a été décidé par M. Laurent Fabius,

qui était assorti d'une taxe de 25 %, avait entraîné le rapatriement de 650 millions de francs. On estime que les avoirs français détenus illégalement en Suisse se montent à plus de 100 milliards de francs.

Croissance

Amélioration
aux Etats-Unis

L'indice composite censé indiquer l'évolution de la conjoncture à court terme a progressé de 0,6 % en octobre aux Etats-Unis, sa plus forte hausse depuis celle de 1 % enregistrée en juillet dernier. Cette amélioration ne doit pas faire illusion, soulignent les analystes, la moitié de ce chiffre reflétant une reprise des cours des matières premières — papier recyclé, aluminium, coque brut. Par ailleurs, le bureau des statistiques du département du travail fait état d'une très modeste augmentation de la productivité, 0,2 % durant le troisième trimestre.

L'au de de

I en cas app le gaz par die Ch vie d'i eh s'z ali pa hs ge bu

fa te q' r d a

s s k r t t

AB

Economie

MM. Longuet et Balladur en désaccord sur la tarification des chèques postaux

M. Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T, ayant déclaré, mardi 2 décembre, au micro de RTL, qu'il n'était pas favorable à la tarification des opérations des chèques postaux, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, s'est dit « étonné » par ce propos, rappelant que « les tarifs des chèques postaux devaient être fixés par un décret commun », signé par les finances et les P et T. « Pour le moment, a-t-il précisé, Rue de Rivoli, nous ne sommes pas au courant d'une décision sur la tarification des chèques postaux ». Cet échange de propos reflète l'affrontement entre les P et T et les finances sur le principe d'un assujettissement des communications téléphoniques à la TVA, sur l'augmentation de la rémunération consentie par le Trésor sur les fonds déposés par la poste (3 %), sur la possibilité d'accorder des chèques postaux à la clientèle des chèques postaux et, plus généralement, sur la contribution du budget annexé des P et T au budget général.

Pour M. Longuet, les P et T, « engagés dans une compétition avec les banques, ont des avantages, mais également des handicaps qu'ils ne veulent pas cumuler avec une tarification des chèques ». Ainsi, les CCP ne pratiquent pas les « dates de valeurs », mécanisme fructueux qui permet aux banques d'avancer le point de départ des tirages de la clientèle et de retarder la prise en compte de ses versements, et qui pourrait faire l'objet de concessions. De plus, les CCP ne peuvent accorder de prêts personnels à leurs clients. Ainsi, pour l'instant, ils n'ont pas la possibilité de fournir, comme les banques, de contrepartie à la tarification des chèques.

Encourager le troisième enfant ? Non le premier

(Suite de la première page.)

Sauf chez les immigrés, et pour peu de temps sans doute, ou bien dans le « quart-monde » qui maîtrise mal le contrôle des naissances, on ne rencontre de familles nombreuses que dans des milieux étroits où elles demeurent une sorte de tradition ; pour la plupart de nos concitoyens, en revanche, elles appartiennent à un passé révolu dont ne subsiste qu'un souvenir parfois teinté de nostalgie.

Aussi, dans la bataille qu'on veut engager pour la natalité, le troisième enfant devient-il la ligne de crête qu'il faut défendre pied à pied. Dans les mesures — financières non négligeables — prises en faveur des familles par le gouvernement de M. Chirac pour 1987, une bonne moitié des dépenses — plus de 5 milliards de francs — lui est spécifiquement destinée. Mais ce n'est que la dernière version au goût du jour : M. Valéry Giscard d'Estaing avait déjà donné le la en 1980 avec l'allocation de 10 000 francs à la troisième naissance et la promesse d'une progression plus rapide des allocations familiales pour les familles nombreuses ; M. François Mitterrand a joué l'air en mineur depuis 1983.

Quelle stratégie ?

Déjà, dans cette politique « démographique », la stratégie n'est pas évidente, au-delà de l'affirmation de bon sens — que M^{me} Barzach reprend presque dans les mêmes termes que M^{me} Duflo — qu'on ne peut convaincre les couples d'avoir plus d'enfants qu'ils n'en désirent, et que le rôle de l'Etat est seulement d'établir des conditions favorables, de faciliter la naissance d'un troisième enfant dans les familles qui le souhaitent.

Pour créer ce « contexte » les aides financières — allocations ou réductions d'impôt — comptent

elles davantage que les conditions de logement ou les moyens de faire garder les enfants ? Un autre débat a cours de façon feutrée sous le gouvernement socialiste : contribue-t-on plus efficacement à la naissance du troisième enfant par des mesures spécifiques ou en agissant en amont, en facilitant la vie des couples avec deux jeunes enfants ? Ou les deux modes d'action sont-ils nécessaires pour effacer d'éventuels obstacles matériels et créer un climat propice ?

A ces questions, la démographie n'apporte pas de réponse : elle ne fournit qu'un constat et une analyse de l'évolution passée et des projections possibles, non des moyens d'action. En la matière, on ne peut guère prouver l'efficacité d'une politique qu'après coup ; les exemples du passé et ceux des pays étrangers d'après 1945 ou de l'Allemagne de l'Est, se situent dans des contextes économiques et sociaux fort éloignés de notre situation actuelle.

Mais des travaux récents, de M. Guy Desplanches et surtout de M. Jean-Louis Rault, publiés dans *Population*, la revue de l'INED (2), qui n'ont en jusqu'à présent que peu d'écho en raison de leur caractère technique, posent une question autrement redoutable : ils montrent en effet que la baisse générale de la fécondité (et celle des troisième naissances, par répercussion) est due, pour l'essentiel, à une autre baisse, plus inquiétante : celle des premières naissances.

Après avoir fortement diminué au cours de la décennie précédente, la proportion de mères de deux enfants en ayant un troisième s'est en effet stabilisée depuis 1975, celle des mères d'un enfant en ayant un deuxième restant très élevée. En revanche, le

pourcentage de femmes sans enfant augmente sensiblement : tombé à 8,4 % pour les générations nées en 1940-1945 (qui viennent d'achever leur fécondité), il remonte à 10 % pour les générations 1947-1953 ; il devrait atteindre 11 % à 12 %, soit un tiers de plus, pour les femmes nées en 1955-1957, qui parviennent aujourd'hui à la trentaine : les naissances tardives ne compenseront sans doute pas le déficit actuel.

Le pourcentage pourrait aller jusqu'à 14 % pour la génération 1960, dont la fécondité s'achèvera vers l'an 2000, un taux comparable à celui des femmes nées en 1920-1925 (qui ont eu des enfants avant 1965).

Deux modèles, deux aides

Conséquence : si la tendance se maintient, la fécondité totale (c'est-à-dire le nombre d'enfants par femme) dépendra de celle des premières naissances. Déjà, on peut calculer qu'une forte remontée du troisième enfant (de l'ordre d'un tiers), si elle seule, ne porterait le taux de fécondité qu'à environ 1,9 enfant par femme, loin encore du seuil de renouvellement des générations (2,1). Or un redressement aussi important rencontre des obstacles considérables : coût croissant de l'enfant ; augmentation de la proportion des femmes exerçant une activité professionnelle, qui dépasse déjà 70 % entre trente et trente-quatre ans. En revanche, une réduction nettement plus faible du nombre de femmes sans enfant permettrait, avec les mêmes « probabilités d'agrandissement » des familles qu'aujourd'hui, d'approcher le seuil désiré.

Défi redoutable non seulement pour une politique nataliste, mais aussi pour le système d'aide aux familles (3). Pour éviter un nouveau décrochage, il faut se préoc-

cuper du premier enfant en même temps que du troisième — car une nouvelle baisse des enfants de rang 3 ne peut être exclue non plus, comme le montre l'évolution des autres pays d'Europe occidentale.

Comment ? Allocation, réductions d'impôt ou même prime à la première naissance, risquent d'être d'un coût prohibitif en raison du nombre d'enfants concernés (de l'ordre de 325 000 par an). Serait-il juste d'ailleurs d'en faire profiter tous les couples qui, de toute façon, auraient eu un enfant ? Quel que soit le redéploiement possible, de telles mesures ne seraient-elles pas dans tous les cas disproportionnées par rapport à la cible visée ?

Surtout toucheraient-elles à l'essentiel ? Ne faut-il pas reconsidérer le système d'aide aux familles ? Avec le développement de l'activité professionnelle des femmes, l'aménagement des horaires, la présence de services et, en premier lieu, les possibilités de garde des enfants prennent une importance croissante. Or le taux d'activité professionnelle des femmes ne fait que croître. Loin d'avoir ralenti ce mouvement de fond, la crise l'aurait plutôt renforcé en faisant du second salaire assurance contre les aléas. Aujourd'hui, les chercheurs de l'INSEE prévoient que, d'ici dix ans, 80 % des femmes de vingt-cinq à trente-neuf ans exerceront une activité professionnelle.

Mais cette progression n'est pas égale. L'évolution actuelle paraît mener vers deux modèles familiaux de plus en plus nettement différenciés : d'un côté, des familles avec un ou deux enfants où les deux parents exercent une activité professionnelle ; de l'autre, celles de trois enfants et plus où la majorité des femmes restent au foyer. Ne faut-il pas prévoir en conséquence des formes d'aides tout aussi différen-

ciées ? Pour les familles « nombreuses », l'aide financière reste indispensable pour compenser dans la plupart des cas la baisse de niveau de vie due à l'absence d'un deuxième revenu : c'est sur elles qu'il faudrait concentrer, plus encore qu'aujourd'hui les prestations familiales et notamment celles qui sont versées durablement (4). En revanche, la situation des autres demande un aménagement des conditions de travail (durée, horaires, congés) et surtout un développement des différents modes de garde des enfants, allant bien au-delà des mesures limitées, profitant essentiellement aux catégories sociales favorisées, que comporte le projet de loi gouvernemental sur la famille.

GUY HERZLICH.

(2) Guy Desplanches, « Cinquante ans de fécondité en France : rangs et intervalles entre naissances », *Population*, n°2, mars-avril 1986 ; Jean-Louis Rault, « Projection des familles au 1^{er} janvier 1990 et 1^{er} janvier 1995 », *Population*, n°3, mai-juin 1986, et « Descendance des générations françaises et probabilités d'agrandissement », *Population*, N°4-5, juillet-octobre 1986.

(3) L'essentiel de l'aide au premier enfant est l'allocation au jeune enfant versée pendant neuf ou quarante et un mois selon le revenu.

(4) Ces familles, qui représentent 27 % du total et 44 % des enfants reçoivent déjà 56 % des prestations versées par les caisses d'allocations familiales.

• Les pilotes de Flying Tigers acceptent des diminutions salariales de 25 %. — La direction de la compagnie Flying Tigers, premier transporteur de fret aérien américain, semble devoir abandonner son projet de vendre la totalité de sa flotte de vingt avions-cargos. En effet, les six cent cinquante pilotes ont accepté une baisse de leurs salaires de 25 %, un abandon de 18,4 millions de dollars de pensions de retraite et des salaires d'embauches nettement inférieurs. M. Stephen Wolf, président de la compagnie, a déclaré que cet accord contribuerait au redressement de Flying Tigers.

LABEL D'AUJOURD'HUI



A deux pas de Paris, la Seine Saint-Denis, c'est l'autre galaxie industrielle : un département jeune, dynamique, qui bouge, invente, se modernise. Sur le précieux patrimoine que constitue une longue tradition industrielle se construit aujourd'hui un nouveau pôle pour les industries de pointe et l'innovation technologique. Les atouts pour réussir : un tissu industriel diversifié et moderne, une main d'œuvre qualifiée et compétente,

• l'intelligence, le savoir avec de nombreux laboratoires, des universités, des centres de recherche, • d'importantes possibilités d'implantation pour de nouvelles entreprises, • des outils économiques, des équipes de spécialistes pour informer, conseiller, conduire les études nécessaires. Découvrez la Seine Saint-Denis telle qu'elle est : un département qualifié pour le progrès.

Nous vous attendons au 48 95 60 26

Seine Saint-Denis le département
Conseil Général

صكنا من الامل

2 DECEMBRE Cours relevés à 17 h 33

Comptant (sélection)	Second marché (sélection)
----------------------	---------------------------

Obligations			Étrangères		
Caisse	871	983	Idem	516	208 40
Caisse	1630	1640	Ward Warr	98	95
Caisse	612	612	Ward, Warr, and	184	
Exp. 7 ^e 1973	8530		A.E.G.	1036	
			Rape	618	700
				515	515
				718	700
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316
				822	930
				1476	
				930	
				932	
				2305	2316</

110	1988	1980	1980	1930	1930	312	313
12,75 93	1206	30 60	2254	165	165	47 10	
109 60	1077 76	1478	1460	180	181	383	383
1077 76				281	281	513	508

[illegible][illegible]

Alcan. Progress	502	618	France L.A.R.D.	401	400	Sure	630	700	Amstar Corp.	553	702	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
Alcoa	1240	1216	France Ltd.	7460	7760	Swiss Milkways	470	500	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
Alcoa Ind. Prod. Div.			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
A.S.P. (S. Cent.)	972	980	France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.	1185	1184
			France Ltd.	7460	7760	S.E.P. Inc.	252	293	Amstar Corp.	753	762	Gen. Elec. Equip.	721	731	Revere Corp.		

[illegible]

Aluminum	4089	4203	Aluminum	870	868	Steel	570	536	0	Quicker	453 94	440 33	Invest. net	14803 45	14824 40	S.F. & M. dr.	580 29	572 19
Bar-Hard	6065	6101	Bar-Hard	8400	8000	Steel	38 20	41 70 d	0	Conin. Franco	17687 94	17632 67	Invest. Belgium	14803 45	14824 40	Schwartz	794 54	758 23
Cali	790	790	Cali	579	576	S.F.	149	149	0	Conin. Mexico	26823 77	2635 12	Japan	190 12	159 23	Steel	359 34	348 23
Copper	418	437 80	Copper	5490	5530	Steel	987	978	0	Conin. Brazil	604 29	604 17	Japan	233 87	230 51	Steel	653 72	638 17

Contract Name	3019	3000	Life-Sustains	820	838	Water-Supply	823	850	Hydro-Energy	348	.....	Decont-Site/air	240.95	237.10	Lettin-Job	308.30	292.00	S/LG	898.40	847.81
Contract No.	230	230	Local-Expend	372	372	Water-S&M	800	800	Hydrogen	250	.....	Decont-Site/air	143.94	147.41	Lettin-Job	146.15	140.85	S/LG	1207.72	1172.54
Contract No.	8450	8450	Local-Expend	480	480	U.A.P.	2795	2946	.....	.....	.....	Decont-Site/air	1176.01	1159.88	Lettin-Job	214.82	205.08	S/LG	654.95	620.95
Contract No.	700	700	Local	385	408	Uncon	810	.....	.....	.....	.....	Decont-Site/air	11952.59	11062.58	Lettin-Job	1170.10	1157.04	S/LG	371.1	365.50
Contract No.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	Decont-Site/air	.....	.....	Lettin-Job	.....	.....	S/LG	.....	.....

[illegible][illegible][illegible][illegible]

1000

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Discours de M. Chirac devant l'Assemblée de l'UEO. 3 M. Reagan accepte une enquête sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran. 4 Espagne : la démission de M. Fraga. 5 Afrique du sud : assassinat du « médecin du peuple ».	6 L'attitude du gouvernement et de sa majorité face à l'agitation dans les universités et les lycées. 7 Point de vue : « Le gouvernement est vieux dans sa tête », par Lionel Jospin. 8 Avant la manifestation des étudiants du 4 décembre.	10 La polémique autour du remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale. — Les Etats généraux des protestants français. 11 Affaire du Carrefour du développement.	13 9 000 ans d'art en Jordanie. 14-15 Paris perd ses salles de cinéma. COMMUNICATION 21 L'organisation de la CNCL. — Les premiers pas du câble parisien.	24 La France signe un accord de coopération avec la Norvège. — La privatisation de British Gas. 26 La nouvelle politique du logement. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées 23 Carnet 21 Météorologie 22 Mots croisés 22 Loterie nationale 22 Spectacles 18 à 19

Alstom rachète la division ferroviaire de Jeumont-Schneider

La société Alstom, filiale de la CGE, rachète, le 1^{er} janvier 1987, l'ensemble des divisions et des filiales spécialisées dans la construction de matériel ferroviaire de Jeumont-Schneider. Les comités centraux d'entreprise des deux groupes seront saisis, le mercredi 10 décembre, de la cession de l'usine de La Plaine-Saint-Denis de Jeumont-Schneider, des sociétés MTE, Carrel et Fouché Industries, et Schneider-Jeumont Rail, soit environ trois mille employés dans l'Eure, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis ainsi qu'au Creusot.

Cette fusion achève le mouvement de concentration de l'industrie ferroviaire française en créant autour d'Alstom un unique pôle industriel. Les difficultés des sociétés Creusot-Loire ou Franco-Beige ont, en définitive, moins pesé que l'effondrement des marchés mondiaux. La baisse du cours du dollar ferme peu à peu le marché américain des transports, qui représente près de la moitié de la demande. La chute des cours du pétrole tarit les ressources des pays en voie de développement comme l'Algérie, l'Egypte ou l'Indonésie.

Jeumont-Schneider a donc décidé d'abandonner les activités ferroviaires, qui représentent 30 % environ des 7,6 milliards de son chiffre d'affaires consolidé, et de se consacrer désormais aux deux secteurs prioritaires : la téléphonie et les biens d'équipement pour l'industrie, l'énergie et la construction navale.

Unilever lance une contre-OPA de 20 milliards de francs sur Chesebrough Ponds

La lutte pour le contrôle de la firme américaine Chesebrough Ponds, surtout connue en Europe pour ses produits de soin, est commencée. Surenchérissant d'environ 10 % sur l'offre publique d'achat (OPA) lancée par American Brands (le Monde du 29 novembre), troisième manufacturier des Etats-Unis, le géant anglo-néerlandais Unilever (194 milliards de francs de chiffre d'affaires) propose de racheter l'affaire pour 3,1 milliards de dollars (20,1 milliards de francs), soit au prix de 72,50 dollars par action. American Brands avait engagé 2,8 milliards de dollars (18,2 milliards de francs) dans cette opération (66 dollars par action).

Contrairement à son rival, Unilever a rallié à sa cause l'état-major de Chesebrough Ponds, qui a mis à sa disposition une option d'achat sur 18,5 % du capital. En outre, le PDG de Chesebrough, M. Ralph E. Ward, accepte un poste de direction chez Unilever United States, filiale américaine du groupe européen.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 décembre
Nette reprise à + 1,84 %

La Bourse de Paris a connu le 3 décembre en matinée une nette hausse, l'indice instantané gagnant 1,84 %. Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient Crouzet (+ 4,49 %), Baugere (+ 3,76 %), Europe (+ 3,43 %), Durriz (+ 3,13 %), TBT (+ 3,07 %). En baisse on notait Facom (- 1,62 %), Schneider (- 1,47 %), Cofimeg (- 1,21 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Alcatel	477	483	487
Agfa	2250	2250	2270
Alcatel-Lucent	886	886	700
Assicuratrice	1080	1080	1130
Banque	2550	2550	2580
Bouygues	1270	1285	1295
B.S.M.	4247	4400	4410
Carrefour	3750	3840	3820
Chargers S.A.	1485	1530	1535
Club Méditerranée	983	701	697
Cofinor	1885	1870	1895
Elf Aquitaine	1335	1365	1370
Elf	308	308	309
Endesa	3530	3570	3570
Europ. Capelle	1416	1460	1441
Michelin	2550	2648	2625
Midat	1680	1700	1680
Midat-Hennessy	2485	2540	2550
Novel	1124	1137	1145
Oréal-L'Oréal	2810	2880	2880
Pfizer	1240	1238	1238
Paro	1057	1079	1078
Pengent S.A.	1137	1180	1180
Suez	705	715	716
Suez Paribas	787	794	790
Télécom	3350	3400	3400
Thomson-S.F.	1850	1861	1850
Tout-C.F.P.	331	334	335
T.T.T.	2280	2330	2330
Vallo	514	518	518

ARGENTINE : ancien chef de la police de Buenos-Aires

Le général Camps est condamné à vingt-cinq ans de prison

Le général Ramon Camps, ancien chef de la police de la province de Buenos-Aires, a été condamné mardi 2 décembre par le tribunal fédéral à vingt-cinq ans de prison pour violations des droits de l'homme et son successeur, le général Pablo Osorio Riquelme, à quatorze ans. Les autres coaccusés, l'ex-commissaire de police Miguel Angel Etchebeche, le médecin de police Jorge Borges et l'officier de police Roberto Cozzani, ont été respectivement condamnés à vingt-trois ans, six ans et quatre ans de détention. Seul, deux autres policiers, Hector Vides et Alberto Rosales, ont été acquittés mais destitués.

En considérant comme dépassé le délai de prescription (six ans) pour les privations illégitimes de liberté imputées aux accusés (toutes antérieures à 1980), il a aussi rejeté les arguments du procureur Julio Strassera, qui considérait que ce délai ne devait courir qu'à partir de la restauration de la démocratie en décembre 1983.

Le tribunal a interprété dans un sens restrictif le concept de « obédience due » en affirmant qu'elle ne peut en aucun cas être « aveugle » et que la discipline n'exempte pas du devoir de discerner si un ordre est ou non dicté.

Selon les premiers commentaires recueillis, cette prise de position, la première du genre en Argentine, déblaye déjà passablement le terrain juridique sur le thème controversé du « devoir d'obédience ». Celui-ci

ne pourra désormais être considéré comme impliquant automatiquement l'immunité lorsque les crimes poursuivis entrent sans conteste dans la catégorie des actes « aberrants ou atroces », par exemple la torture physique. Toutefois il interviendra comme circonstance atténuante pour moduler le degré de responsabilité des accusés en fonction de leur capacité à pouvoir s'y opposer.

Une interprétation qui devrait satisfaire tous ceux qui, comme le président Raul Alfonsín, ont toujours défendu une voie médiane entre le châtiment pur et dur (réclamé par les organisations de défense des droits de l'homme) et l'abolition pour tous les subordonnés (réclamée par la majorité des militaires).

CATHERINE DERIVERY.

SURINAM : dans l'est et le sud du pays

Le gouvernement décrète l'état d'urgence

Paramaribo. — Le régime surinamien du commandant Desi Bouterse a été contraint de décréter, mardi 2 décembre, l'état d'urgence dans l'est et le sud du pays pour faire face à un durcissement des actions de la guérilla dirigée par Ronny Brunswijk. Cette mesure a été prise au lendemain de la première offensive lancée par l'armée contre les rebelles qui n'ont cessé de gagner du terrain depuis leur apparition en juillet dernier.

L'arrêt, depuis une semaine, de l'extraction de bauxite dans la mine de Mungo, dans l'est du pays, en raison des attaques de la guérilla, menace d'entraîner à son tour l'effondrement de la paralysie totale de l'économie du pays. Toutes les routes menant à la mine sont sous le contrôle des rebelles. Selon des sources gouvernementales, les réserves de minerai, qui représentent 80 % des exportations du pays, ne seraient plus que de trois à six semaines.

C'est vraisemblablement l'échec de l'opération militaire, menée avec trois cents soldats, pour reprendre le contrôle de la route qui relie la capitale à la mine de bauxite, qui a provoqué la décision gouvernementale d'imposer l'état d'urgence. Dans les dernières semaines, les autorités avaient déjà été obligées de suspendre tous les vols de Paramaribo vers l'intérieur du pays après la capture de deux avions par les rebelles. La navigation sur les fleuves est aussi devenue pratiquement impossible même si, pour l'instant, la capitale ne semble pas être à la portée de la guérilla.

Face à une armée, faiblement équipée, de deux mille à trois mille

hommes, dont à peine trois cents professionnels, le chef de la guérilla compte essentiellement sur le soutien d'une partie de la population des « nègres de la brousse » à laquelle il appartient, forte de quelque soixante mille personnes, mais aussi de Surinamiens exilés aux Pays-Bas et de mercenaires européens. Plusieurs opposants au régime surinamien ont par ailleurs rejoint leur pays.

Ainsi l'ancien président de la République, le Dr Henk Chin A Sen, est rentré clandestinement le week-end dernier pour y rencontrer M. Brunswijk, « faire le point et envisager l'avenir de la lutte pour le retour de la démocratie au Suriname ». Une semaine auparavant, un autre opposant, le lieutenant Michel E. Van Rey, exilé aux Pays-Bas depuis 1982, est également venu rejoindre les forces de la guérilla. Ancien président de la commission nationale militaire en 1980, il devrait être chargé de structurer le groupe rebelle.

Ces retours d'opposants ont entraîné une mise au point du ministre des affaires étrangères de Paramaribo, M. Hendrick Herremberg, qui a reproché aux autorités guyanaises de « ne pas exercer une surveillance suffisante sur les gens qui entrent clandestinement au Suriname ». L'apparition de la guérilla, dans l'est du pays, a coïncidé avec la mise en place par le régime du commandant Bouterse, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en février 1980, d'un gouvernement civil où sont représentés les partis traditionnels, les syndicats et le patronat (le Monde du 20 novembre). — (AFP.)

En Une Demi Heure, vos Repas CHEZ VOUS par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40 (Vous pouvez choisir votre Menu sur MINUTE à 43.31.24.34) Prix nets et Livraison gratuite

PROMOTION NOEL
CONDITIONS EXCEPTIONNELLES
Sur tous les instruments en stock du samedi 15 novembre au samedi 6 décembre.

hamm
135-139 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 45.44.38.66.
Parking à proximité

A B C D E F G

Sur le vif

Survie

Ca y est ! J'en étais sûr ! La SIDA, cette « saloperie », cette peste si justement dénoncée par le maître Barzach — Enfin ! Bravo ! Très bien ! — a été aussitôt dépourvue par des politiciens démagogues, qui font le trottoir en réclamant la réouverture des maisons closes, histoire de placer les copines sous haute surveillance, médecine. Bref, ça nous fait pour le moment, plus de risques que les attentats.

Alors, un peu de décence, je vous en prie ! N'essayez pas de reculer des voix en proposant des trucs pas possibles, du genre sidéotourisme ou perçage des centaines de milliers de contagieux. Il n'y a rien à régler ce jour, ce M. Bachelot, ce pote à La Pau, avec ses contrées de santé aux frontières. Là, je suis à Bruxelles. C'est la boucledu au consulat. Des étrangers, il en arrive de partout. Ils sont tous à vouloir entrer en France. On ne sait plus où donner du visa. Alors, c'est n'importe quoi, n'importe quoi. Aucune importance d'ailleurs, personne n'a y mettre le nez. Je suis venue en train. Je n'ai pas vu un tic, pas un dossier, pas

ginez, en plus, un infirmier fait saut d'urgence dans votre wagon. Vous avez montré vos papiers ? Ouvrez votre valise ? Bon, bien, relevez votre manche de chemise que je vois un peu votre sang, la queue qu'il a ! C'est pas pensable !

N'empêche, le Bachelot propose ça au Parlement et annonce froidement que, si on le fait pas, il n'y aura plus personne sur la planète en 2025 ! Merci M^{onsieur} Nostradamus.

S'agit plus de rigoler. Faut le démentir, cette campagne de pub pour les préservatifs. Faut matraquer. Faut faire comme pour les lessives, passer par-dessus le têt des mecs et s'adresser directement aux femmes. Attention, les filles, ne sortez jamais sans avoir glissé deux, trois capotes dans votre sac à main. Quand vous revenez, tournez-en dans votre table de nuit. Et si votre partenaire a le culot de vous le reprocher, envoyez-le promener ! C'est à vous de veiller à la survie de l'espèce !

CLAUDE SARRAUTE.

Le Conseil d'Etat émet des réserves sur la réforme hospitalière

Comme il l'avait fait précédemment à plusieurs reprises, le Conseil d'Etat a émis des réserves sur la partie du projet de loi portant réforme hospitalière qui concerne le rétablissement du secteur privé dans les hôpitaux publics.

M^{onsieur} M. Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille, devait présenter, mercredi 3 décembre, au conseil des ministres, ce projet, dont il déclare au ministère que l'avis du Conseil d'Etat ne changera pas le teneur, mais suscitera un « toilettage ».

Selon le projet de loi, la possibilité d'exercer une activité privée dans les services hospitaliers publics est rendue aux médecins des hôpitaux, moyennant l'exercice plus rigoureux d'un contrôle d'activité et la sup-

pression des « lits réservés » jusqu'alors en vigueur.

Le Conseil d'Etat a toutefois, par le passé, exprimé des réserves à ce sujet, estimant que, sur le plan juridique, le statut même de cet exercice libéral dans une structure d'Etat était pour le moins ambigu, qu'il prêtait aux abus et aux traverses dénoncées par des rapports sévères de l'inspection générale des affaires sociales en 1978 et de la Cour des comptes en 1980, et enfin que l'objectif de la réforme Debré, imposant le plus haut hospitalier, postulait l'extinction d'un privilège coupé dès l'origine comme temporaire.

Il n'est donc pas surprenant que le Conseil d'Etat ait réitéré les critiques qu'il n'avait cessé d'émettre à ce sujet, et dont les services ministériels étaient d'ailleurs avertis.

Voilà : coupe Louis-Vuitton. — Franchi Kie a conforté sa troisième place au classement des régates éliminatoires de la coupe de l'America en battant White Crusader par abandon, le mercredi 3 décembre, dans sa deuxième course du troisième Round Robin. Franchi Kie est toujours devancé par New Zealand et par Stars and Stripes qui ont battu respectivement Heart of America et America II.

Où trouver le Glenlivet ?
Pure single Highland Malt.
12 years old scotch whisky.
Jusqu'à on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Front Page, 56, rue St-Denis, Paris 1^{er}.

AIR HAVAS
LES PRIX BAS QUI VOUS DONNENT DES AILES.

NEW YORK	à partir de 2200 F
MARRAKECH	à partir de 1290 F
LE CAIRE	à partir de 2660 F
MEXICO	à partir de 4825 F

Tarif A.R. pour un minimum de 7 jours. Prix au 1^{er} Octobre 86.
Conditions Générales dans le catalogue Air Havas.
En vente chez Havas Voyages, 181, boulevard Magenta, 75018 PARIS - Tél. 42.00.90.57
et dans les 240 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES. FAITES LA DIFFERENCE.

LES ÉTUDIANTS DU CNAM FOUS D'APPLE
CHOISSENT D'ACHETER CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER
LES NE SONT PAS MÛRES POUR ÇA.

Un Macintosh 512 800 — une impressionnante image Writer 1, grand chariot, Write Paint, Pasca, Tap et un sac de transport
14.900 F TTC !!!

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e
42.72.26.26